

Université de Montréal

Les « Black Blocs » et leur impact sur les autres acteurs du mouvement
anti/altermondialiste au Québec: le cas du Sommet de Québec en 2001

par

Félix Thériault-Bérubé

Département de science politique

Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures

en vue de l'obtention du grade de

Maître ès sciences (M. Sc.)

en science politique

février 2006

© Félix Thériault-Bérubé, 2006



JA

39

U54

2006

V.012

Direction des bibliothèques

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

Identification du Jury

Université de Montréal

Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :

Les « Black Blocs » et leur impact sur les autres acteurs du mouvement anti/altermondialiste au Québec: le cas du Sommet de Québec en 2001

Présenté par :

Félix Thériault-Bérubé

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Dominique Caouette

président-rapporteur

Pascale Dufour

directrice de recherche

Francis Dupuis-Déri

membre du jury

Sommaire

Ce mémoire de maîtrise porte sur les relations intergroupes au sein du mouvement anti/altermondialiste au Québec. Plus spécifiquement, il s'attarde sur une frange radicale du mouvement, communément appelé Black Bloc, et de son impact sur les autres acteurs opposés à la mondialisation dite néolibérale.

En privilégiant une approche systémique, inspirée de certains auteurs du domaine des relations internationales, le travail utilise un modèle centre-marge afin de mieux saisir l'aspect relationnel du mouvement et des situations de coopération ou de conflit entre les acteurs. De plus, il y est question du débat sur les moyens, violents ou non-violents, privilégiés par un acteur de même que son attitude face aux moyens des autres acteurs, pour ou contre la diversité des tactiques.

En prenant comme étude de cas le 3^{ème} Sommet des Amériques à Québec en avril 2001, nous étudions les relations intergroupes du mouvement d'opposition à la Zone de Libre Échange des Amériques dans l'année qui le précède via une analyse de presse écrite (des quotidiens le Soleil et le Devoir) et des communiqués émis par les groupes durant cette période. Nous avons trouvé qu'une fracture au sein du mouvement entre les partisans de la diversité des tactiques (proche de la marge) et ceux qui s'y opposent (proche du centre) fut cristallisée par l'action directe des groupes d'affinités anarchistes employant la tactique du Black bloc et qu'elle a amorcé un retour vers le centre pour les acteurs les plus influents du mouvement.

Mots clés : Mouvement anti/altermondialiste, Black bloc, violence, non-violence et diversité des tactiques.

Abstract

This master's thesis addresses the intergroup relationships inside the anti-globalization movement in Quebec, more specifically those using the Black Bloc tactics and its impact on other groups of this movement.

Using a systemic approach, inspired from the International Relations field in political science, this paper applies a center-margin model to identify the relational aspect between groups inside the movement, from cooperation situations to conflicting ones. Moreover, this research discusses the question of the debate over tactics, violent versus non-violent, privileged by a particular actor as well as the attitude displayed by those using as different tactics, namely whether are for or against the diversity of tactics.

Taking the 3rd Summit of the Americas in Quebec City held in April 2001 as a case study, we study the intergroup relations inside the movement against the Free Trade Area of the Americas starting the year before the Summit using a written press analysis (from *Le Soleil* and *Le Devoir* newspapers) as well as press releases from the actors of these movements. We believe that a gap exists between those who privilege the diversity of tactics (close to the margin) and the groups against it (near the center), a gap crystallized by the direct action of anarchist affiliated groups using the Black Bloc tactic, which in turn, led to a «back to the center» movement on the part of the most influential actors of the movement against FTAA.

Keywords : Movement against globalization, Black Bloc tactic, violence, non-violence and diversity of tactics.

Table des matières

Identification du Jury	i
Sommaire	ii
Abstract	iii
Table des matières	iv
Table des schémas	vi
Remerciements	vii
Introduction	1
Chapitre 1 : Cadre théorique	8
1. Les relations intergroupes : comment les aborder?	8
<i>1.1 Pertinence et faiblesse des approches sur les mouvements sociaux</i>	8
<i>1.2 Relations internationales et analyses systémiques</i>	12
<i>1.3 Pertinence et critiques de l'approche systémique</i>	15
2. Exposition du modèle centre/marge et définitions des concepts utilisés	18
<i>2.1 Modèle centre/marge d'analyse des relations intergroupes</i>	18
<i>2.2 Définitions des concepts du modèle centre/marge</i>	20
2.2.1 Structure	20
2.2.2 Acteur	20
2.2.3 Rationalité des acteurs	24
2.2.4 Les ressources d'un groupe	26
2.2.5 Objectifs, stratégies et tactiques	27
3. Réflexion éthique sur les moyens tactiques	29
<i>3.1 La non-violence : arme des braves</i>	30
<i>3.2 La violence</i>	33
<i>3.3 Non-violence versus violence</i>	35
<i>3.4 La diversité des tactiques : une porte de sortie pratique à un débat éthique?</i>	39
4. Hypothèses de travail	43
5. Conclusion	44
Chapitre 2 : Opposition à la ZLÉA et questions méthodologiques	46
1. Sommet des Amériques et contre-Sommet : le débat sur la ZLÉA	46
<i>1.1 La ZLÉA : un projet de libre-échange à la grandeur des Amériques</i>	46
<i>1.2 De la création d'un mouvement d'opposition à la ZLÉA</i>	49
2. Pertinence du Sommet des Amériques à Québec comme étude de cas	54
<i>2.1 Justification de l'étude de cas</i>	54
<i>2.2 Classification des acteurs au sein du modèle centre-marge</i>	56
<i>2.3 Stratégies de recherche</i>	59
3. Conclusion	62

Chapitre 3 : Analyse de données	64
1. Le discours des acteurs à la période de temps -1	64
1.1 <i>Motifs, objectifs et stratégies d'opposition à la ZLÉA des acteurs du groupe A</i>	64
1.2 <i>Motifs, objectifs et stratégies d'opposition à la ZLÉA des acteurs du groupe B</i>	70
1.3 <i>Motifs, objectifs et stratégies d'opposition à la ZLÉA des acteurs du groupe C</i>	72
1.4 <i>Motifs, objectifs et stratégies d'opposition à la ZLÉA des acteurs du groupe D</i>	75
1.5 <i>Les relations intergroupes à la période de temps -1</i>	77
2. Le discours des acteurs à la période de temps 0	80
2.1 <i>Motifs, objectifs et stratégies d'opposition à la ZLÉA des acteurs du groupe A</i>	81
2.2 <i>Motifs, objectifs et stratégies d'opposition à la ZLÉA des acteurs du groupe B</i>	84
2.3 <i>Motifs, objectifs et stratégies d'opposition à la ZLÉA des acteurs du groupe C</i>	85
2.4 <i>Motifs, objectifs et stratégies d'opposition à la ZLÉA des acteurs du groupe D</i>	87
2.5 <i>Les relations intergroupes à la période de temps 0</i>	87
3. Le discours des acteurs à la période de temps 1	91
3.1 <i>Motifs, objectifs et stratégies d'opposition à la ZLÉA des acteurs du groupe A</i>	91
3.2 <i>Motifs, objectifs et stratégies d'opposition à la ZLÉA des acteurs du groupe B</i>	93
3.3 <i>Motifs, objectifs et stratégies d'opposition à la ZLÉA des acteurs du groupe C</i>	94
3.4 <i>Motifs, objectifs et stratégies d'opposition à la ZLÉA des acteurs du groupe D</i>	95
3.5 <i>Les relations intergroupes à la période de temps 1</i>	98
3.5.1 <i>20 avril 2001</i>	98
3.5.2 <i>21-22 avril 2001</i>	101
4. Le discours des acteurs à la période de temps 2	105
4.1 <i>Motifs, objectifs et stratégies d'opposition à la ZLÉA des acteurs du groupe A</i>	105
4.2 <i>Motifs, objectifs et stratégies d'opposition à la ZLÉA des acteurs du groupe B</i>	106
4.3 <i>Motifs, objectifs et stratégies d'opposition à la ZLÉA des acteurs du groupe C</i>	107
4.4 <i>Motifs, objectifs et stratégies d'opposition à la ZLÉA des acteurs du groupe D</i>	107
4.5 <i>Les relations intergroupes à la période de temps 2</i>	108
5. Retour sur le modèle centre-marge	109
Chapitre 4 : Violence et non-violence au Sommet des Amériques	111
1. Positionnement sur le débat violence/non-violence selon les groupes A, B, C et D	111
1.1 <i>La question de la violence/non-violence et les acteurs du groupe A</i>	111
1.2 <i>La question de la violence/non-violence et les acteurs du groupe B</i>	114
1.3 <i>La question de la violence/non-violence et les acteurs du groupe C</i>	116
1.4 <i>La question de la violence/non-violence et les acteurs du groupe D</i>	117
2. Retour sur le losange de positionnement tactique	120
3. Retour sur les hypothèses.	122
Conclusion	127
Bibliographie	132
Annexe 1	147
Annexe 2	148
Annexe 3	149
Annexe 4	150

Table des schémas

Schéma 1 : Modèle centre-marge à la période de temps -1	78
Schéma 2 : Modèle centre-marge à la période de temps 0	88
Schéma 3 : Modèle centre-marge à la période de temps 1 (20 avril 2001)	99
Schéma 4 : Modèle centre-marge à la période de temps 1 (21 avril 2001)	102
Schéma 5 : Modèle centre-marge à la période de temps 2	108
Schéma 6 : Modèle centre-marge selon les zones de fractures et de coopération	110
Schéma 7 : Modèle centre-marge et losange de positionnement tactique	121

Remerciements

Tout d'abord, je voudrais remercier ma directrice de mémoire, Pascale Dufour, pour son soutien indéfectible au cours de ma rédaction mais surtout d'avoir accepté de diriger un «semblant de début d'idée» de projet de recherche sur les Black Blocs il y a de cela maintenant deux ans.

Je tiens aussi à souligner le rôle de Francis Dupuis-Déri dans ma réflexion sur l'ensemble des débats qui accompagnent la désobéissance civile et ses applications tactiques. Merci pour tes écrits sur les Black Blocs, tes conseils et l'inspiration qu'ils m'ont procurés.

Je ne pourrais passer sous silence l'apport de Pascale, Renaud, Valérie-Anne, Arielle, Johanne et Luc pour nos nombreuses discussions du midi et vos commentaires toujours pertinents. Vous avez vu l'évolution de ce mémoire entre deux bouchés de sandwich, j'espère que la présente version sera celle qui aura meilleur goût. De plus, je tiens à souligner ma reconnaissance à Hala Charani et Frédéric Bastien pour la traduction et les corrections quant à la langue de Shakespeare et de Molière.

Il me faut également remercier toutes celles qui ont subventionné indirectement mes travaux de recherche en me fournissant un emploi durant ma maîtrise: Diane Éthier, Marie-Joëlle Zahar, Pascale Dufour et René Leclerc.

Merci surtout à mes parents, Cécile et Laurent, pour m'avoir soutenu de toutes les façons possibles (hébergement, bouffe et paroles reconfortantes) mais surtout de m'avoir encouragé à continuer malgré les nombreuses phases de découragement.

Au delà de l'aspect académique de ce mémoire, plusieurs éléments ont meublés mon environnement social durant ma rédaction. Je tiens à les mentionner pour m'avoir changé les idées pendant près de deux ans: la gang de Bakküs (Oli, Felon, Louka, Mino, Hubybabe, Phildesh) devenue celle du cosom dominical (Nordiques all the way!), les CE de l'AECSSPUM, les midis SRD-BBQ, le mouvement étudiant et ses 103 millions de bonnes raisons de faire la grève, la visite guidée de Québec 2001 (salutation à Tony et Simon) et la quête du «buck» au fin fonds de l'Outaouais (merci Mat pour l'hébergement 5 étoiles).

Finalement, l'ultime remerciement va à celle qui m'accompagne depuis plus de huit ans, Julie Lafontaine. Véritable paratonnerre de mon stress, tu auras su encaisser les dommages collatéraux de ce mémoire tout en me donnant un support constant. Je t'en serai à jamais reconnaissant.

Introduction

*Camarades, tous aux barricades!
À l'assaut de la palissade!
Finie la mascarade!
Pas question qu'on nous mène à l'abattoir sans pouvoir
savoir ce que le pouvoir nous cache dans le noir.
Loco Locass. La bataille des murailles*

Lorsqu'il est question d'antimondialisation ou d'altermondialisation¹, il est difficile de ne pas penser au sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle en novembre/décembre 1999. Devenu un véritable symbole du mouvement anti/altermondialiste, ce fut l'occasion pour les manifestants de faire entendre leur voix, de perturber le sommet de l'OMC (afin d'en empêcher la tenue), mais surtout, de démontrer leur désaccord sur une mondialisation dite « néo-libérale » aux vus et aux sus de tous via les nombreux médias qui ont couvert l'évènement. En effet, comme l'indiquent Christian Losson et Paul Quinio : « [Seattle reste une balise]. C'est là que le "mouvement global" est devenu plus visible. [...] Là que les premiers pavés lancés contre des vitrines ont fait la une des médias »².

Ce fut également lors de cet événement que des activistes réunis en Black Bloc, c'est-à-dire un regroupement ponctuel d'individus ayant recours à des tactiques violentes organisées d'affrontement avec les forces de l'ordre pour le temps d'une

¹ La notion d'anti-mondialisation sous-entend une opposition à la mondialisation tandis que l'appellation alter-mondialisation renvoie à une mondialisation alternative à celle dite néo-libérale. Le terme anti/altermondialisation, utilisé par Aysen Uysal, semble être le plus approprié pour saisir l'ensemble d'un mouvement aussi hétéroclite. Nous privilégions cette terminologie dans le présent chapitre. À ce sujet, voir l'introduction de Losson et Quinio. Christian Losson et Paul Quinio, *Génération Seattle : Les rebelles de la mondialisation* (Paris : Bernard Grasset, 2002) 18-19 et Aysen Uysal, « "Rebelles du monde entier unissez-vous !" L'exemple du groupe *Antikapitalist* de Turquie », Communication. GERMM, Paris, 3 au 5 décembre 2003.

² Christian Losson et Paul Quinio, *Génération Seattle : Les rebelles de la mondialisation*, 15.

manifestation³, ont lancé des frappes sur plusieurs symboles du capitalisme. Ils ont, par le fait même, obtenu une visibilité médiatique grâce à leurs actions spectaculaires en attirant sur eux l'attention des médias. Même s'ils ne constituent qu'une minorité lors des manifestations (entre 1% et 5% selon Losson et Quinio), leur utilisation de moyens violents pour se faire entendre confère au mouvement anti/altermondialiste un rayonnement qui surpasse leur poids relatif au sein de ce dernier. Par contre, cette attention des caméras se révèle une arme à deux tranchants, car elle pousse les États à se méfier de plus en plus de ces manifestations, ceux-ci percevant le phénomène Black Bloc comme une menace à la sécurité nationale du pays⁴, ce qui pourrait, en fin de compte, nuire à leur cause.

À un autre niveau, les autres groupes du mouvement anti/altermondialiste (par exemple des groupes environnementaux, des syndicats, des organisations non gouvernementales ou ONG) se sont vus obligés de prendre position face aux Black Blocs et leurs tactiques d'action directe violente. En effet, il existe deux discours émanant des acteurs au sein de la littérature qui se penche sur le mouvement anti/altermondialiste en lien avec le phénomène Black Bloc. D'un côté, certains (par

³ Tel que défini par Francis Dupuis-Déri, qui souligne dans son ouvrage *Les Black Blocs* l'origine du phénomène et des diverses significations du terme black bloc (forme d'action collective, tactique de résistance à la police). Francis Dupuis-Déri, *Les Black Blocs : la liberté et l'égalité manifestent* (Montréal : Lux Éditeur, 2003) 16.

⁴ Dans son rapport N° 2000/08 : *L'Antimondialisation, un phénomène en pleine expansion*, le Service Canadien du Renseignement de Sécurité (SCRS) identifie le Black Bloc comme étant « les manifestants les plus militants et les plus violents » et que ses activités de protestation peuvent « avoir des effets très perturbateurs et se révéler fort coûteuses ». De plus, dans son *Rapport public de l'an 2000*, le SCRS identifie également le mouvement altermondialiste comme étant digne d'une attention croissante, surtout les éléments « Black Blocs ». Canada, Service Canadien du Renseignement de Sécurité (SCRS), *Rapport N° 2000/08 : L'Antimondialisation, un phénomène en pleine expansion* (Ottawa : Direction des exigences, de l'analyse et de la production du SCRS, 2000) et Service Canadien du Renseignement de Sécurité (SCRS), « *Rapport public de l'an 2000* », [En ligne], <http://www.csis-scrs.gc.ca/fra/publicrp/pub2000_f.html#2a>, (consulté le 26 janvier 2004).

exemple Bruno Rebelle de Greenpeace-France, Susan George d'ATTAC-France), affirment que l'utilisation de la violence comme forme d'action politique au sein des manifestations discrédite le mouvement, rend légitime la répression policière et décourage certains sympathisants de se joindre aux manifestations⁵. D'autres (par exemple La Convergence des Luttes Anti-Capitalistes ou CLAC) adoptent un point de vue qui prône une diversité des tactiques, soulignant ainsi l'aspect parfois « utile » de l'usage de la violence, car elle donne une visibilité et une dynamique maximale au mouvement anti/altermondialiste⁶. Ces deux visions font que certains acteurs ont tendance à les condamner et les pousser vers la marge du mouvement tandis que d'autres se refusent à les blâmer et reconnaissent qu'ils ont un rôle à jouer dans la lutte contre la mondialisation néo-libérale.

Si ces tensions semblent surtout se retrouver au niveau discursif de ces acteurs, les deux exemples suivants montrent que ces tensions sont aussi visibles au cœur de l'action. La situation suivante est survenue à Seattle le 30 novembre 1999, relevé par Gary T. Marx et Patrick F. Gillham:

«During the police assault, the number of vandals increased, as did the intensity of their attacks. Just before police slowed their attack around 11 a.m., small groups began breaking windows of retail stores such as Nike and The Gap, using hammers and crowbars concealed inside backpacks, as well as newspaper boxes and heavy steel grates protecting trees. Retail stores owned by multinational corporations believed responsible for human rights abuses and global environmental degradation were targeted. With little success some demonstrators opposing the vandalism tried policing the more

⁵ Dupuis-Déri, *Les Black Blocs*, 51-62, Susan George «Response to the Open Letter of the Prime Minister of Belgium Guy Verhofstadt», [En ligne] <<http://www.tni.org/george-docs/response.htm>>, 30 octobre 2001 (consulté le 11 octobre 2004) de même que Losson et Quinio, *Génération Seattle*, 154-167.

⁶ Id. et La Convergence des Luttes Anti-capitalistes (CLAC), « Qu'est-ce que la CLAC ? », [En ligne], <<http://clac.tactic.org/fr/index.php?section=2&subsection=0>>, (consulté le 29 janvier 2004).

disruptive activists by actively interfering with those breaking windows and by reminding them this was a nonviolent demonstration. Such efforts at control were met with shouts and cursing (e.g., a middle aged woman who pleaded for calm was told by a young tagger, "fuck off lady. It's do-gooders like you that keep this system rolling.")»⁷

Un autre exemple tiré du livre *The Battle in Seattle* de Janet Thomas, témoigne de ces tensions intergroupes présentes durant des manifestations anti/altermondialistes, plus spécifiquement entre deux manifestants (un père et sa fille) impliqués à faire connaître le dossier des mines antipersonnelles et certains activistes (probablement des anarchistes réunis en Black Bloc si l'on se fie à la citation précédente) engagés à commettre des actions de destruction de propriété privée :

«During the labor march on N30, lots of union members came up to the Millers for informations about land mines. Fred and Erin stayed downtown after the official march passed through, and found their way to Sixth and Pike, near Niketown, Planet Hollywood, and the Sheraton Hotel, where the Secret Service was keeping Madeleine Albright behind closed doors. The Millers had been there for the labour march, and there was a faint smell of tear gas in the air when they took up position with their banner between them to protect the windows of Niketown and Planet Hollywood from brick-throwing anarchists. Niketown had already lost a few by the time Miller and his daughter arrived on the scene. There were groups of young people taking aim at windows, so Fred and Erin decided that this was there where they would stay and do some peacekeeping. [...] The truth is that very few stores were looted, and even those that were looted lost just a few things. In some cases, this was thanks to protesters like Miller, who were there, knew immediately what the impact would be on the cause, and acted quickly to contain property damage.»⁸

⁷ Patrick F. Gillham et Gary T. Marx «Complexity & Irony in Policing and Protesting: The World Trade Organization in Seattle», *Social Justice*, 27 (2), 2000, 212-236.

⁸ Janet Thomas, *The Battle in Seattle: The Story Behind and Beyond the WTO Demonstrations* (Golden, Colorado: Fulcrum Publishing, 2000), 43-45.

Mais ce rejet des anarchistes, réunis en Black Bloc, par certains manifestants, identifiés à tort ou à raison comme étant ceux qui ont recours à la violence⁹, ne fait pas l'unanimité au sein du mouvement. Comme l'indique ce second extrait du livre de Janet Thomas qui relate une discussion entre un autre père et sa fille le 30 novembre 1999 à Seattle, d'autres militants se portent à leur défense :

«Should corporations rule our lives? That's the big question. I [Sarah Joy Staude] was thinking about it as I was driving up there. What's happened to the local grocery store, gas station, the local diner? It's now all fast food, all in one place owned by a major oil company. The anarchists targeted big corporations that are taking over small towns and pushing out mom-and-pop stores. We need to incorporate everybody into this movement. We cannot ostracize anybody.»¹⁰

Ces tensions au sein du mouvement anti/altermondialiste sur les choix tactiques se reflètent à la fois par l'expression publique du point de vue d'une organisation sur les agissements d'une autre organisation (ex. le fait de condamner ou de saluer les actions d'un autre groupe lors d'une conférence de presse, d'une entrevue avec les médias ou même par un communiqué), et au sein même des manifestations, lorsque des groupes témoignent leur appui à certaines actions ou tentent de museler ceux ayant recours à des actions qu'ils désapprouvent, au point d'utiliser la violence physique pour empêcher que des actes de destructions privés soient perpétrés, ce qui est en soi paradoxal¹¹. Ces exemples démontrent comment le

⁹ Le lien entre anarchisme et violence ne va pas de soi. En effet, il existe au sein du mouvement anarchiste des tenants de la non-violence comme le groupe et auteur de la revue *Anarchisme et Non-violence* ou le journal *Graswurzelrevolution*. Marcel Viau, «Anarchisme et Non-violence», *Réfractations*, 5, 2000, 89-108 et Bernd Drücke, «Histoire du journal *Graswurzelrevolution*», *Réfractations*, 5, 2000, 109-120.

¹⁰ Janet Thomas, *The Battle in Seattle: The Story Behind and Beyond the WTO Demonstrations*. 88.

¹¹ Dans son texte sur le mouvement anti/altermondialiste, Claudio Albertani soulève quelques-uns de ces paradoxes, notamment l'utilisation par les Tute Bianche italiens de moyens violents envers ceux qui ne respectent pas leur règle de non-violence dans les manifestations : «On several occasions and in

débat sur l'usage de tactiques violentes ou non-violentes affecte les relations entre groupes activistes et divise un mouvement comme celui d'opposition à la mondialisation. Si ce débat n'est pas nouveau et a souvent marqué la scission de mouvements sociaux ou de groupes entre modérés et radicaux, il faut soulever le fait qu'il y a une dimension éthique importante dans la façon dont chacun justifie le recours à une tactique violente ou non-violente. Dans quelle mesure et de quelle façon peut-on analyser l'impact de ce débat violence/non-violence de même que les questions éthiques sur le mouvement anti/altermondialiste? Comment peut-on analyser les relations intergroupes au sein de ce même mouvement? Existe-t-il des outils théoriques permettant d'analyser l'impact de groupes marginalisés comme ceux ayant recours à la tactique du Black Bloc sur des organisations ayant beaucoup plus d'influence sur les institutions, par exemple, les syndicats?

Le présent mémoire a pour objectif d'offrir un modèle conceptuel capable de saisir à la fois la dynamique interne du mouvement anti/altermondialiste entre les divers groupes qui le composent, mais aussi de saisir les questions éthiques entourant les choix tactiques des acteurs. Dans notre premier chapitre, nous passons en revue certains champs d'études de la science politique qui offrent des cadres d'analyse pour étudier les relations intergroupes, puis nous présenterons le cadre théorique qui en découle. Par la suite, nous abordons l'état de la littérature sur la désobéissance civile afin de dégager les divers axes polémiques concernant le débat violence/non-violence

different cities (Bologna, Aviano, Treviso, Rovigo, Rome, Venice, Padua...) the Tute Bianche played the role of auxiliary police, physically attacking the anarchist and autonomous groups and even regular citizens who did not follow instructions». Claudio Albertani (trad. Rosanna M. Giammanco Frongia). «Paint It Black : Black Blocs, Tute Bianche and Zapatistas in the Anti-globalization Movement», *New Political Science*, 24, 4 (2002), 591.

et de formuler nos hypothèses de recherche. Le deuxième chapitre consiste en une justification de notre étude de cas, le 3^{ème} Sommet des Amériques à Québec en avril 2001. Nous abordons également les aspects méthodologiques de notre recherche et la présentation des divers groupes qui constituent le mouvement anti/altermondialiste au Québec. Dans le chapitre suivant, nous présentons les données recueillies quant aux relations intergroupes entourant la mobilisation contre le Sommet des Amériques. Le quatrième chapitre traite du débat violence/non-violence et nous permet d'observer sa capacité explicative des tensions, conflits et exemples de coopérations entre les acteurs étudiés. Finalement, nous opérons un retour sur nos hypothèses formulées au chapitre premier.

Chapitre 1 : Cadre théorique

Dans le présent chapitre, nous nous penchons sur la façon d'aborder les relations intergroupes. Cela nous mènera vers l'exposition de notre modèle théorique et des principaux concepts y étant associés. Par la suite, nous traitons de l'aspect éthique des questions tactiques en exposant les diverses approches du débat violence versus non-violence dans la littérature sur la désobéissance civile. Dans un dernier temps, il est question des hypothèses de travail qui guident la présente recherche.

1. Les relations intergroupes : comment les aborder?

1.1 Pertinence et faiblesse des approches sur les mouvements sociaux

Pour analyser un mouvement comme celui opposé à la mondialisation dite «néolibérale», il est pertinent d'examiner le corpus des théories des mouvements sociaux afin d'y trouver les outils théoriques nécessaires à la réalisation de notre recherche. Deux auteurs, Donatella Della Porta et Mario Diani, proposent dans leur livre *Social Movements : an Introduction* un découpage des théories selon quatre grandes perspectives analytiques dans ce domaine depuis les années 1960¹². Il y a dans un premier temps l'approche du comportement collectif, inspirée du structuro-fonctionnalisme, et qui considère les mouvements sociaux comme l'effet visible d'une transformation sociale rapide mais aussi la révélation de l'incapacité des institutions à maintenir la cohésion d'une société. Cette approche a pour conséquence

¹² Donatella della Porta et Mario Diani, *Social Movements : an Introduction* (Oxford : Blackwell, 1999).

de considérer les mobilisations collectives comme des actes irrationnels résultant des dysfonctions structurelles de la société, ce en quoi l'école de la mobilisation des ressources et ses principaux représentants (Mayer Zald, Anthony Oberschall et Charles Tilly) se sont opposés. Pour les tenants de cette école, au contraire, l'action collective est rationnelle dans le sens où elle est la prolongation des formes traditionnelles d'action politique : l'acteur, suivant ses intérêts, mobilise un certain nombre de ressources en suivant un calcul coûts/bénéfices du processus dans lesquels il s'engage. Cependant, certains auteurs ont adressé des critiques à l'école de la mobilisation des ressources, notamment quant au peu d'attention portée aux groupes ayant des ressources limitées et qui, pourtant, réussissent à s'auto-organiser, mais aussi au fait de peu tenir compte du rôle des symboles et de la notion de sens des activistes dans le cadre de l'action collective. À cet effet, l'école du processus politique ne nie pas la rationalité des acteurs mais prend en compte l'environnement politique et institutionnel dans lequel l'acteur évolue. Plusieurs recherches (Piven et Cloward, Gamson, Tarrow) qui ont suivies cette optique ont permis d'en arriver au concept de structure d'opportunité politique, c'est-à-dire l'ouverture (ou la fermeture) d'un système politique comme facteur explicatif du résultat d'une mobilisation.

Si ces trois approches ont l'avantage de se pencher sur le «comment» (structurelle et processus politique) ou le «pourquoi» (mobilisation des ressources) de l'action collective¹³, il faut plutôt regarder un autre courant théorique au sein des théories sur les mouvements sociaux pour obtenir une vision alliant le pourquoi et le

¹³ Alberto Melucci, *Nomads of the Present : Social Movements and Individual Needs in Contemporary Society*, (London : Hutchinson Radius, 1989) 21-22.

comment : la théorie des nouveaux mouvements. En effet, les tenants de cette approche (Melucci, Offe), provenant surtout d'Europe, prennent leur distance par rapport à la vision matérialiste de leurs prédécesseurs pour privilégier une étude des conflits sociaux sur des axes non-économiques ou matérialistes. Ainsi, leurs recherches abordent des mouvements qui mettent de l'avant de nouvelles zones de conflit social comme le féminisme ou l'écologisme mais aussi de nouvelles formes organisationnelles plus décentralisées (comparativement au mouvement syndical et aux partis politiques)¹⁴.

Parmi l'ensemble des théories des mouvements sociaux, l'étude des réseaux s'avère une piste intéressante. En effet, dans leur livre *Social Movements and Networks : Relational Approaches to Collective Action*¹⁵, Mario Diani et Doug McAdam examinent l'aspect relationnel de l'action collective. C'est ainsi que plusieurs pistes de réponses sont avancées pour expliquer le processus de formation de coalitions regroupant plusieurs organisations, les formes que peuvent prendre ces organisations mises en réseau de même que la fonction et le rôle des réseaux. Dans ce même livre, d'autres auteurs parlent de structures relationnelles au sein d'un réseau (Ann Mische)¹⁶, du rôle de leader que certaines organisations vont jouer dans la

¹⁴ Érik Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux*, 3^{ème} édition (Paris : Éditions La Découverte, 2002 [1996]) 66-74.

¹⁵ Mario Diani et Doug McAdam, *Social Movements and Networks: Relational Approaches to Collective Action* (Oxford, Toronto : Oxford University Press, 2003).

¹⁶ Ann Mische, «Cross-talk in Movements: Reconceiving the Culture-Network Link» dans Mario Diani et Doug McAdam, *Social Movements and Networks: Relational Approaches to Collective Action*, 258-280.

formation de coalitions de groupes aux visions et visées divergentes (Diani)¹⁷, ou même la position d'un acteur au sein d'un réseau qui détermine son influence potentielle sur les autres acteurs (Diani)¹⁸. Or, l'aspect de tension et de conflit qui caractérisent parfois les relations intergroupes ne semblent pas être une piste abordée par ces auteurs sur les réseaux. Pourtant, Diani et Della Porta soulignent le fait que des divisions idéologiques ou stratégiques/tactiques (ne serait-ce que dans la représentation de l'enjeu et la façon de l'aborder) peuvent s'avérer de sérieux obstacles pour des groupes évoluant au sein d'un même mouvement¹⁹. D'autres auteurs (Arquilla et Ronfeldt) ont porté une attention particulière à la question des conflits entre des réseaux (terroristes, criminelles et militants) et l'État²⁰. Cependant, il s'agit de la façon dont ces organisations misent en réseau mènent des «guerres de réseaux» ou Netwars par rapport à l'État. Mais encore une fois, ils n'offrent aucune piste de réponse quant aux conflits intra-réseaux (voir même inter-réseau) qui traversent un mouvement social. C'est pour cette raison que nous portons notre regard sur les théories des relations internationales qui ont développés une littérature portant sur les conflits entre acteurs de même nature mais aussi une approche plus macro et holistique, qui, à notre avis, sont essentiel à la compréhension de notre objet d'étude.

¹⁷ Mario Diani, «'Leaders' or Brokers ? Positions and Influence in Social Movements Networks» dans Mario Diani et Doug McAdam, *Social Movements and Networks: Relational Approaches to Collective Action*, 105-122.

¹⁸ Id.

¹⁹ Donatella della Porta et Mario Diani. *Social Movements : an Introduction*, 132.

²⁰ Arquilla et David Ronfeldt. *Networks and Netwars* (Santa Monica : RAND, 2001).

1.2 Relations internationales et analyses systémiques

Dans le domaine des relations internationales, l'analyse des relations entre États se fait souvent d'un point de vue systémique. En effet, il est souvent question du système international ou d'un système d'États, notions qui impliquent l'existence d'interactions entre États tel que le suggère Hedley Bull dans sa définition de système international :

«A system of states (or international system) is formed when two or more states have sufficient contact between them, and have sufficient impact on one another's decisions, to cause them to behave – at least in some measure – as parts of a whole. Two or more states can of course exist without forming an international system in this sense [...]. But where states are in regular contact with one another, and where in addition there is interaction between them sufficient to make the behaviour of each a necessary element in the calculations of the other, then we may speak of their forming a system.»²¹

L'analyse de ces relations d'un point de vue systémique a été associée aux théories de certains auteurs dans le domaine dont Kenneth N. Waltz et l'approche structuro-réaliste, de même que des auteurs phares de la théorie du système monde, notamment Immanuel Wallerstein²². Voici un bref résumé de la façon dont ces auteurs analysent la politique internationale à partir du système.

Kenneth N. Waltz est probablement l'un des auteurs les plus identifiés à une approche systémique des relations internationales. Avec son œuvre *Theory of International Politics*, Waltz est souvent perçu comme le fondateur de l'école

²¹ Hedley Bull, *The Anarchical Society : A study of Order in World Politic*, 2nd edition (New York: Columbia University Press, 1995) 9-10.

²² D'autres auteurs que Wallerstein ont été associés à la théorie du système monde comme Fernand Braudel et Giovanni Arrighi. Cependant, nous mettons l'accent sur Wallerstein parce que nous jugeons qu'il demeure un auteur emblématique de cette école.

néoréaliste (aussi appelée structuro-réaliste)²³. Il favorise une théorie systémique pour analyser les interactions et les relations interétatiques parce que, selon lui, l'explication du comportement des États sur la scène internationale se trouve dans une compréhension globale de la politique mondiale et non dans l'étude des éléments internes de ceux-ci. Il définit un système de la façon suivante:

«A system is then defined as a set of interacting units. At one level, a system consists of a structure, and the structure is the systems-level component that makes it possible to think of the units as forming a set as distinct from a mere collection. At another level, the system consists of interacting units.»²⁴

Ainsi, selon Waltz, on ne peut analyser ces interactions sans tenir compte de la structure dans laquelle elles prennent place, d'où la pertinence d'une approche systémique à double dimension (structurelle et interactionnelle). Cependant, il spécifie qu'une telle approche est pertinente seulement si les causes proviennent du niveau systémique et que la structure du système et les unités s'affectent mutuellement²⁵.

Pour ce qui est de la théorie du système-monde, Immanuel Wallerstein a largement contribué à sa conceptualisation dans de nombreux ouvrages. Sa théorie aborde la politique et l'économie mondiale comme une seule entité selon une

²³ Christian Constantin et Evelyne Dufault le considèrent comme le «fondateur» de cette école tandis que Diane Éthier considère son œuvre *Theory of International Politics* comme «la première reformulation de la pensée réaliste traditionnelle». Diane Éthier, avec la collaboration de Marie-Joëlle Zahar, *Introduction aux relations internationales*, 2^e éd. (Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 2004) 46, Christian Constantin et Evelyne Dufault, «Néoréalisme» dans Alex Macleod, Evelyne Dufault et F. Guillaume Dufour, *Relations Internationales : Théories et concepts*, 2^e éd. (Outremont : Athéna, 2004) 147.

²⁴ Kenneth N. Waltz, *Theory of International Politics* (New York: Random House, 1979) 40.

²⁵ Ibid., 57-58.

méthodologie holistique²⁶. Au sein de ce système, les acteurs considérés ne sont pas seulement les États mais aussi une multitude d'autres allant des groupes identitaires aux firmes :

«We [the proponents of world-systems analysis] have been saying that this world-system has had many institutions-states and the interstate system, productive firms, households, classes, identity groups of all sorts- and that these institutions form a matrix which permits the system to operate but at the same time stimulates both the conflicts and the contradictions which permeate the system.»²⁷

Leurs relations (avant toutes économiques) sont structurées par une division internationale du travail ordonnée selon une forme de domination entre la zone située en périphérie par la zone centrale du système. Comme l'indique Dufour : «L'appropriation des surplus des États de la périphérie par ceux du centre est la dynamique principale permettant la reproduction de cette domination»²⁸.

En ce qui concerne la notion de système proprement dit, Wallerstein le définit comme étant : «Literally, some kind of connected whole, with internal rules of operations and some kind of continuity»²⁹. Cette notion de «règle interne» suggère la régulation du comportement des divers acteurs, une sorte de limitation des possibilités d'actions des acteurs selon la position qu'ils occupent au sein du système, soit le centre ou la périphérie. Wallerstein admet également l'existence d'une position mitoyenne, la semi-périphérie, qui consiste en «une zone se situant à plusieurs égards

²⁶ Frédéric Guillaume Dufour, «Système-monde, théorie du» dans Alex Macleod, Evelyne Dufault et F. Guillaume Dufour, *Relations Internationales : Théories et concepts*, 240-243.

²⁷ Immanuel Wallerstein, *World-Systems analysis: An Introduction* (Durham et Londres: Duke University Press, 2004) x.

²⁸ Frédéric Guillaume Dufour, «Système-monde, théorie du», 241.

²⁹ Immanuel Wallerstein, *World-Systems analysis: An Introduction*, 98.

entre les deux autres zones»³⁰, et qui permet une analyse plus dynamique de l'histoire en permettant une certaine mobilité au sein du système pour les acteurs. Le système-monde consiste donc en une relation de domination de la périphérie et de la semi-périphérie par le centre, mais aussi une domination de la périphérie par la semi-périphérie.

1.3 Pertinence et critiques de l'approche systémique

Suite à l'exposition des théories de Waltz et de Wallerstein, il est possible de dégager certains traits communs de leur analyse systémique respective. L'un des premiers points importants est ce désir d'analyser les relations entre unités (c'est-à-dire l'État chez Waltz, les diverses institutions énumérées précédemment chez Wallerstein) à partir d'un point de vue holiste, pour expliquer la façon dont ils interagissent. Un autre élément caractéristique de leur approche est cette notion d'inégalité entre les acteurs (grandes puissances/petites puissances chez Waltz, centre/périphérie chez Wallerstein). Finalement, l'importance de la structure sur le comportement des acteurs est essentielle à la compréhension des interactions qu'ils entretiennent, en ce sens où elle détermine en quelque sorte les options disponibles à chacun.

Une théorie systémique offre cette possibilité d'analyser les relations entre unités. Cette vision structurelle du monde ou de la société est à même de saisir la dynamique des interactions entre divers acteurs au sein d'un même système, en

³⁰ Frédérick Guillaume Dufour, «Système-monde, théorie du», 241.

fonction de leur positionnement : «The variables of a systemic theory are situational : they refer to the location of each actor relative to the others»³¹. Ce type d'approche semble mieux convenir à une analyse relationnelle des mouvements sociaux, ce qui constitue notre objet d'étude tel que spécifié dans notre introduction. C'est pour cette raison que nous optons pour ce type d'approche dans l'élaboration d'un modèle théorique dont l'objectif est l'analyse de ces relations intergroupes.

Avant d'exposer notre modèle théorique, nous tenons à spécifier que les analyses systémiques suscitent tout de même certaines critiques. En effet, si elles semblent offrir une multitude d'avantages quant à l'analyse relationnelle entre acteurs, elles ne font pas toujours l'unanimité.

Tout d'abord, plusieurs auteurs ont reproché à des modèles théoriques systémiques de négliger ce qui se passe au niveau interne des unités analysées. Par exemple, dans le domaine des relations internationales, une critique courante adressée aux analyses systémiques est le désintérêt qu'elles affichent pour la nature d'un régime politique (démocratique ou non démocratique) ou le mode de prise de décision des gouvernants. En d'autres termes, les analyses systémiques ne s'attardent pas assez à ce qui se passe au sein de la boîte noire. Or c'est à l'intérieur de cette boîte que peut résider l'explication du comportement de l'acteur, ce que nient les théoriciens systémiques.

³¹ Robert O. Keohane, *After Hegemony : Cooperation and Discord in the World Political Economy* (Princeton: Princeton University Press, 1984), 25.

D'autres ont reproché l'aspect très mécanique et déterministe de ce type d'analyse. En effet, dans un modèle systémique, les acteurs ou unités n'ont qu'un nombre très restreint d'options qui s'offrent à eux et leurs actions ne sont en quelque sorte que le résultat ou l'*outcomes* du système. C'est le cas notamment de l'analyse des mouvements de pauvres de Frances Fox Piven et Richard A. Cloward, pour qui les tactiques de protestations choisies par un acteur sont déterminées par la position qu'il occupe au sein de la structure de classe³². Il en va de même pour la vision de Kenneth N. Waltz des relations internationales pour qui la structure d'un système socialise les acteurs au point de limiter et de façonner le comportement de ceux-ci³³. En résumé, ces acteurs n'ont qu'un choix limité d'actions, voire aucun : leur comportement est en quelque sorte dicté par la structure au sein de laquelle ils évoluent, ce qui confère aux approches systémiques un caractère déterministe où rien n'émane de l'acteur *per se*.

Tout en étant conscients des faiblesses de l'approche systémique, nous privilégions ce type d'analyse pour l'élaboration d'un modèle permettant d'analyser la dynamique des relations intergroupes au sein d'un mouvement social, car il constitue, selon nous, encore la meilleure façon d'analyser de telles relations. Notre objet de recherche n'est pas de comprendre pourquoi ni comment tel ou tel acteur adopte une action ou une autre.

³² C'est selon ce modèle que les travailleurs vont avoir recours à la grève tandis que les sans-emploi, ne pouvant utiliser ce moyen pour des raisons évidentes, vont plutôt recourir à l'émeute comme forme de défiance de l'autorité. Frances Fox Piven et Richard A. Cloward, *Poor People's Movements: Why They Succeed, How They Fail* (New York: Vintage, 1977).

³³ Kenneth N. Waltz. *Theory of International Politics*, 76.

2. Exposition du modèle centre/marge et définitions des concepts utilisés

2.1 *Modèle centre/marge d'analyse des relations intergroupes*

Afin de saisir l'ensemble des éléments qui caractérisent les relations entre les groupes qui composent le mouvement anti/altermondialiste, il nous semble pertinent de les aborder à partir d'une vision globale, comme des acteurs évoluant au sein d'un système qui a sa propre structure. Nous prenons pour acquis que ces acteurs, au même titre que les individus dans une société ou les États dans le système international, sont en concurrence les uns avec les autres. De ce fait, ils peuvent choisir de collaborer, de créer des alliances, de les défaire ou encore d'entrer en conflit. De plus, nous avons comme postulat de base que les acteurs agissent en fonction de stratégies et de tactiques découlant d'objectifs qui leurs sont propres, suivant une certaine rationalité quant à la prise de décision.

À partir de ces propositions, nous sommes en mesure d'avancer la thèse suivante : en s'attardant à la position relative d'un acteur par rapport aux autres, il est possible d'affirmer que la position d'un acteur dans un système politique, qui se mesure par la distance entre l'acteur et le centre du système, détermine son influence sur les autres acteurs (voir schéma en annexe 1). De plus, les stratégies et tactiques qu'il privilégie affectent (positivement ou négativement) son niveau d'influence, que nous définissons comme la «capacité d'un acteur à modifier intentionnellement les

attitudes des autres acteurs en vue de lui faire adopter un comportement déterminé»³⁴. Dans cette assertion, il faut considérer le centre comme étant le cœur du processus politique, l'endroit où sont prises les décisions affectant potentiellement l'ensemble de la collectivité. Par exemple, le cœur du processus politique au Québec pourrait être l'Assemblée nationale et/ou le conseil des ministres. En ce qui concerne notre recherche, c'est la mondialisation qui constitue le processus politique étudié. Puisqu'il s'agit d'un vaste phénomène à l'échelle de la planète, nous concevons l'existence d'une multitude de centres au sein du processus de mondialisation et notre objectif est d'étudier l'un d'eux³⁵. Dans un autre ordre d'idées, la position d'un acteur (partis politiques, groupes d'intérêts, groupes de pression, mouvements sociaux, syndicats, groupes affinitaires de tendance anarchiste optant pour la tactique du Black Bloc) pourrait se mesurer par sa capacité à influencer le processus politique et les autres acteurs qu'il côtoie au sein de notre modèle. En suivant cette logique (qui s'apparente au modèle centre/périphérie de la théorie du système-monde), les acteurs ayant une plus grande capacité à affecter le processus politique seraient positionnés plus près du centre ou inversement, les acteurs ayant moins d'influence se situeraient à la marge du processus, voire même hors du processus. Par contre, l'usage de tactiques peut apporter un élément dynamique au sein de notre modèle quant au positionnement des acteurs.

³⁴ André-J. Bélanger, et Vincent Lemieux, *Introduction à l'analyse politique* (Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 1996[1998]), 32.

³⁵ Nous reprenons ici l'idée d'Empire décentralisé et déterritorialisé de Michael Hardt et Antonio Negri associé à la mondialisation où la gouvernance se fait par réseau. À cela, nous ajoutons qu'un réseau est constitué de nœuds (nodes) que nous qualifions de centres. Michael Hardt et Antonio Negri, *Empire* (Paris : 10/18, 2000).

2.2 Définitions des concepts du modèle centre/marge

2.2.1 Structure

La structure est l'une des composantes d'un système, l'autre élément étant les acteurs ou unités. La structure est constituée de règles et celles-ci fixent le cadre dans lequel les acteurs évoluent. Par règles, nous entendons les normes codifiées et non codifiées qui déterminent le comportement des acteurs. Le respect des règles par les acteurs peut leur amener une certaine rétribution par le centre tandis qu'un non-respect de ces mêmes règles va générer une certaine condamnation qui poussera un acteur vers la marge du système. Cependant, nous considérons également que les acteurs contribuent à l'élaboration de ces règles ; ils en sont à la fois les créateurs et les sujets. Par conséquent, la relation co-constitutive entre les acteurs et la structure de même qu'un changement dans les règles qui la composent sont sujets à transformation si un ou plusieurs acteurs arrivent à influencer le centre ou les acteurs proches de celui-ci. Nous prenons donc pour acquis qu'ils obéissent à ces règles habituellement, tout en admettant qu'elles ne sont pas immuables : elles sont évolutives et un non-respect de ces règles est parfois nécessaire pour amener un changement dans la structure.

2.2.2 Acteur

Après avoir défini ce que nous entendons par la structure de notre modèle centre-marge, il faut nous attarder à ce que nous considérons comme un acteur et les motifs qui guident ses actions dans un processus politique. Puisque notre recherche a

pour objectif l'étude des relations entre organisations. celles-ci seront les principaux acteurs pris en considération. Nous n'examinerons pas les individus en tant qu'acteurs au sens propre, à moins qu'ils ne soient associés à une organisation qui participe à un processus politique. La plus petite unité organisationnelle pouvant être qualifiée de groupe pour les fins de notre recherche est le groupe d'affinité. Historiquement, ce mode d'organisation fut privilégié par les anarchistes³⁶.

Par groupe d'affinité (GA), nous faisons référence à une association de cinq à vingt personnes, selon la définition que donnent Gary T. Marx et Patrick F. Gillham : «Each affinity group consisted of 5-20 people with some commonality such as a shared workplace, ideology, life style, friendship, participation in other protest events, or attendance at the same university»³⁷. Ce type d'organisation permet à des personnes opposées aux modes d'organisation traditionnels, caractérisés par des structures hiérarchiques et verticales, de militer dans une structure beaucoup plus souple (non hiérarchisée). Ce type d'organisation est souvent privilégié par les activistes qui favorisent, entre autre, la tactique du Black Bloc³⁸, mais aussi par ceux

³⁶ Francis Dupuis-Déri, «L'altermondialisme à l'ombre du drapeau noir. L'anarchie en héritage» dans Éric Agrikoliansky, Olivier Fillieule et Nonna Mayer, *L'altermondialisme en France : la longue histoire d'une nouvelle cause* (France : Flammarion, 2005) 199-231.

³⁷ Patrick F. Gillham et Gary T. Marx «Complexity & Irony in Policing and Protesting: The World Trade Organization in Seattle», 212-236.

³⁸ Ce type de structure interne est à la fois conforme aux idéaux que les membres partagent mais permet aussi de penser l'action dans un mode consensuel selon un processus de décision délibératif de démocratie directe. Cependant, malgré ce faible «membership», il est possible qu'une multitude de GA fassent des actions concertées lors de manifestations. Certains activistes dans les *Black Bloc Papers* ont même fait une réflexion sur la possibilité d'un Black Bloc de plus de 1 000 personnes. Francis Dupuis-Déri, *Les Black Blocs : la liberté et l'égalité manifestent*, 17-19; Francis Dupuis-Déri, «L'altermondialisme à l'ombre du drapeau noir. L'anarchie en héritage» et Green Mountain Anarchist Collective (David, X, Natasha) et Anti-Racist Action (Lady, August Spies, Muffin), «Organization and Tactics: A Communique On Tactics and Organization to the Black Bloc, Second Amended Edition» dans Green Mountain Anarchist Collective, *The Black Bloc Papers: An Anthology of Primary Texts From The North American Anarchist Black Bloc 1999-2001* ([s.l.]:Black Cover Press, 2002) 198-225.

enclins aux actions directes, comme ce fut le cas à Seattle avec le Direct Action Network³⁹. Si les GA sont la plus petite unité d'analyse, d'autres formations plus étendues, telles que des groupes de pression (ATTAC), des syndicats ou des partis politiques seront considérées comme des acteurs au sein de notre modèle centre/marge.

Si nous faisons le choix de considérer les relations entre organisations au sein de ce modèle, nous sommes conscients que cela peut comporter certains éléments sujets à débat, notamment le fait de ne pas s'attarder aux processus internes de chacun des groupes comme variable pouvant affecter les relations entre acteurs. Aussi, le fait de ne pas considérer l'aspect interne de ces groupes semble présupposer qu'ils agissent en tant qu'acteurs unitaires; une somme de ses membres dont l'agrégation de leurs intérêts individuels permettrait de découvrir l'intérêt objectif du groupe. Or à notre avis, les aspects internes d'un groupe (débat, positionnement idéologique, les thèmes chers à l'organisation) sont des éléments essentiels dans la formation d'une identité commune qui permettra de justifier parfois le positionnement d'un groupe par rapport à un événement ou face à d'autres acteurs. Il ne faut pas oublier qu'une identité de groupe se forme à la fois de l'interne mais aussi lorsque la sphère interne entre en contact avec la sphère externe, lors du processus de création de l'«opposant» à celui du «sympathisant» ou de ce qu'Armory Starr a

³⁹ Comme l'indiquent plusieurs auteurs qui ont fait référence aux événements de Seattle en novembre 1999 avec le Direct Action Network (DAN), Paul de Armond, «Netwar in the Emerald City. WTO Protest Strategy and Tactics» dans Arquilla et David Ronfeldt, *Networks and Netwars*, 204 et Armory Starr, *Naming the Enemy: Anti-corporate movements confront globalization* (London et New York: Zed Books, 2000) 115.

appelé le processus de «nommer l'ennemi»⁴⁰. De plus, nous considérons que l'idée d'agrégation des individus et de leurs intérêts n'est qu'une image partielle de ce que peut représenter un groupe. Nous nous rangeons plutôt derrière la vision selon laquelle un groupe s'apparente à un tout supérieur à la somme des parties. C'est de cette façon que nous justifions notre choix de ne pas concentrer notre attention sur la sphère interne de ces groupes, mais plutôt sur l'aspect externe et à leurs relations de coopérations/conflits entre les groupes de notre modèle centre/marge.

Si nous considérons un large éventail de groupes au sein de notre modèle, en allant des groupes d'affinités aux syndicats, il est essentiel de s'attarder aux motifs qui guident ces groupes lorsqu'ils se mobilisent au sein d'un processus afin d'en influencer le résultat, de même qu'à leurs relations avec les autres groupes qu'ils côtoient au sein d'un mouvement comme celui d'opposition à la mondialisation. L'un des motifs avancés afin d'expliquer les actions d'un acteur en politique est son intérêt, défini comme «ce qui est désirable pour un acteur. [Cette notion] a donc un contenu normatif et se pose en fonction de valeurs susceptibles de donner un sens à son comportement»⁴¹. Notre analyse de l'intérêt de l'acteur est en continuité avec cette définition car il nous apparaît essentiel de donner le primat au système de valeur de l'acteur lorsque l'on regarde les motifs qui le poussent à agir d'une façon plutôt qu'une autre.

⁴⁰ Ce n'est pas sans rappeler *La notion de politique* de Carl Schmitt où il définit la spécificité du politique comme étant la discrimination de l'ami et de l'ennemi. Selon cette notion d'ami/ennemi, il faut considérer l'État comme «une unité politique organisée formant un tout à qui revient la décision ami-ennemi». Armory Starr, *Naming the Enemy: Anti-corporate movements confront globalization* et Carl Schmitt, *La notion de politique/Théorie du partisan* (France : Flammarion, 2004).

⁴¹ André-J. Bélanger, et Vincent Lemieux, *Introduction à l'analyse politique*, 41.

Finalement, nous tenons à faire une précision conceptuelle du Black Bloc. Lorsque nous faisons référence à ce terme⁴², il faut entendre qu'il s'agit d'une tactique utilisée par des GA de tendances anarchistes dont les origines remontent aux divers squats du mouvement autonome en Allemagne, particulièrement dans la partie ouest de Berlin, durant les années 1980⁴³. Le Black Bloc n'est donc pas une organisation mais bien un regroupement ponctuel d'activistes de tendance anarchiste qui n'existe que le temps d'une manifestation, avant de se dissoudre avec la fin de celle-ci. Lorsqu'il est employé au pluriel (Black Blocs), le terme peut signifier à la fois les participants au Black Bloc, mais aussi la possibilité qu'il existe plusieurs GA, réunis dans divers Black Blocs, au sein d'un même événement mais séparé dans l'espace ou même dans le temps. Pour éviter toute confusion, c'est dans le deuxième sens de la définition que nous employons le terme Black Bloc au pluriel au cours des prochaines pages.

2.2.3 Rationalité des acteurs

Comme nous l'avons dit précédemment, la rationalité des acteurs est un élément essentiel dans la prise de décision et le choix des stratégies. Le fait de considérer les acteurs comme étant rationnels revient-il à nier l'influence que peuvent avoir des valeurs sur les actions d'un individu qui milite au sein d'une organisation impliquée dans un mouvement social? Pour répondre à cette question, il faut

⁴² Nous avons utilisé la section «Black Blocs for dummies» d'un site anarchiste afin d'appuyer notre effort de conceptualisation. Infoshop, «Black Blocs for dummies», 31 janvier 2001. [En ligne]. <http://www.infoshop.org/blackbloc_faq.html>. consulté le 13 juin 2006.

⁴³ Francis Dupuis-Déri, *Les Black Blocs : la liberté et l'égalité manifestent*, 12 et George Katsiaficas, *The Subversion of Politics : European Autonomous Social Movements and the Decolonization of Everyday life* (New York : Humanity Books, 1997) 128-129.

s'attarder au concept de rationalité. Selon les modèles de la théorie des jeux, un «joueur» fait ses choix en fonction d'un calcul coûts/bénéfices, son objectif étant d'obtenir le meilleur résultat qui maximise les gains et minimise les pertes : c'est-à-dire une décision optimale. C'est dans ce sens que Dixit et Skeath parlent de la rationalité dans la théorie des jeux :

Each player's aim in the game will be to achieve as high a payoff for himself as possible. [...] Much of game theory assumes that players are perfect calculators and flawless followers of their best strategies. This is the assumption of rational behavior. Observe the precise sense in which the term rational is being used. It means that each has a consistent set of rankings (values or payoffs) over all the logically possible outcomes, and calculates the strategy that best serves these interests. Thus rationality has two essential ingredients: complete knowledge one's own interests, and flawless calculation of what actions will best serve those interests.⁴⁴

Or comme l'indiquent Mamoudou Gazibo et Jane Jenson, le concept de rationalité ne fait pas l'unanimité, même pour ceux utilisant une approche stratégique. En effet, ils font référence à des auteurs comme Michel Crozier et Erhard Friedberg qui ont proposé le concept de rationalité limitée qui prend pour acquis qu'un individu ne peut bénéficier de toute l'information nécessaire pour prendre une décision optimale: il ne peut que prendre que des décisions lui procurant une satisfaction minimale⁴⁵. Certains théoriciens ont répondu aux critiques portant sur la limite de la rationalité des acteurs en proposant non pas une optimisation des intérêts mais plutôt une optimisation «en conformité avec leurs préférences»⁴⁶. Aussi, il y a une façon de prendre en compte les valeurs ou idées qui peuvent influencer le calcul coût-bénéfice d'un acteur ou d'un

⁴⁴ Avinash Dixit et Susan Skeath, *Games of Strategy* (New York et London: WW Norton & Compagny, 1999) 27.

⁴⁵ Mamoudou Gazibo et Jane Jenson, *La politique comparée : Fondements, enjeux et approches théoriques* (Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal, 2004) 303.

⁴⁶ Ibid., 305.

individu. Il s'agit d'intégrer le système de valeur d'un individu lorsqu'il cherche à déterminer la meilleure option possible en fonction de l'information qu'il possède :

«[a player] must recognize that the other players calculate the consequences of their choices using their own value or rating system. You must not impute your own value systems or standards of rationality to others, and assume that they would act as you would in that situation. Thus many "experts" commenting on the Persian Gulf conflict in late 1990 predicted that Saddam Hussein would back down "because he is rational"; they to recognize that Saddam's value system was different from the one held by most Western governments and by the Western experts.»⁴⁷

En résumé, nous prenons pour acquis que les acteurs agissent et prennent des décisions selon une rationalité limitée en fonction d'informations incomplètes. Nous considérons également que ces mêmes décisions se font selon un système de valeurs propre à chacun des groupes qui influence leur façon d'ordonner leurs préférences.

2.2.4 Les ressources d'un groupe

Par ressource, il faut entendre les moyens dont disposent les acteurs pour atteindre leurs objectifs. Dans notre recherche, nous optons pour une vision dynamique des ressources dans la lignée de Donatella Della Porta et Sydney Tarrow, qui stipulent qu'elles sont perçues et construites par les acteurs eux-mêmes⁴⁸. La notion de ressource va donc au-delà du nombre de membres qui composent le groupe, des moyens financiers dont il dispose, de sa capacité de mobilisation et des réseaux dont il fait parti. La façon dont l'acteur perçoit ses ressources est également un élément central à prendre en considération.

⁴⁷ Avinash Dixit et Susan Skeath, *Games of Strategy*, 28.

⁴⁸ Donatella Della Porta et Sidney Tarrow, «Transnational Processes and Social Activism : An Introduction» dans Donatella Della Porta et Sidney Tarrow, *Transnational Protest and Global Activism* (Oxford: Rowmer et Littlefield Publishers, 2005) 13.

2.2.5 Objectifs, stratégies et tactiques

L'objectif est défini comme le but recherché par un groupe lorsqu'il est impliqué dans un processus politique. Cet objectif peut varier selon l'importance de l'enjeu, selon sa propre perception de ce qui est ou non important. Cette variation de l'objectif peut aussi être perçue selon une perspective temporelle, c'est-à-dire que l'objectif d'un groupe aujourd'hui ne sera pas nécessairement le même plus tard. Par conséquent, l'objectif peut être ponctuel ou s'échelonner dans le temps. En ce sens, il serait possible de considérer l'objectif sur une période à long terme comme étant global (par exemple la fin du capitalisme, un monde plus juste...) tandis que les objectifs à court terme seraient plus ponctuels ou même pragmatiques (par exemple une mobilisation dans le cadre d'une réunion de la Banque mondiale). Finalement, il nous apparaît important de noter qu'un objectif global peut comprendre une multitude d'éléments non mutuellement exclusifs (comme la formation d'un monde à la fois respectueux de l'environnement, des droits des travailleurs, des peuples indigènes, etc.).

Pour ce qui est de la stratégie, elle est souvent définie de manière différente selon les auteurs mais surtout selon le champ d'étude où elle est utilisée. En effet, sa définition varie selon que l'on parle de théorie des jeux, du domaine militaire et des études de sécurité ou même des mouvements sociaux. Par exemple, dans la théorie des jeux, le concept de stratégie fait référence à l'ensemble des choix disponibles pour un joueur, mais aussi à un plan d'action (à court ou long terme) selon l'évolution

d'une situation qui ne fait pas de distinction entre la stratégie et la tactique⁴⁹. Or au niveau des études de sécurité et du domaine militaire, il existe cette distinction entre la grande stratégie, la stratégie et la tactique⁵⁰. Ainsi, François Géré parle de la stratégie comme étant une «conception et exécution d'une action collective en milieu conflictuelle» alors que la tactique serait plutôt l'«art d'utiliser les forces en vue de réaliser sur l'adversaire des effets, physiques ou psychologiques, conformes aux objectifs définis par la stratégie»⁵¹. Quant à une définition qui s'insère dans une perspective plus large du conflit, André J. Bélanger souligne lui aussi la différence entre stratégie et tactique. Il définit la stratégie comme «des projets d'ensemble qui visent à obtenir la victoire au moindre coût» tandis que la tactique en tant que prolongation de la stratégie «vise l'action sur le terrain, il s'agit alors d'une application qui adapte la stratégie aux contingences du combat réel»⁵².

Dans notre travail, lorsque nous faisons référence à la stratégie d'un acteur, nous entendons le plan d'action ayant pour but l'atteinte du ou des objectifs fixés par lui-même. Quant à la tactique, c'est l'ensemble des moyens qu'un acteur prend afin de traduire sa stratégie sur le terrain et dans l'action. Si l'on prend comme exemple un groupe qui a pour objectif global de contrer une mondialisation qu'il qualifie de néolibérale, il peut avoir comme objectif ponctuel de faire entendre son opposition et

⁴⁹ Avinash Dixit et Susan Skeath, *Games of Strategy*, 25-26.

⁵⁰ Le concept de *Grand Strategy*, tel que formulé par Liddell Hart, se définit comme «the coordination and direction of "all the resources of a nation or a band of nations, towards the attainment of the political objectives"», tandis que le concept de stratégie fait référence à «the application of military power to achieve political objectives, or more specifically, "the theory and practices of the use, of organized force for political purposes"». John Baylis et James Wirtz, «Introduction» dans John Baylis, James Wirtz, Eliot Cohen et Colin S. Gray, *Strategy in The Contemporary World: An Introduction to Strategic Studies* (Oxford: Oxford University Press, 2003) 3.

⁵¹ François Géré, *Dictionnaire de la pensée stratégique* (Paris : Larousse, 2000) 252 et 266.

⁵² André-J. Bélanger, et Vincent Lemieux, *Introduction à l'analyse politique*, 49.

de faire passer son message via les *mass-média* lors d'un Sommet ou d'une réunion d'une institution internationale comme l'OMC ou le FMI. En fonction de son objectif, il élabore une stratégie : paralyser le sommet en mettant de l'avant des actions symboliques et festives d'obstructions. La façon de transposer cette stratégie en tactique serait une action directe visant le blocage d'une rue grâce à une performance artistique (ex. théâtre de rue), jumelée à l'envoi d'un communiqué de presse. Il est important de noter qu'un choix tactique n'est pas définitif et qu'il peut changer au rythme de l'évolution d'une situation. Ainsi, un groupe ayant privilégié certaines tactiques non-violentes pourrait décider d'utiliser des tactiques violentes d'affrontement avec les forces de l'ordre ou d'autres manifestants à la vue d'un cas de brutalité policière ou de la destruction de propriété privée (comme l'exemple des Millers dans le livre de Janet Thomas cité dans notre introduction). Cependant, nous nous attarderons avant tout aux stratégies et tactiques privilégiées qui auront précédé le début d'une action afin de mieux comprendre les motifs et les raisons ayant amené un acteur à privilégier une stratégie ou une tactique plutôt qu'une autre.

3. Réflexion éthique sur les moyens tactiques

Comme nous l'avons expliqué préalablement, un système moral de valeurs doit être pris en ligne de compte lorsque l'on s'attarde aux choix d'un acteur. C'est également en vertu de ce code moral que certains acteurs, ayant parfois des stratégies semblables, vont opter pour des tactiques différentes, et ce pour des raisons éthiques, c'est-à-dire l'interprétation qu'ils font du code moral. Cette question éthique sur les moyens tactiques est souvent illustrée par le débat violence/non-violence. Voici un exposé sur les divers axes de débats sur la violence et la non-violence.

3.1 La non-violence : arme des braves

La non-violence comme moyen de désobéissance civile a été mise de l'avant par plusieurs théoriciens dont l'une des figures de proue demeure Gandhi. En effet, ce dernier fut une source d'inspiration pour de nombreux auteurs sur la désobéissance civile tels que José Bové et Gilles Luneau⁵³ ou Martin Luther King. Les arguments en faveur de la non-violence sont nombreux et les prochaines lignes visent à faire un résumé de ceux habituellement utilisés.

Tout d'abord, au sein du corpus théorique sur la non-violence, l'un des éléments de base avancé par les théoriciens réside dans le lien entre la finalité et les moyens. Ainsi, pour Bové et Luneau, celui qui utilise la violence pour parvenir à ses fins devra utiliser la violence pour maintenir ses acquis : «En somme, qui gagne par les armes a besoin des armes pour maintenir le pouvoir ainsi conquis. Qui a usé du mensonge pour être élu est obligé de mentir pour gouverner. Qui a triché a besoin de tricherie pour se maintenir au pouvoir»⁵⁴. À l'inverse, le recours à la non-violence permet de jeter la lumière sur une situation injuste tout en évitant au responsable de cette même situation de se sentir menacé, et ce afin qu'il ne cherche pas à se venger auprès de ceux qui ont osé contester l'ordre établi et pour que les partis n'entrent pas dans une spirale de violence⁵⁵. La non-violence comme moyen de corriger une injustice sans humilier les acteurs en cause constitue donc une fin en soi puisqu'elle offre une sortie de secours à une situation conflictuelle où chacun peut sortir la tête

⁵³ José Bové et Gilles Luneau. *Pour la désobéissance civique* (Paris : Découverte, 2004) 54-80.

⁵⁴ Ibid., 55.

⁵⁵ Ibid., 58-62.

haute sans avoir l'impression d'avoir «perdu». Donc, par l'action non-violente, on cherche à attirer la sympathie de l'ennemi afin de le convertir à sa cause.

Un autre aspect important de la non-violence chez certains auteurs est la dimension spirituelle qui explique ce choix. Chez Gandhi, la notion d'*ahimsâ*, qui se traduit par non-violence ou absence de mal, est opposé à l'*himsâ*, le principe destructeur qui prend forme en pensée ou en action⁵⁶. L'*ahimsâ* est l'arme de celui qui pratique la satyâgraha, c'est-à-dire «la façon de vivre de celui qui reste fidèlement attaché à Dieu et lui consacre sa vie»⁵⁷. Selon cette perspective, le recours à la non-violence s'inscrit donc comme un moyen légitime en parfaite continuité avec la foi de celui qui la pratique pour amener le changement d'une situation insatisfaisante. Cette dimension religieuse est aussi présente chez Tolstoï⁵⁸ pour qui la non coopération avec l'État et ses institutions, maintenus en place par la violence, s'inscrit dans une optique chrétienne de loi divine supérieure à celle de l'autorité du Tsar. Par conséquent, tout homme, par objection de conscience, devrait refuser des positions dans l'administration, la police, la justice ainsi que l'armée ou même payer ses impôts car ce type de collaboration va à l'encontre des principes chrétiens et amène inéluctablement celui qui participe d'une quelconque façon au maintien d'un système étatique violent à perdre sa dignité.

⁵⁶ Hélène Frappat (dir.), *La violence* (Paris, GF Flammarion, 2000) 178.

⁵⁷ Bharatan Kumarappa, «avant-propos» dans Mohandas Karamchand Gandhi, *Résistance non-violente* (Paris, Buchet/Chastel, 1986) 7.

⁵⁸ José Bové et Gilles Luneau, *Pour la désobéissance civique*, 68-69.

Une autre dimension de la non-violence est celle du sacrifice de celui qui la pratique. En effet, dans sa lettre de la prison de Birmingham, Martin Luther King expose cette notion de sacrifice de soi : «Il ne nous restait plus d'autre alternative que l'action directe par laquelle, en faisant le sacrifice de notre personne, nous espérons soumettre notre cas à la conscience de tous, sur le plan local et national»⁵⁹. Pour lui, cela se traduit par la capacité de ceux qui participent à une telle action à «encaisser les coups sans riposter»⁶⁰. Pour Gandhi, l'acceptation de la souffrance pour soi va de pair avec la non infliction de souffrances à son adversaire : c'est l'utilisation de la force de l'âme plutôt que la force des armes⁶¹. Bové et Luneau parlent également en ce sens de la notion de sacrifice associé à la non-violence :

«Les exemples de vaillance sont nombreux : le militant non violent a le courage d'assumer ses actes jusqu'au sacrifice de sa liberté, voire de sa vie. Il accepte le risque de mort, mais ne l'inflige pas aux autres: il circonscrit ce risque sur sa personne»⁶².

Bref, le concept de non-violence semble étroitement lié à la notion de sacrifice chez celui qui la pratique, notion qui aide à créer une image «vertueuse» du non-violent. Cette représentation marque une rupture avec le cliché de lâche ou même de faible que ces mêmes auteurs cherchent à briser à maintes reprises dans leurs écrits⁶³. Ils cherchent plutôt à associer la faiblesse au recours à la violence ou, encore pire, la

⁵⁹ Martin Luther King, *Révolution non-violente* (Paris : Payot, 1965) 96.

⁶⁰ *Id.*

⁶¹ Mohandas Karamchand Gandhi, *Résistance non-violente*, 16 et 24-25.

⁶² José Bové et Gilles Luneau, *Pour la désobéissance civique*, 60.

⁶³ Bové et Luneau indiquent clairement qu'ils réfutent l'idée de lâcheté associée à la non-violence. Pour Gandhi, non-violence n'est pas l'arme du faible et de la passivité. Il l'associe plutôt à la force («l'arme du fort») et à la bravoure. C'est en ce sens qu'il parle de *l'ahimsá* comme d'une forme de pardon propre à l'homme courageux. José Bové et Gilles Luneau, *Pour la désobéissance civique*, 60 ; Bharatan Kumarappa, «avant-propos» 8, Mohandas Karamchand Gandhi, *Résistance non-violente*, 15 et Hélène Frappat (dir.), *La violence*, 181.

passivité d'un individu à la lâcheté. À l'inverse, le non-violent semble plutôt associé au courage et à la bravoure.

En résumé, la non-violence, arme des «braves», doit être considérée à la fois comme un moyen mais surtout comme une fin en soi pour celui qui la pratique. Empreinte d'une connotation religieuse pour certains auteurs, la non-violence valorise la notion de sacrifice chez celui qui la pratique. Or il faut rappeler que cette notion de non-violence s'inscrit en opposition à une autre dimension tactique : la violence.

3.2 La violence

A priori, la violence a souvent mauvaise presse, surtout lorsqu'elle est associée à des manifestants. Elle est souvent reliée à des phénomènes comme la guerre, le terrorisme, la répression ou même les insurrections armées, mais aussi à d'autres dimensions plus subtiles que la force brute (exemple, les coups portés à un individu par un autre) telle que la violence verbale ou systémique (le caractère «violent» d'une réforme politique en terme de conséquences sur la vie d'une personne). En plus de revêtir plusieurs formes, ce qui est jugé violent et la façon dont on décrit la violence va changer selon celui qui la commente et celui qui la subit. En effet, comme l'indique Philippe Braud :

«Entre condamnation et justification, travail de mémoire et volonté d'oubli, la violence occupe donc une place exceptionnelle dans l'imaginaire des peuples. Elle est associée à des exactions, parfois inouïes, mais dissociée de ses effets lorsqu'ils paraissent légitimes.

[...] La violence est du côté de l'adversaire, le recours à la *contrainte* ou à la *coercition* du côté des partisans de l'ordre.»⁶⁴

Lorsqu'un groupe désire affecter un processus politique via des actions de désobéissances civiles, comment peut-il justifier le recours à la violence comme moyen tactique en conformité avec une stratégie dans le but d'atteindre un objectif sans que cela soit considéré comme une lutte armée, voir même une révolution visant à remplacer un gouvernement? Certains ont offert des pistes de réflexion justifiant ce choix tactique.

Tout d'abord, le recours à la violence peut être considéré légitime dans une situation où il apparaît la seule façon pour une minorité de briser une relation de domination et d'amener un réel changement social. En effet, comme le rappelle Jeffrey Paris en faisant référence aux écrits de Herbert Marcuse⁶⁵, la loi et l'ordre d'une société servent à protéger une hiérarchie bien établie et il devient difficile d'amener un changement réel à une situation jugée insatisfaisante lorsqu'un tel changement est perçu comme une menace directe à cette même hiérarchie⁶⁶. Un auteur comme Eduardo Colombo soulève également cette distinction entre la violence du «dominant» et du «dominé» : «La violence de l'opprimé, du révolté, est nécessaire et légitime. La violence qui libère n'est pas du même ordre que la violence qui opprime»⁶⁷. Donc, l'utilisation de moyens extralégaux (pouvant aller jusqu'à la violence), voire même d'une contre-violence, devient une façon légitime de résister et

⁶⁴ Philippe Braud, *Violences politiques* (Paris : Éditions du Seuil, 2004) 10.

⁶⁵ Herbert Marcuse, «Repressive tolerance» dans Robert Paul Wolff, Barrington Moore Jr. et Herbert Marcuse, *A critique of Pure Tolerance* (Boston : Beacon Press, 1969 [1965]) 116-117.

⁶⁶ Jeffrey Paris, «The Black Bloc's Ungovernable Protest», *Peace Review*, 15:3 (2003) 317-322.

⁶⁷ Eduardo Colombo, «Prolégomènes à une réflexion sur la violence», *Réfractio*, 5, 2000, 27.

de répondre à une violence du système politique d'une société qui prend une forme diffuse mais tout aussi dommageable pour ceux qui la subissent.

C'est également de cette façon que des jeunes militants du *New Left* en Allemagne de l'Ouest à la fin des années 1960 (dont certains feront ultérieurement partie du *Rote Armee Fraktion*, mieux connu sous le nom de la bande à Baader-Meinhof) justifiaient la légitimité du recours à la violence, en allant même jusqu'à prétendre que la violence systémique qu'ils dénonçaient était intériorisée dans chacun des membres d'une société et que l'usage de la violence était un moyen de s'en libérer et de la combattre :

«The “latent” violence that shape consciousness is no less real or important than forms of “manifest” violence [...] When we employ violence, we change not only our objective world, but also our subjective world ... we break the stranglehold of the norms we have internalized»⁶⁸.

La violence peut donc être vue comme une tactique émancipatrice pour celui qui la pratique, une façon de briser la spirale de la violence qui le maintiendrait normalement dans un état d'aliénation⁶⁹.

3.3 *Non-violence versus violence*

Après cette exposition de la justification de la non-violence ou de la violence comme choix tactique, il est pertinent de se demander quels sont les principaux axes de discussions dans le débat violence/non-violence. Quelle tactique est la meilleure et

⁶⁸ Jeremy Varon, *Bringing the War Home : The Weather Underground, the Red Army Faction and Revolutionary Violence in the Sixties and Seventies* (Berkeley et Los Angeles: University of California Press) 44.

⁶⁹ Jeffrey Paris, «The Black Bloc's Ungovernable Protest», 321.

en vertu de quels critères? Sont-elles mutuellement exclusives ou existe-t-il une façon de permettre leur cohabitation au sein d'une action entre des groupes commis à la non-violence et ceux enclins à la violence?

Tout d'abord, il est à noter que la notion de violence en elle-même est problématique parce qu'elle n'est pas toujours définie de la même façon. Si nous prenons José Bové et Gilles Luneau, cités précédemment dans la section sur la non-violence, ceux-ci considèrent la violence économique (comme la destruction de propriété privée) comme une forme de non-violence⁷⁰. De la même façon, les membres du Collectif ACMÉ ayant participé au Black Bloc à Seattle le 30 novembre 1999, ont qualifié la destruction de vitrines et de biens de propriété privée comme une forme d'action n'étant pas violente en soi : «la propriété privée -particulièrement celle des entreprises multinationales privées- est en elle-même infiniment plus violente que n'importe quelle action menée contre elle»⁷¹. Or la destruction de propriété privée est souvent perçue comme violente par des activistes non-violents (comme l'illustraient les extraits des textes de Marx et Gillham de même que Thomas). Elle est associée à des termes péjoratifs, tels que «vandalisme» ou «pillage». Mais surtout, elle est considérée comme un geste illégal.

Dans le même ordre d'idées, John Morreall critique le fait que la violence soit associée seulement à l'aspect physique aux dépens de violences tout aussi dommageables comme la violence psychologique. Cela sous-entend qu'une action

⁷⁰ José Bové et Gilles Luneau. *Pour la désobéissance civique*, 62.

⁷¹ Collectif ACMÉ. «Communiqué du Black Bloc du 30 Novembre par le Collectif ACMÉ» dans Francis Dupuis-Déri, *Les Black Blocs : la liberté et l'égalité manifestent*, 171-172.

non-violente, même si elle ne blesse personne ou ne brise rien, peut revêtir un aspect violent car elle diminue ou élimine l'autonomie de quelqu'un⁷². Il rejette également l'idée selon laquelle toute violence est injustifiable dans une action de désobéissance civile en affirmant que la violence peut être justifiée si elle est limitée et qu'elle ne menace pas l'existence d'un gouvernement :

«Part of Brown's misunderstanding of the whole issue of violence and its justifications stems from his failure to distinguish between limited violence designed to achieve selective particular ends, as is found in the above examples and in cases of justifiable violent civil disobedience, and the all-out violence of a total revolution. Not all acts of violence threaten the existence of the government; many of them do not even threaten our lives or bodily security»⁷³.

L'analyse de Morreall ouvre donc une porte à la justification d'une violence limitée dans le cadre d'une action de désobéissance civile allant à l'encontre d'une loi ou d'une politique immorale. Par contre, pour Morreall il faut qu'elle soit faite avec pour objectif d'avoir «the proper effect on the public»⁷⁴, ce qui constitue une approche basée sur les conséquences d'une action plutôt que sur le caractère propre à celle-ci.

Dans un autre ordre d'idées, certains auteurs ont reproché aux «non-violents» dogmatiques de nuire à des mouvements sociaux en restreignant le spectre d'action tactique mis à la disposition des manifestants. En effet, c'est l'argument que défend Ward Churchill qui questionne l'hégémonie qu'exerce la non-violence sur les autres types dans une situation de désobéissance civile⁷⁵. Il reproche à la nouvelle gauche américaine d'avoir réduit la désobéissance civile à la seule non-violence et aux

⁷² John Morreall, «The Justifiability of Violent Civil Disobedience» dans Hugo Adam Bedau (dir.), *Civil Disobedience in Focus* (Londres: Routledge, 1991) 132-133.

⁷³ Ibid., 141.

⁷⁴ Ibid., 143.

⁷⁵ Ward Churchill, *Pacifism as a Pathology: Reflections on the Role of Armed Struggle in North America* (Winnipeg: Arbeiter Ring, 1998) 46-65.

actions symboliques, ce qui amène les manifestants à se situer dans une certaine zone de confort où le respect des «règles du jeu» (une contestation symbolique ne perturbant pas réellement l'ordre établi en échange d'une sentence minimale en cas d'arrestation) rend possible l'exercice de la désobéissance sans risque de répression de la part de l'État. Or Churchill s'inquiète justement de cette auto restriction des moyens qui limite les possibilités futures d'utiliser les tactiques appropriées, pouvant aller jusqu'à l'utilisation de moyens violents, si la voie de la non-violence s'avère inefficace pour amener l'État à corriger une politique ou une loi injuste. C'est aussi l'opinion de Howard Zinn qui rappelle que le degré de violence d'une action doit dépendre de l'importance d'un enjeu : «some issues might be important enough to justify some degree of violence»⁷⁶.

Finalement, Churchill rappelle que la condamnation ou le rejet par des apôtres de la non-violence de certaines franges plus radicales d'un mouvement, qui sont prêtes à utiliser la violence à certaines occasions, risque de les radicaliser encore plus et de les pousser vers l'unique recours à la violence comme moyen d'action. Selon lui, c'est ce qui se serait passé avec le groupe Weatherman aux États-Unis. C'est aussi ce qui s'est passé avec le rejet des méthodes d'autodéfense du Black Panther Party par les pacifistes américains⁷⁷. À ce sujet, il conclut :

«In the end, the stigmatized organisations themselves institutionalized this imposed isolation, their frustration with attempting to break the inertia of symbolic opposition to the status

⁷⁶ Howard Zinn. *Disobedience and Democracy : Nine Fallacies on Law and Order* (Boston: Southend Press, 2002 [1968]), 45

⁷⁷ Ce rejet a laissé fin seul ce groupe face à la répression de l'État «This horrifying retreat rapidly isolated the Party from the full force of state terror and left its members nakedly exposed to "surgical termination" by special police units». Ward Churchill, *Pacifism as a Pathology : Reflections on the Role of Armed Struggle in North America*, 59.

quo converted into a “politics of despair” relying solely on violent actions undertaken by a network of tiny underground cells»⁷⁸.

En quelque sorte, ces auteurs admettent que la violence peut parfois être utile pour atteindre un objectif. Même un auteur clé de la non-violence comme Gandhi reconnaît que la violence, quoique infiniment inférieure à la non-violence, est supérieure à l'inaction et la collaboration: «Lorsqu'on a le choix uniquement entre la lâcheté et la violence, je crois que je conseillerais la violence...»⁷⁹. Il apparaît donc difficile de trancher un débat sur des moyens tactiques afin de déterminer lequel est le meilleur d'un point de vue éthique ou le plus utile pour atteindre un objectif. En ce sens, le concept de diversité des tactiques s'avère une alternative à l'opposition violence/non-violence, avenue que nous allons maintenant explorer.

3.4 La diversité des tactiques : une porte de sortie pratique à un débat éthique?

Tout d'abord, la diversité des tactiques (DDT) est l'idée selon laquelle «activists will respect and not publicly criticize others who chose tactics different than what they choose»⁸⁰. Elle est le fruit d'une réflexion amorcée par des activistes pour solutionner le problème de la division du mouvement anti/altermondialiste autour du débat violence/non-violence suite aux événements de Seattle entourant la

⁷⁸ Ibid., 58-59.

⁷⁹ Hélène Frappat (dir.), *La violence*, 183.

⁸⁰ Dana Williams, «Feeder Marches and “Diversity of Tactics” in Northeast Ohio Anti-war Activism», Communication. North Central Sociological Association (NCSA), Cleveland, 2 avril 2004.

rencontre de l'OMC⁸¹. Elle s'inspire également du principe selon lequel le changement social provient de l'utilisation de tout le spectre d'actions possibles⁸².

Pour Janet Conway, la DDT constitue à la fois une position à la fois éthique et stratégique :

«Many proponents are themselves implicitly or explicitly non-violent. Respect for diversity of tactics does not necessarily imply engaging in or even agreeing with the full range of tactics; rather, it holds that everyone has the right and the responsibility to identify their own political, strategic, and ethical choices, while also allowing others to do so free from public criticism or censure»⁸³.

L'aspect stratégique de la DDT consiste en la capacité d'un groupe à former une coalition entre des acteurs privilégiant plutôt la non-violence et ceux étant prêts à avoir recours à la violence, mais aussi d'amener plusieurs groupes à participer à une série d'actions (par exemple, plusieurs manifestations) en utilisant des tactiques différentes. Une bonne illustration de cela est la *Convergence des Luites Anti-Capitalistes* lors du Sommet des Amériques à Québec qui a permis de réunir à la fois des organisations antiautoritaires militantes et moins militantes sous une même bannière⁸⁴.

⁸¹ Janet Conway, «Civil Resistance and the “Diversity of Tactics” in the Anti-globalization Movement: Problems of Violence, Silence, and Solidarity in Activist Politics», *Osgoode Hall Law Journal*, 41, 2-3 (2003), 515.

⁸² Peter Gelderloos affirme que l'usage d'un «full range of tactics» est nécessaire pour mettre fin notamment au capitalisme, au patriarcat et à l'impérialisme. Pour Craig Rosebraugh, il s'agit d'utiliser «a variety of strategies, including violence». Peter Gelderloos, *How Nonviolence Protects the State*. (Harrisonburg : Signalfire Press, 2005) et Craig Rosebraugh, *The logic of Political Violence : Lessons in Reform and Revolution* (Portland: Arissa Media Group, 2004).

⁸³ Ibid., 511.

⁸⁴ Cindy Milstein, «Something did Start in Quebec City : North America's revolutionary Anticapitalist Movement» dans Eddie Yuen, Daniel Burton-Rose et George Katsiaficas, *Confronting Capitalism: Dispatches from a Global Movement* (New York: Soft Skull Press, 2004) 129.

Concrètement, la DDT peut prendre la forme d'une division de l'espace visé par des actions de désobéissances civiles en zones correspondant aux diverses tactiques. Par exemple, lors du Sommet des Amériques à Québec en avril 2001, il y avait une dénomination des zones par des couleurs (vert, jaune et rouge) représentant le niveau de risque de confrontation et d'arrestation par les forces de l'ordre propre à chacune d'elles (de faible à élevé)⁸⁵.

La DDT offre donc une perspective différente sur le débat violence/non-violence en permettant une plus grande solidarité au sein d'un mouvement entre des groupes ayant des vues divergentes quant aux choix tactiques privilégiés pour une action. Elle nécessite au minimum : (1) le respect des tactiques d'autrui et (2) le refus de condamner ces mêmes tactiques, le tout dans un esprit de réciprocité.

Cependant, rien n'oblige un acteur à accepter ou tolérer les actions et les tactiques d'un autre acteur; il peut le dénoncer publiquement ou même chercher à l'empêcher de commettre des actions qu'il juge inacceptables selon son système de valeurs.

Ainsi, en suivant les axes de débats violence(V)/non-violence(Non-V) de même que diversité de tactiques (DDT)/opposition à la diversité de tactiques (\neq DDT), nous proposons un losange de positionnement éthique des acteurs quant aux tactiques (annexe 2). Il permettra d'expliquer d'une manière schématique les tactiques priorisées par un acteur (violence ou non-violence) et son attitude à l'égard des

⁸⁵ Ibid., 521.

tactiques des autres acteurs (DDT/≠DDT). Ce losange offre donc 4 positions possibles pour des acteurs (V,≠DDT; V.DDT; Non-V,≠DDT; Non-V.DDT), ce à quoi nous ajoutons 2 positions que pourrait représenter une coalition d'acteurs basée soit sur le concept de diversité des tactiques (coalition DDT) ou la non diversité des tactiques (coalition ≠DDT). C'est dans cette dernière que le risque de confrontation entre diverses organisations de manifestants est le plus élevé⁸⁶.

Pour conclure, nous tenons à spécifier que nous adoptons un point de vue conséquentialiste de l'éthique quant aux moyens tactiques, en jugeant de l'efficacité des tactiques choisies par un acteur en fonction des objectifs fixés par celui-ci. Cela s'inscrit en continuité avec l'approche de John Morreall qui souligne l'importance de l'impact d'une action sur le public. À cela, nous ajoutons l'importance de l'impact d'une action et les conséquences qui s'en suivent pour l'acteur selon l'aspect «couverture médiatique», à savoir quel type d'impact, en terme qualitatif et quantitatif, son action a sur les médias. En effet, comme le rappelle Francis Dupuis-Déri : «si la violence peut donner une mauvaise image du mouvement ou détourner en partie le message (qui de toute façon resterait pluriel même sans violence), elle attire aussi et surtout les caméras et les micros des médias»⁸⁷. C'est dans le même ordre d'idées que la condamnation publique de la violence via les médias peut se révéler payante pour un acteur en améliorant à la fois son image et, selon notre

⁸⁶ Par exemple, lors du Sommet des Amériques de Québec, Janet Conway relève que : «parade marshals from the Quebec Federation of Labour [FTQ] aggressively prevented people from diversing from the official route». Janet Conway, «Civil Resistance and the "Diversity of Tactics" in the Anti-globalization Movement: Problems of Violence, Silence, and Solidarity in Activist Politics» 523.

⁸⁷ Francis Dupuis-Déri, *Les Black Blocs : la liberté et l'égalité manifestent*, 55-56.

modèle centre/marge. sa position au sein du système en l'amenant plus proche du centre.

Quant à la définition de la violence dans le cadre de notre recherche, nous y incluons le recours à la destruction ou l'altération (ex. graffiti) de propriétés privées parce que ce sont des actions perçues comme tel par le centre.

4. Hypothèses de travail

Suite à l'exposition de notre modèle centre/marge et du losange de positionnement éthique des acteurs quant aux tactiques, nous sommes en mesure de déduire des hypothèses de travail. Avant de les exposer, il est important de spécifier que le modèle centre/marge, contrairement à certaines analyses systémiques comme celle de Waltz, accorde de l'importance aux acteurs à la marge du système. Nous adoptons cette position car nous supposons qu'un acteur situé à la marge du processus politique a tout de même la capacité d'influencer les autres groupes situés à proximité de lui, voire même le centre.

Donc, dans cette optique centre/marge appliquée à notre objet de recherche (les relations intergroupes et l'influence d'acteurs marginalisés comme les GA réunis en Black Bloc sur les autres acteurs du mouvement anti/altermondialiste), nous sommes en mesure de poser les hypothèses suivantes :

- (1) Toute chose étant égale par ailleurs, un acteur en marge du processus politique a peu d'impact direct sur les acteurs situés au centre du système.

- (2) Toute chose étant égale par ailleurs, un acteur en marge du processus politique a plus d'impact direct sur les acteurs situés à la marge du processus politique (dans le schéma en annexe, à la bordure en gras entre C et D) .
- (3) Pour affecter le processus politique, un acteur en marge du processus politique favorise des tactiques violentes pour arriver à ses fins qui peuvent être multiples, par exemple :
- a. ébranler le système ;
 - b. obtenir une visibilité médiatique;
 - c. faire passer son message politique au centre (hypothèse du ricochet⁸⁸).
- (4) Au sein des mouvements sociaux, les groupes positionnés près d'un acteur en marge du processus politique auront une attitude positive vis-à-vis ses tactiques d'action directe violente (favorisent la diversité des tactiques) tandis que les groupes plus près du centre auront une attitude négative face à ces tactiques (condamnent leurs actions).

5. Conclusion

L'objectif du présent chapitre était d'offrir un modèle théorique capable de saisir à la fois la dynamique interne du mouvement anti/altermondialiste entre les divers groupes qui le composent mais aussi les questions éthiques entourant les choix tactiques. Pour ce faire, nous avons examiné des cadres théoriques préexistants dans des champs d'études comme les mouvements sociaux ou les relations internationales. De cela, nous avons jugé qu'une approche systémique des relations intergroupes

⁸⁸ L'hypothèse du ricochet signifie qu'une multitude d'acteurs au sein du modèle centre-marge deviennent des relais des revendications d'un acteur à la marge ou, en d'autres termes, qu'ils sont des courroies de transmission du message politique.

serait la meilleure façon de les analyser. C'est en utilisant cette approche que nous avons élaboré notre modèle centre/marge et du même coup défini certains concepts, notamment la structure, les ressources, la rationalité de même que les objectifs, stratégies et tactiques d'un acteur. Par la suite, nous avons soumis une représentation schématique des axes de débats éthiques sur les tactiques (violence/non-violence, respect de la diversité des tactiques/non-respect de cette même diversité) avec le losange de positionnement éthique des acteurs. Finalement, nous avons exposé les quatre hypothèses déduites de ce modèle centre/marge et du losange.

Le prochain chapitre sera l'occasion de présenter une étude de cas pour tester notre cadre théorique et élaborer quelque peu sur les aspects méthodologiques qui nous permettront de collecter et d'analyser nos données.

Chapitre 2 : Opposition à la ZLÉA et questions méthodologiques

Dans le présent chapitre, notre objectif est de présenter de la façon dont nous allons mettre à l'épreuve notre modèle. Dans un premier temps, nous justifierons notre choix du Sommet des Amériques qui s'est tenu à Québec en avril 2001 comme étude de cas pour vérifier nos hypothèses. Par la suite, il sera question de la méthodologie employée pour notre démonstration.

1. Sommet des Amériques et contre-Sommet : le débat sur la ZLÉA

Afin de bien comprendre notre choix du Sommet des Amériques à Québec en 2001, il nous apparaît nécessaire de revenir sur le processus de création d'une zone de libre-échange continentale. Par la suite, nous expliquerons du pourquoi le mouvement anti/altermondialiste considère la ZLÉA comme faisant partie du processus de la mondialisation dite «néolibérale».

1.1 La ZLÉA : un projet de libre-échange à la grandeur des Amériques

La Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA) est un processus d'intégration continentale visant la création d'une zone où les obstacles au commerce et aux investissements seraient progressivement éliminés⁸⁹. Il s'est amorcé lors du

⁸⁹ Par obstacles au commerce, il faut entendre les mesures tarifaires (tarifs douanier ad valorem et spécifiques) et non-tarifaires (quota l'importation ou l'exportation, subventions à l'exportation, normes de santé et d'environnement, l'exigence de contenu local). Emmanuel Nyahoho, Pierre-Paul Proulx, *Le Commerce international : Théories, politiques et perspectives industrielles* (Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, 2000) 170-175.

premier Sommet des Amériques, qui s'est tenu à Miami en décembre 1994. En effet, les chefs d'États et de gouvernements de 34 des 35 pays du continent (Cuba étant exclu parce que jugé non-démocratique) ont convenu à cette occasion d'amorcer des négociations afin d'en arriver à un accord en 2005⁹⁰.

Ce n'est pas la première fois que l'on parle d'intégration, qu'elle soit politique ou économique, au sein des Amériques. Or au cours des trois dernières décennies, plusieurs projets de libre-échange ont vu le jour sur le continent américain. En Amérique du Nord, il y a eu dans un premier temps l'Accord de libre-échange (ALÉ) en 1989 entre le Canada et les États-unis, de même que l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) en 1994, qui a créé une zone de libre-échange entre le Canada, les États-Unis et le Mexique. Dans les Caraïbes, plusieurs pays de la région se sont regroupés en 1973 pour former le CARICOM (Caribbean Community), qui a suivi la Caribbean Free Trade Association (CARIFTA)⁹¹. Du côté de l'Amérique du Sud, l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay ont formé un marché commun en 1991: le Mercosur⁹². Il y a également le pacte Andin qui fut introduit en 1969 entre la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et le Venezuela⁹³.

⁹⁰ Site officiel de la Zone de libre-échange des Amériques, «Historique du processus de la ZLÉA», [En ligne] <http://www.ftaa-alca.org/View_f.asp>, consulté le 8 juin 2005.

⁹¹ Caribbean Community Secretariat, «History of CARICOM», [En ligne], <<http://www.caricom.org/>>, consulté le 8 juin 2005.

⁹² Guia del Mercosur, «El Mercosur y su origen», [En ligne], <<http://www.guia-mercosur.com/>>, consulté le 8 juin 2005.

⁹³ En raison de problèmes internes et de conflits frontaliers, il n'y a pas eu de zone de libre-échange créée entre les membres du pacte Andin. Par contre, une reprise des négociations en 1999 prévoit que la zone entrera en vigueur en 2005, tout comme la ZLÉA. Le Monde diplomatique, «Le Pacte andin», [En ligne], <<http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/ameriquelatine/pacteandin>>, consulté le 9 juin 2005.

Si la ZLÉA n'est pas la première initiative d'intégration économique ou politique en Amérique, il n'en demeure pas moins qu'il s'agit du premier projet d'intégration de l'ensemble des Amériques au sein d'une même zone de libre-échange. Il y a eu deux phases au sein du processus, soit une phase de préparation (entre le Sommet de Miami en 1994 et la Déclaration de Santiago en 1998) et une phase de négociation (qui s'étend du deuxième Sommet des Amériques à Santiago en 1998 jusqu'à l'entrée en vigueur de la ZLÉA, prévue initialement pour l'année 2005)⁹⁴. La phase de préparation qui a suivi le premier Sommet des Amériques en 1994 fut marquée par des discussions entre les divers États américains lors de quatre réunions des ministres du Commerce dont la dernière a abouti à la *Déclaration de San José*. Cette déclaration a défini la structure de fonctionnement des négociations, les principes généraux et les objectifs devant les guider, mais elle a surtout invité les présidents et chefs de gouvernement à entamer officiellement les pourparlers sur la ZLÉA. C'est à la suite de cette déclaration que s'est amorcée la deuxième phase de création de la ZLÉA, soit la négociation d'un accord. Celle-ci a débuté en 1998 lors du deuxième Sommet des Amériques à Santiago au Chili et s'est poursuivie avec cinq réunions des ministres du Commerce (entre 1999 et 2004), le troisième Sommet des Amériques à Québec en 2001 et un Sommet extraordinaire à Monterrey au Mexique en 2004.

⁹⁴ Nous nous inspirons du site officiel de la ZLÉA pour retracer son histoire et les principales étapes vers sa création toujours non-réalisée lors de l'écriture des présentes lignes. Site officiel de la Zone de libre-échange des Amériques, «Historique du processus de la ZLÉA». [En ligne] <http://www.ftaa-alca.org/View_f.asp>, consulté le 8 juin 2005.

1.2 De la création d'un mouvement d'opposition à la ZLÉA

Comme nous l'avons dit précédemment, le Sommet de Miami en 1994 fut le point de départ du processus de création d'une zone de libre-échange à la grandeur des Amériques. À l'époque, il n'y avait pratiquement pas de contestation à ce projet, à tout le moins aux États-Unis. En effet, les principales manifestations lors de ce sommet avaient plutôt été organisées par des militants anti-castristes ou anti-Clinton (président des États-Unis à l'époque). Un faible nombre de participants ayant une attitude plutôt critique à l'encontre du libre-échange étaient invités à des discussions sur le libre-échange dans les activités entourant le sommet⁹⁵. Or, dans les années qui vont suivre, un mouvement d'opposition à la ZLÉA va progressivement se mettre en place.

Dans un premier temps, l'émergence d'un tel mouvement se fonde dans l'opposition à l'Accord de libre-échange de l'Amérique du Nord (ALÉNA) entre le Canada, les États-Unis de même que le Mexique. En effet, comme l'explique E. Timothy Smith, l'ALÉNA a mené à un débat public sur la mondialisation au sein de la société étasunienne avec, d'un côté, un argumentaire basé sur des principes d'économie stipulant que la liberté et l'efficacité du marché à l'échelle continentale

⁹⁵ À la lecture du texte de Timothy Smith, ce sont plutôt des hommes d'affaires qui étaient plus que majoritaires lors de ces soirées, avec un ratio de 400 hommes d'affaires pour un intervenant critique face au projet de ZLÉA. Par contre, Dorval Brunelle et Sylvie Dugas parlent d'une opposition à l'Accord de libre-échange (ALÉ) au Canada autour du Pro-Canada Network (qui deviendra Action Canada Network par la suite) et au Québec autour de la Coalition québécoise d'opposition au libre-échange (CQOL) regroupant notamment les milieux syndicaux et environnementaux, tandis que l'opposition aux États-Unis vient plutôt du Congrès. Cela nous amène à croire que la faible opposition que décrit Smith serait propre aux États-Unis mais pas nécessairement applicable au reste des Amériques. E. Timothy Smith, «From Miami to Quebec and Beyond : Opposition to Free Trade Area of the Americas», *Peace and Change*, 29 (2) : avril 2004, 223-224 et Dorval Brunelle et Sylvie Dugas, «Les oppositions au libre-échange en Amériques du Nord» dans Dorval Brunelle et Christian Deblock, *L'ALÉNA : le libre-échange en défaut* (Montréal : Fides, 2004) 273-296.

seraient atteintes avec l'ALÉNA et, d'un autre point de vue, un contre discours axé sur le risque de donner plus de pouvoir aux multinationales aux dépens des travailleurs, des syndicats, des femmes et des communautés locales⁹⁶.

Toujours selon Smith, tant au Canada qu'aux États-Unis, c'est l'article 11 de l'ALÉNA qui préoccupe le plus la population, celui-ci permettant à une compagnie de poursuivre un gouvernement qui aurait pris une décision menaçant le potentiel de ses profits⁹⁷. Aux États-Unis, l'ALÉNA, contrairement à l'ALE, amène les organisations syndicales et environnementales comme l'American Federation of Labor-Congress of Industrial Organization (AFL-CIO), Greenpeace et le Sierra Club, à former des coalitions contre le libre-échange, notamment le Citizen Trade Campaign (CTC) et l'Alliance for a Responsible Trade (ART)⁹⁸.

Pour le Canada, l'opposition à l'ALÉNA trouve sa source dans la mobilisation contre le projet de libre-échange canado-américain à la fin des années 1980 avec des groupes comme le Pro-Canada Network (PCN) ou le Council of Canadian (COC), l'un des acteurs majeurs du PCN⁹⁹. Cette opposition aux projets de libre-échange et au néolibéralisme de manière générale serait donc un mouvement précurseur de la

⁹⁶ E. Timothy Smith, «From Miami to Quebec and Beyond : Opposition to Free Trade Area of the Americas», 228.

⁹⁷ Ibid., 229.

⁹⁸ Dorval Brunelle et Sylvie Dugas, «Les oppositions au libre-échange en Amériques du Nord», 282-285.

⁹⁹ Jeffrey M. Ayres, «Canadian Political Economy and Civil Society Mobilizing Against Continental Intergration», 1988-2004», communication. ACSP, Winnipeg, juin 2004, 23 pages et Dorval Brunelle et Sylvie Dugas, «Les oppositions au libre-échange en Amériques du Nord», 273-296.

ZLÉA, d'autant plus que le COC était présent lors du 3^{ème} Sommet des Amériques à Québec en 2001¹⁰⁰.

À l'inverse du reste du Canada, le Québec fait quelque peu exception dans le sens où les Québécois ne s'opposent pas en tant que tel à l'ALÉNA ou au libre-échange en général. En effet, comme le rappelle Jules Duchastel, les Québécois sont à la fois favorables aux accords de libre-échange mais aussi au processus de mondialisation en général, tout en étant critiques face aux conséquences indésirables¹⁰¹. C'est plutôt une partie de la société civile (syndicats, Union des producteurs agricoles) qui va mettre des bâtons dans les roues à la ferveur libre-échangiste de certains en soulignant quelques inquiétudes, notamment les répercussions de tels accords sur l'emploi et l'environnement mais aussi sur l'écart entre riches et pauvres¹⁰². Cette opposition va prendre plusieurs formes à travers le temps. Tout d'abord, il y a la formation en 1986 de la Coalition québécoise d'opposition au libre-échange (CQOL), contre le projet de l'ALÉ. Par la suite, c'est l'apparition en 1991 d'une Coalition québécoise sur les négociations trilatérales (CQNT) -concernant surtout le projet de l'ALÉNA-, coalition qui deviendra le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), opposé quant à lui au projet de ZLÉA¹⁰³. Il y a donc l'émergence d'une opposition aux divers projets de libre-échange impliquant le

¹⁰⁰ Il est important de souligner que le libre-échange n'est qu'une chose parmi d'autres à laquelle s'oppose le COC. Il y a aussi la question de la nourriture génétiquement modifiée, l'exportation de l'eau, les conférences de l'OMC, l'AMI, etc. Jeffrey M. Ayres, «Canadian Political Economy and Civil Society Mobilizing Against Continental Intergration», 8.

¹⁰¹ Jules Duchastel, «De libre-échangistes, les Québécois sont-ils devenus antimondialistes?» dans Michel Venne (dir.), *L'annuaire du Québec 2004* (Saint-Laurent : Éditions Fides, 2003) 68.

¹⁰² Ibid., 72.

¹⁰³ Dorval Brunelle et Sylvie Dugas, «Les oppositions au libre-échange en Amériques du Nord» dans Dorval Brunelle et Christian Deblock, *L'ALÉNA : le libre-échange en défaut* (Montréal : Fides, 2004) 273-296.

Canada (et le Québec par le fait même) même si la population québécoise ne s'y oppose pas fondamentalement.

Au Mexique, il s'agit plutôt d'une opposition basée sur les droits des peuples indigènes (menacés par la privatisation des politiques sociales et des terres agricoles) et dont le mouvement zapatiste est un bon exemple. En effet, le soulèvement de l'EZLN (Ejercito Zapatista de Liberacion Nacional) au Chiapas a coïncidé avec l'entrée en vigueur de l'ALÉNA le premier janvier 1994, perçue comme étant une menace aux peuples indigènes de cette région du Mexique¹⁰⁴. D'ailleurs, plusieurs militants antimondialistes s'en inspirent ou citent en exemple ce type de résistance à la mondialisation néolibérale¹⁰⁵. Cependant, les zapatistes ne sont pas le seul pôle d'opposition au libre-échange au Mexique, la coalition dénommée Red Mexicana de Accion frente al Libre Comercio (REMALC) travaillant à élargir l'opposition à l'ALÉNA autant que les alternatives à celle-ci.

Fruits de l'opposition à l'ALÉ et à l'ALÉNA, diverses coalitions d'opposition au libre-échange vont créer l'Alliance sociale continentale (ASC) afin de trouver des

¹⁰⁴ L'EZLN s'oppose à l'ALÉNA parce que, selon les Zapatistes, elle menace les droits des peuples indigènes au Mexique et signifie une sorte d'exécution de ceux-ci. David Ronfeldt, John Arquilla, Graham E. Fuller et Melissa Fuller, *The Zapatista Social Netwar in Mexico* (Santa Monica : RAND, 1998) 1-5 et Naomi Klein, «The Unknown Icon» dans Iga Vodovnik, *¡YA BASTA! Ten Years of the Zapatista Uprising* (Oakland : AK Press, 2004) 15-22.

¹⁰⁵ Par exemple, on cite souvent l'une des figures les plus connues de l'EZLN, le Sous-commandant Marcos, où l'on reprend certaines des expressions. Ainsi, Naomi Klein fait référence aux mouvements zapatistes quand elle dit : «The Zapatistas have a phrase for this. They call it 'one world with manyworlds in it'.» tandis que George Katsiaficas démontre l'influence des zapatistes sur les activistes présents à Seattle le 30 novembre 1999: « The best known of Seattle's precursors is the Zapatista uprising in Chiapas, Mexico». Naomi Klein, «Reclaiming the Commons» dans Tom Mertes (dir.), *A Movement of Movements: Is Another World Really Possible?* (London, New York: Verso, 2004) 221 et George Katsiaficas, «Seattle Was Not the Beginning» dans Eddie Yuen, Daniel Burton-Rose et George Katsiaficas, *Confronting Capitalism: Dispatches from a Global Movement* (New York: Soft Skull Press, 2004) 6.

alternatives au projet de la ZLÉA¹⁰⁶. Au fur et à mesure que les négociations entourant la ZLÉA progressent, le mouvement d'opposition va prendre de l'ampleur et s'organiser à la grandeur des Amériques, avec comme principal figure l'ASC. Dès le deuxième Sommet des Amériques à Santiago (Chili), il y a la présence d'un sommet alternatif organisé par l'ASC: le premier Sommet des Peuples. S'opposant au caractère antidémocratique de la ZLÉA, les délégués au Sommet des Peuples ont mis de l'avant des principes de démocratie, de développement durable, de diversité culturelle et ethnique, opposant le concept de commerce équitable (fair trade) à celui de libre-échange (free trade)¹⁰⁷. Le mouvement continuera à grandir et sera grandement alimenté par des événements comme les mobilisations contre l'Accord Multilatéral d'Investissement (AMI)¹⁰⁸ ou Seattle, où des manifestants anti/altermondialistes de plusieurs mouvances (des syndicats aux activistes environnementaux) ont réussi à paralyser la réunion de l'OMC le 30 novembre 1999. Lors du 3^{ème} Sommet des Amériques à Québec et du 2^{ème} Sommet des Peuples, plusieurs personnes et groupes anti/altermondialistes viendront manifester contre la

¹⁰⁶ Plusieurs coalitions et organisations sont à l'origine de la création de l'ASC en mai 1997 : l'Alliance for a Responsible Trade, la Red Mexicana de Accion frente al Libre Comercio (REMALC), Common Frontiers et le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), la Red Chile por una Iniciativa de los Pueblos (RECHIP), l'Organisation régionale interaméricaine du Travail (ORIT), l'aile continentale de la Confédération internationale des syndicats libres ou CISL et Instituto Brasileiro de Analise Social e Economica (IBASE). Dorval Brunelle et Christian Deblock, « Les mouvements syndicaux et sociaux d'opposition à l'intégration économique par les marchés : de l'ALE à la ZLEA Vers la constitution d'une Alliance sociale continentale », Cahiers de recherches du *Groupe de recherche sur l'intégration continentale*, [En ligne], <<http://www.unites.uqam.ca/gric/gric-98-8B.htm>>, novembre 1999, consulté le 30 janvier 2006.

¹⁰⁷ E. Timothy Smith, « From Miami to Quebec and Beyond : Opposition to Free Trade Area of the Americas », 231-232.

¹⁰⁸ Parmi les mobilisations, il faut rappeler le blocage pacifique du site de la Conférence de Montréal sur la mondialisation des économies, en mai 1998, organisé par le groupe Opération SalAMI, qui sera présent au 3^{ème} Sommet des Amériques à Québec en avril 2001. Productions Multi-Monde, « Opération SalAMI! », [S.d.], [En ligne], <<http://www.pmm.qc.ca/salami/francais/opers.html>>, (consulté le 13 juin 2006).

ZLÉA, ce qui en fait un événement d'une grande importance dans le processus à la fois de création et d'opposition à une Zone de libre-échange des Amériques.

2. Pertinence du Sommet des Amériques à Québec comme étude de cas

2.1 Justification de l'étude de cas

Le 3^{ème} Sommet des Amériques qui s'est tenu à Québec en avril 2001 nous apparaît comme une bonne étude de cas pour mettre à l'épreuve notre modèle centre-marge pour trois raisons.

Tout d'abord, la ZLÉA est perçue par certains intellectuels et plusieurs militants du mouvement anti/altermondialiste comme une étape clé du processus de construction de la mondialisation dite « néolibérale ». En effet, elle avancerait les mêmes idées et valeurs (libre-échange, économie de marché, abolition des frontières et obstacles au commerce) et serait aussi sujette aux mêmes critiques (elle est dommageable pour l'environnement, la santé des peuples, les programmes sociaux, les droits des travailleurs, la condition des femmes, etc.). La ZLÉA s'inscrit donc dans un phénomène plus large qu'est la mondialisation¹⁰⁹. Le mouvement d'opposition à cette zone de libre-échange américaine s'inscrit lui aussi dans un mouvement beaucoup plus large, soit celui de l'anti/altermondialisme, une force anti-systémique selon Immanuel Wallerstein¹¹⁰.

¹⁰⁹ «One aspect of globalization has been an effort, led by United States, to unite the Americas into an hemisphere-wide free-trade area». E. Timothy Smith. «From Miami to Quebec and Beyond : Opposition to Free Trade Area of the Americas», 221.

¹¹⁰ Immanuel Wallerstein, «New Revolts Against the System» dans Tom Mertes (dir.), *A Movement of Movements: Is Another World Really Possible?*, 262-273.

Dans le même ordre d'idées, le troisième Sommet des Amériques s'inscrit en continuité avec une série d'autres sommets où les forces anti/altermondialistes ont fait sentir leur présence via des manifestations qui regroupaient des milliers de participants. Dans la littérature sur le sujet, le Sommet des Amériques à Québec est souvent cité en exemple aux côtés de Seattle (rencontre de l'OMC en novembre 1999), Washington (rencontre du Fonds monétaire international de même que de la Banque Mondiale en avril 2000), Prague (rencontre du Fonds Monétaire International de même que de la Banque mondiale en septembre 2000) ou même Gênes (rencontre du G-8 en juillet 2001)¹¹¹. Donc, il s'agit d'un Sommet qui s'inscrit dans un processus plus large qu'est la mondialisation et où le mouvement anti/altermondialiste a manifesté son opposition.

Finalement, l'étude du troisième Sommet des Amériques s'avère intéressante car il s'agit d'un événement clé pour le mouvement anti/altermondialiste au Québec. En effet, selon une perspective où la mondialisation est un nouvel espace dans lequel une diversité d'acteurs évoluent (comme les syndicats, les défenseurs des droits humains, les groupes de solidarité avec les pays du Sud et les forces anti-capitaliste), ces groupes occupent ce nouvel espace de contestation¹¹². De plus, parmi la multitude d'acteurs impliqués dans les manifestations et le 2^{ème} Sommet des Peuples, il y a eu une grande variété d'organisations et de groupes prônant plusieurs types d'actions et

¹¹¹ Frederick H. Buttel et Kenneth A. Gould, «Global Social Movement(s) at the Crossroads: Some Observations on the Trajectory of the Anti-Corporate Globalization Movement», *Journal of World-Systems Analysis*, X (1) hiver 2004, 44, David Graeber, «The New Anarchists» dans Tom Mertes (dir.), *A Movement of Movements: Is Another World Really Possible?* (London, New York: Verso, 2004) 202-215, Naomi Klein, «Reclaiming the Commons» dans Tom Mertes (dir.), *A Movement of Movements: Is Another World Really Possible?* (London, New York: Verso, 2004) 221.

¹¹² Pascale Dufour, «Globalisation as a new political space : the end of the Quebec-Quebec Debate?» dans Michael Murphy, Daniel Salée, *Canada: The State of the Federation 2005. Quebec* (Montréal-Kingston: McGill-Queen's University Press, 2006).

de tactiques, dont la présence de plusieurs Black Blocs composé de quelques centaines de manifestants. De ce fait, il s'agit d'un événement où le débat violence/non-violence de même que la question de la diversité des tactiques furent l'objet de débats entre diverses organisations¹¹³.

2.2 Classification des acteurs au sein du modèle centre-marge

Notre étude de cas cherchera à vérifier les hypothèses formulées dans notre chapitre précédent. Pour ce faire nous comptons analyser le discours de groupes anti/altermondialistes du Québec présent lors de ce sommet. En ce qui concerne l'identification et le positionnement de ces acteurs au sein du modèle centre/marge lors du sommet de Québec, nous utilisons la classification faite par Pascale Dufour qui expose une série d'acteurs allant des moins radicaux aux plus radicaux à laquelle nous en ajoutons quelques-uns¹¹⁴. Par ailleurs, nous tenons à spécifier que nous excluons les acteurs évoluant spécifiquement sur la scène canadienne ou ailleurs qu'au Québec puisque les étudier n'entrerait pas dans l'objet de notre recherche, qui concerne les relations inter-groupes du mouvement anti/altermondialiste au Québec. De plus, nous ne retenons pas les trois principaux partis politiques du Québec (Parti québécois, Parti libéral du Québec et Action démocratique du Québec) parmi les acteurs sélectionnés pour la simple et bonne raison qu'ils n'évoluent pas dans l'arène des conflits sociaux, contrairement aux acteurs du mouvement anti/altermondialiste du Québec.

¹¹³ Magnus Issacson, *Vue du Sommet*, Office nationale du film du Canada, 2002. 75 minutes.

¹¹⁴ Pascale Dufour, «Globalisation as a new political space : the end of the Quebec-Quebec Debate?».

En utilisant notre modèle centre-marge (voir annexe 1), nous employons comme terminologie les quatre groupes suivants :

- Groupe d'acteurs ayant beaucoup d'influence (Groupe A)
- Groupe d'acteurs ayant assez d'influence (Groupe B)
- Groupe d'acteurs ayant peu d'influence (Groupe C)
- Groupe d'acteurs à la marge (Groupe D)

Pour classer les acteurs dans chacun des groupes mentionnés, nous nous basons sur leur rapport au centre et à la ZLÉA. Cependant, il ne s'agit que d'un survol des principaux acteurs étudiés dont nous expliciterons les positions plus spécifiques dans le prochain chapitre. Notons ici que dans le cas du troisième Sommet des Amériques, nous parlons d'un centre bicéphale comprenant les gouvernements du Québec (impliqué dans l'accueil de l'événement sur son territoire) et du Canada (engagé dans le processus de négociation de la ZLÉA proprement dit). Il est à noter que la sécurité est assurée à la fois par les deux paliers de gouvernements : le SCRS, la GRC et les FC pour le gouvernement fédéral, la SQ et le SPVQ pour gouvernement provincial. Comme nous l'avons souligné dans notre modèle centre-marge, c'est le centre qui détermine ce qui est jugé acceptable ou non comme comportement de la part des acteurs. Le refus d'un acteur d'adopter un tel comportement peut mener à la répression de celui-ci par les éléments en charge de la sécurité.

Pour ce qui est des acteurs du mouvement opposé à la ZLÉA au Québec, nous avons classé certains acteurs dans le groupe A parce qu'ils cherchent à faire partie du processus de décision et à participer au Sommet des Amériques, dont ils sont exclus.

comme représentants légitimes de la société civile. Les acteurs du groupe A dont nous avons étudié le discours sont :

- la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ);
- la Confédération des syndicats nationaux (CSN);
- la Centrale des syndicats du Québec (CSQ, anciennement la CEQ);
- le Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), voir annexe 3.

Pour ce qui est des acteurs ayant assez d'influence, il faut considérer ceux qui font une analyse plus critique de la ZLÉA que les acteurs du groupe A. Contrairement à ces derniers, ils ont une optique d'opposition à la ZLÉA plutôt que de contrepoids.

Donc, les acteurs ayant assez d'influence (groupe B) sont

- la Fédération des femmes du Québec;
- l'Association pour une taxe sur les transactions financières pour l'aide aux citoyens (ATTAC-Québec);
- l'Opération SALAMI ;
- la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ);
- l'Opération Québec Printemps 2001 (OQP2001), une coalition de groupes dont la liste se trouve à l'annexe 3;
- la Table de convergence de l'opposition pacifiste, une coalition de groupes dont la liste se trouve à l'annexe 3.

En ce qui a trait aux acteurs ayant peu d'influence, nous considérons les acteurs qui insèrent la notion de radicalité dans leur opposition à la ZLÉA. Il s'agit surtout des acteurs suivants :

- le Groupe opposé à la mondialisation des marchés (GOMM);
- la Convergence des luttes anti-capitalistes (CLAC);

- le Comité d'accueil du Sommet des Amériques (CASA).

Enfin, nous considérons en marge du processus politique de la ZLÉA les acteurs qui appellent à la formation d'un Black Bloc lors du troisième Sommet des Amériques ou qui prévoient y participer. Même s'il existe d'autres groupes que l'on pourrait situer en marge (ex. groupes du type communiste révolutionnaire, écologiste ou féministe radical), nous avons privilégié une étude des acteurs les plus à même de participer/appeler à la formation d'un Black Bloc qui constitue notre objet d'étude.

2.3 Stratégies de recherche

Nous avons réalisé notre étude en suivant trois stratégies de recherche: (1) une analyse de la presse écrite québécoise entourant le Sommet des Amériques, (2) une étude des communiqués de presse des acteurs impliqués dans la mobilisation contre ce même sommet, et (3) l'étude du discours des acteurs dans les médias alternatifs. Le but de l'utilisation de ces trois stratégies est d'obtenir la position publique ou externe au groupe. De plus, nous circonscrivons la période de temps étudié en la subdivisant en quatre (-1, 0, 1 et 2). Nous considérons l'intervalle allant du mois de janvier 2000 au mois d'avril 2001 comme étant la période de temps -1. La période de temps 0 est celle allant du 12 au 19 avril 2001, c'est-à-dire une semaine avant l'ouverture du Sommet des Amériques. La période de temps 1 va de l'ouverture du Sommet des Amériques, le 20 avril, à la clôture, le 22 avril 2001. Quant à la période de temps 2, elle va du 23 avril 2001 au 27 avril 2001, soit une semaine après l'ouverture du Sommet des Amériques.

L'analyse de la presse écrite québécoise se fera autour de deux quotidiens : *Le Devoir* et *Le Soleil*. Nous avons privilégié *Le Soleil* parce qu'il s'agit d'un quotidien de la ville de Québec, ce qui nous permettra d'avoir le point de vue de résidents de la ville qui a accueilli le Sommet. En ce qui a trait au *Devoir*, nous avons porté notre choix sur un quotidien de Montréal que nous avons préféré à *La Presse* parce que la couverture du troisième Sommet des Amériques de ce dernier quotidien se rapproche grandement de celle du *Soleil*. L'analyse se fait à partir d'une grille de lecture qui examine plusieurs éléments (ressources de l'acteur, ses objectifs/stratégies/tactiques privilégiées, les actions qu'il fait/prévoit faire et avec quels autres acteurs, ceux qu'ils dénoncent) qu'il est possible d'examiner à l'annexe 4. Nous utilisons cette stratégie de recherche pour les périodes de temps 0, 1 et 2. Puisque les données que nous utilisons pour cette période sont tirées de la revue de presse des deux quotidiens mentionnés plus haut et qu'ils relatent les événements qui sont survenus la veille, nous utilisons les périodes de temps suivantes :

- temps 0 : 13 au 20 avril 2001;
- temps 1 : 21 au 23 avril 2001;
- temps 2 : 24 au 28 avril 2001.

En ce qui concerne l'analyse des communiqués de presse, nous utilisons la même grille de lecture que pour la revue de presse (annexe 4). Pour ce faire, nous avons utilisé les archives sur les sites internet des acteurs étudiés, quand elles sont disponibles. Cette stratégie de recherche est employée à toutes les périodes de temps (-1, 0, 1 et 2).

Finalement, comme l'ont montré Almeida et Lichbach, l'utilisation des données provenant des médias alternatifs est essentielle dans l'étude de mouvements transnationaux comme celui opposé à la mondialisation néolibérale¹¹⁵. C'est pour cette raison que nous avons recours à des médias alternatifs comme le Centre des médias alternatifs du Québec (CMAQ) pour compléter les informations recueillies dans notre analyse de presse¹¹⁶. Pour l'étude des groupes anarchistes plus susceptibles d'être affiliés à la tactique du Black Bloc, nous avons également recours au service de nouvelles anarchistes d'*A-Infos*¹¹⁷. L'utilisation de cette troisième stratégie de recherche vient compléter la deuxième (l'étude des communiqués de presse) pour les périodes de temps -1, 0, 1 et 2.

Afin de vérifier nos hypothèses exposées précédemment, nous supposons que la combinaison de ces trois stratégies nous permettra de dégager les éléments suivants :

Pour l'hypothèse 1, elle sera démontrée s'il est prouvé que les acteurs situés au centre n'ont pas ou peu parlé des actions violentes des Black Blocs avant le Sommet des Amériques (périodes de temps -1 et 0) ;

Pour l'hypothèse 2, elle sera démontrée s'il est prouvé que les acteurs des groupes B et C ont pris position sur les actions violentes prévues par ceux qui utilisent la tactique du Black Bloc et qu'il y a des divisions importantes entre eux sur cette question avant le Sommet des Amériques (périodes de temps -1 et 0) ;

¹¹⁵ Paul D. Almeida et Mark Irving Lichbach, «To the Internet. From the Internet: Comparative media Coverage of Transnational Protests», *Mobilization, An International Journal*. 8 (3): octobre 2003. 249-272.

¹¹⁶ Le Centre des médias alternatifs du Québec est «un point de rencontre physique et une plate-forme virtuelle d'information indépendante et alternative» qui a vu le jour le 1er octobre 2000 en vue de fournir de l'information alternative sur le 3ème Sommet des Amériques. Centre des médias alternatifs du Québec, «Ça a commencé à Seattle, ça n'a pas fini à Québec !». 22 janvier 2002, [En ligne], <<http://www.cmaq.net/fr/node/552t>>, Consulté le 13 juin 2006.

¹¹⁷ A-Infos est un service de diffusion d'information par et sur des thèmes d'intérêt anarchistes. A-Infos, «Frequently Asked Questions about the A-Infos project». 11 novembre 2003. [En ligne], <<http://www.ainfos.ca/org/faq-en.html#Section%201>>, Consulté le 13 juin 2006.

Pour l'hypothèse 3, elle sera démontrée complètement si l'étude des stratégies de ceux qui utilisent la tactique du Black Bloc démontre qu'elles visent à affecter le processus politique via les trois sous-hypothèses (ébranler le système, obtenir une visibilité médiatique et faire passer son message politique au centre). Elle sera démontrée de manière partielle si l'étude des stratégies de ceux qui utilisent la tactique du Black Bloc démontre qu'elles visent à affecter le processus politique via une à deux des trois sous-hypothèses (période de temps -1, 0, 1 et 2)¹¹⁸;

Pour l'hypothèse 4, elle sera démontrée si les acteurs à la marge prônent une diversité des tactiques alors que les acteurs situés près du centre, lorsqu'on les oblige à se positionner, condamnent les actions des Black Blocs (périodes de temps -1, 0, 1 et 2).

Il est à noter que nous utilisons des périodes de temps différentes selon les hypothèses. Cela s'explique avant tout par le fait que les deux premières hypothèses visent à examiner les relations intergroupes en l'absence de l'intervention de groupes d'affinités en Black Bloc lors du Sommet des Amériques, donc aux périodes de temps -1 et 0. En ce qui concerne la troisième hypothèse, nous examinons les quatre périodes de temps afin de mieux saisir les motivations et les justifications du recours à des actions violentes avant, pendant et après le Sommet des Amériques. Quant à l'hypothèse 4, nous analysons les quatre périodes de temps pour les mêmes raisons.

3. Conclusion

Dans le présent chapitre, nous avons exposé les raisons qui nous ont amené à privilégier le troisième Sommet des Amériques qui s'est tenu à Québec en avril 2001 comme étude de cas de même que les acteurs du mouvement anti/altermondialiste du Québec présents à cette occasion. De plus, nous avons traité des diverses stratégies de

¹¹⁸ Puisque l'hypothèse trois sous-entend qu'il peut exister d'autres fins aux tactiques violentes des Black Blocs, nous laissons la porte ouverte quant aux motifs qui expliquent l'utilisation de pratiques et nous ajusterons en conséquence nos recherches.

recherches que nous comptons utiliser afin de vérifier nos hypothèses de recherche formulées dans le chapitre précédent.

Dans le prochain chapitre, nous exposerons les résultats de notre recherche quant aux motifs, objectifs et actions ainsi que les relations entre les divers groupes étudiés aux périodes de temps -1, 0, 1 et 2.

Chapitre 3 : Analyse de données

Le présent chapitre vise à rendre compte de l'analyse des relations inter-groupes du mouvement anti/altermondialiste au Québec durant le 3^{ème} Sommet des Amériques en fonction de notre modèle centre-marge. En utilisant les diverses sources de données présentées dans le chapitre précédent, nous exposerons le discours des acteurs selon les périodes de temps sélectionnées et les divers cercles du modèle (de la proximité du centre à un éloignement de celui-ci vers la marge).

De ce fait, le présent chapitre se divise selon ces quatre périodes (-1, 0, 1, 2), où nous présentons le discours des quatre types d'acteurs : ceux des groupes A, B, C et D. Plus spécifiquement, nous nous attardons à deux principaux éléments de leurs propos : (1) les motifs, objectifs et stratégies d'opposition à la ZLÉA et (2) les relations avec les autres acteurs québécois du mouvement anti/altermondialiste. Finalement, nous ferons un retour sur les éléments marquants des relations inter-groupes, en portant une attention particulière aux aspects de coopération et de conflits entre les acteurs.

1. Le discours des acteurs à la période de temps -1

1.1 Motifs, objectifs et stratégies d'opposition à la ZLÉA des acteurs du groupe A

Comme nous l'avons vu dans le deuxième chapitre, les acteurs du groupe A sont principalement composés de syndicats, notamment ceux de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), de la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et

de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ). Ils sont regroupés au sein du Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), qui regroupe d'autres acteurs¹¹⁹, dont la Fédération des femmes du Québec (FFQ)¹²⁰.

Pour ces acteurs proches du centre, le projet de ZLÉA suscite plusieurs craintes. Tout d'abord, ils appréhendent qu'elle sera une copie conforme de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) étendue à l'ensemble des Amériques, engendrant des inégalités «entre les peuples et à l'intérieur des pays»¹²¹. De plus, ils lui reprochent son manque de transparence dans le processus de négociation (exemple : le fait que les textes soient gardés secrets par le gouvernement canadien et ses interlocuteurs¹²²) de même que son caractère peu démocratique¹²³. En effet, les membres du RQIC jugent que le projet souffre d'un profond déficit démocratique en excluant la société civile dont ils se disent les représentants : «Pour le Réseau

¹¹⁹ Voir le communiqué de presse de l'AQOCI. Réseau Québécois sur l'Intégration Continentale et Common Frontiers, «Les chefs des partis politiques doivent prendre position publiquement», Communiqué, 7 novembre 2000, [En ligne].

<<http://www.aqoci.qc.ca/archives/communiqués/2000/sommet11.html>>, Consulté le 24 août 2005. de même que le tableau à l'annexe 3.

¹²⁰ La FFQ a la particularité de faire partie à la fois des acteurs ayant assez d'influence (groupe B) mais aussi des acteurs ayant beaucoup d'influence (groupe A) vu sa présence au sein du RQIC.

¹²¹ Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), «Zone de libre-échange des Amériques: la FTQ est favorable à l'ouverture des marchés, mais en tenant compte de la dimension sociale», Communiqué de presse, 27 septembre 2000, [En ligne]. <<http://ftq.qc.ca/communiqués/suite.asp?aid=148>>, consulté le 25 août 2005 et la Confédération des syndicats nationaux (CSN), «Zone de libre-échange des Amériques: La CSN demande des engagements de la part du gouvernement du Québec», Communiqué de presse, 1 mars 2001, [En ligne].

<<http://www.csn.qc.ca/Communiqués/CommMars01.html#anchor4625325>>. Consulté le 28 août 2005. Cette crainte sera répétée lors de la déclaration finale du Sommet des Peuples. Alliance sociale continentale, «L'Alliance sociale continentale dit NON À LA ZLÉA: D'autres Amériques sont possibles!», Déclaration finale de l'Alliance sociale continentale, 19 avril 2001, [En ligne]. <<http://www.csq.qc.net/section23/nouvelles/nouvelle711.html>>, Consulté le 28 août 2005.

¹²² Fédération des femmes du Québec, «Les femmes au Sommet des peuples», Communiqué, avril 2001, [En ligne], <<http://www.ffq.qc.ca/communiqués/comm-sommet-2001.html>>, consulté le 24 août 2005, et Centrale des syndicats du Québec, «Sommet des Amériques à Québec: La société civile, un interlocuteur incontournable», Communiqué de presse, 6 février 2001, [En ligne]. <<http://www.csq.qc.net/section23/nouvelles/nouvelle346.html>>. Consulté le 28 août 2005.

¹²³ Centrale des syndicats du Québec, «Sommet des Amériques à Québec: La société civile, un interlocuteur incontournable».

québécois sur l'intégration continentale (RQIC) et Common Frontiers, les inquiétudes des citoyens sont pleinement justifiées compte tenu du manque de transparence du processus et de l'important déficit démocratique qui l'accompagne¹²⁴. Finalement, les acteurs ayant beaucoup d'influence sont particulièrement inquiets des mesures de sécurité projetées qui entoureront le 3^{ème} Sommet des Amériques à Québec¹²⁵.

C'est avec ces inquiétudes en tête que les membres du RQIC vont chercher à amener la formulation d'un projet alternatif à la ZLÉA¹²⁶. Selon eux, ce projet doit satisfaire à plusieurs exigences laissées pour compte dans le projet de zone de libre-échange afin de le rendre plus démocratique, surtout l'insertion de «clauses assurant le développement social et culturel des populations ainsi que le respect des droits démocratiques et humains»¹²⁷ et l'inclusion de la société civile afin d'assurer la présence des syndicats dans les pourparlers¹²⁸. À ce sujet, la CSQ exprime même le désir que soit établi «un mécanisme permanent d'échange avec la société civile sur le

¹²⁴ Idem.

¹²⁵ Idem. Il faut rappeler que dans les mois qui précèdent le Sommet des Amériques, plusieurs mesures visant assurer la sécurité de l'événement sont mises en place dont : une clôture faisant près de 6,4 kilomètres de long, plus de 6000 policiers du Service de police de la Ville de Québec (SPVQ), de la Sûreté du Québec (SQ) et de la Gendarmerie Royale du Canada (GRC) affectés à une multitude de tâches (protection, anti-émeute...), de même que le Service de renseignements et de sécurité du Canada (SCRS) et les Forces canadiennes. Isabelle Mathieu, «Sommet des Amériques : Le périmètre de sécurité a légèrement rétréci», *Le Soleil*, 29 mars 2001, A1, Société Radio-Canada, «Sommet de Québec : bilan», [En ligne], <<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/dossiers/mondialisation/sommetQuebec04.shtml>>, consulté le 8 novembre 2005 et Denis Lalonde, «Québec derrière les barricades», [En ligne], <<http://www.infinet.com/infos/dossiers/archives/2001/04/20010406-100407.html>>, Consulté le 8 novembre 2005.

¹²⁶ Réseau Québécois sur l'Intégration Continentale et Common Frontiers, «Les chefs des partis politiques doivent prendre position publiquement».

¹²⁷ Idem.

¹²⁸ Confédération des syndicats nationaux. «La CSN réclame du gouvernement qu'il libère les textes de la ZLÉA», communiqué, 23 février 2001, [En ligne], <<http://www.csn.qc.ca/Communiqués/CommFev01.html#anchor1046330>>, consulté le 28 août 2005 et Confédération des Syndicats Nationaux. «Zone de libre-échange des Amériques: La CSN demande des engagements de la part du gouvernement du Québec.

suivi de ces négociations [incluant la ZLÉA, mais pas exclusivement]»¹²⁹. L'idée de rendre incontournable leur présence au Sommet des Amériques réside dans leur désir de participer aux négociations dans l'espoir de les influencer pour que le résultat reflète l'idée qu'ils se font du libre-échange, c'est-à-dire une liberté de commerce interétatique respectant les droits humains, ceux des travailleurs mais aussi l'environnement. Leur exclusion va donc déterminer les stratégies qu'ils vont adopter à la période de temps -1.

Dans un premier temps, les membres du RQIC, en collaboration avec *Common Frontiers*, une coalition reconnue pour son opposition au libre-échange¹³⁰, organisent au nom de l'Alliance sociale continentale (ASC)¹³¹ un sommet parallèle au 3^{ème} Sommet des Amériques : le Sommet des Peuples. Il s'agit du deuxième sommet visant à faire contrepoids à celui des 34 chefs d'États qui négocient l'accord de la ZLÉA¹³² et doit se dérouler du 17 au 20 avril 2001, juste avant le sommet officiel.

¹²⁹ Centrale des Syndicats du Québec. «L'intérêt commun avant celui des marchands», communiqué, 28 septembre 2000, [En ligne], <<http://www.csq.qc.net/section23/nouvelles/nouvelle245.html>>, consulté le 28 août 2005.

¹³⁰ Cette coalition comprend surtout des syndicats, des groupes environnementaux, des associations étudiantes et d'autres organisations non gouvernementales opposées au libre-échange. Common frontiers, «About Common Frontiers», [s.d.], [En ligne], <<http://www.commonfrontiers.ca/aboutus.html>>, consulté le 8 novembre 2001.

¹³¹ L'Alliance sociale continentale (ASC) est un forum d'organisations et de mouvements sociaux progressistes des Amériques. Alianza Social Continental (ASC). «Quiénes somos», [s.d.], [En ligne], <http://www.asc-hsa.org/rubrique.php3?id_rubrique=1>, consulté le 8 novembre 2005.

¹³² Le premier Sommet des peuples a eu lieu à Santiago au Chili en 1998. Réseau Québécois sur l'Intégration Continentale, «Lancement du deuxième Sommet des peuples des Amériques», communiqué, 26 avril 2000, [En ligne], <<http://www.aqoci.qc.ca/archives/communiqués/2000/sommet2001.html>>, consulté le 24 août 2005.

Comparativement à ce dernier, le 2^{ème} Sommet des peuples prévoit accueillir plus de 2000 délégués provenant de tous les pays des Amériques¹³³.

D'autre part, les acteurs du groupe A cherchent à faire passer le centre (principalement le gouvernement fédéral) et le projet de la ZLÉA comme étant non-transparents, anti-démocratiques et, par le fait même, illégitimes. L'une des façons d'en faire la démonstration est la campagne «libérez les textes», chapeautée par l'ASC, où ils interpellent le gouvernement fédéral¹³⁴ et celui du Québec¹³⁵, afin qu'ils rendent publics les textes. Par la même occasion, ils sensibilisent la population sur le projet d'intégration continentale qui sera négocié à Québec tout en dénonçant l'aspect secret des négociations. À la veille du 2^{ème} Sommet des peuples, l'objectif de cette campagne est partiellement atteint lorsque le gouvernement fédéral s'engage à rendre la majeure partie des textes publique, à l'exception du chapitre sur les

¹³³ Centrale des Syndicats du Québec, «Le Sommet des peuples bâtit son propre modèle d'intégration». Communiqué de presse, 5 avril 2001, [En ligne],

<<http://www.csq.qc.net/section23/nouvelles/nouvelle697.html>>. Consulté le 28 août 2005.

¹³⁴ Ils vont par exemple intervenir dans la campagne électorale fédérale 2000 en ciblant surtout les chefs de parti. RQIC et Common Frontiers, «Les chefs des partis politiques doivent prendre position publiquement».

¹³⁵ Ils jouent sur le caractère bicéphale du centre en pressant le gouvernement du Québec d'exiger du gouvernement fédéral la divulgation des textes de négociations et en l'invitant à les rendre publics lorsqu'ils apprennent que le gouvernement québécois en a reçu une copie. En effet, quoique qu'absent à la table de négociations, le gouvernement du Québec a accès aux textes de négociations de par son statut d'hôte du Sommet des Amériques. Confédération des syndicats nationaux, «Zone de libre-échange des Amériques : Il faut remettre le processus de négociation à l'endroit». communiqué, 26 septembre 2000, [En ligne],

<<http://www.csn.qc.ca/Communiques/CommSept00.html#anchor244904>>, consulté le 28 août 2005 et Confédération des syndicats nationaux, «La CSN réclame du gouvernement qu'il libère les textes de la ZLÉA».

investissements¹³⁶. Par contre, il faudra attendre jusqu'au mois de juillet 2001 avant qu'ils soient rendus disponibles dans les quatre langues officielles¹³⁷.

Une autre stratégie adoptée par le RQIC est de soulever le biais idéologique apparent du Sommet des Amériques où les milieux d'affaires ont un accès privilégié. Ils y voient la preuve que le Sommet des Amériques s'inscrit dans la lignée de la mondialisation néolibérale¹³⁸. À l'inverse, le sommet qu'ils organisent visent plutôt une mondialisation alternative. Cette quête d'une autre mondialisation traduit un paradoxe des acteurs ayant beaucoup d'influence : d'un côté ils aiment se présenter en opposition au centre (le Sommet des peuples versus le Sommet des Amériques), mais ils cherchent le dialogue avec le centre, illustré par ce désir d'obtenir une rencontre officielle entre le Sommet des peuples et le Sommet des Amériques :

«Enfin, nous considérons que le processus de mise en place d'une ZLEA souffre d'un important déficit démocratique et d'un manque de transparence flagrant. C'est pourquoi nous réitérons notre demande d'une rencontre officielle et publique entre une délégation du Sommet des peuples et une délégation du Sommet des Amériques pour débattre des véritables enjeux qui préoccupent les peuples des Amériques»¹³⁹.

Ainsi, il est intéressant de constater la construction d'une dichotomie des deux sommets dans le discours des acteurs ayant beaucoup d'influence. C'est le Sommet

¹³⁶ Il est à noter que l'Opération SalAMI a eu aussi un rôle non-négligeable dans cette campagne, notamment par cette action de perquisition citoyenne deux semaines avant l'ouverture du Sommet des Amériques. Voir la section 1.2 du présent chapitre.

¹³⁷ Hélène Buzzetti, «Traduits et publiés, les textes de la ZLEA restent obscurs». *Le Devoir*, 4 juillet 2001, A1.

¹³⁸ Confédération des Syndicats Nationaux. «Négociations de la ZLEA: Les organisateurs du Sommet des peuples dénoncent l'accès privilégié des milieux d'affaires», communiqué, entre le 20 et le 22 mars 2001. [En ligne], <<http://www.csn.qc.ca/Communiqués/CommMars01.html#anchor97266>>, consulté le 28 août 2005.

¹³⁹ Centrale des Syndicats du Québec, «Le Sommet des peuples bâtit son propre modèle d'intégration continentale».

des Amériques en opposition à celui des peuples, où le premier est montré comme étant non-démocratique, non-inclusif, secret, non-transparent, illégitime et prônant une mondialisation néolibérale. À l'inverse, le Sommet des peuples se veut démocratique, inclusif, ouvert, transparent, légitime et prônant une mondialisation alternative. Et c'est pour ces raisons que les acteurs du groupe se réclament un droit à participer à la négociation de la ZLÉA. C'est ce qui explique leurs actions au temps -1, c'est-à-dire cette volonté de faire contrepoids à la réunion officielle à défaut d'en faire partie.

1.2 Motifs, objectifs et stratégies d'opposition à la ZLÉA des acteurs du groupe B

Pour ce qui est des acteurs du groupe B, il faut spécifier qu'il y a peu d'information disponible sur eux. Néanmoins, il est tout de même possible d'observer un discours commun qui diffère de celui du groupe A. En effet, les acteurs sont regroupés en deux coalitions : Opération Québec Printemps 2001 (OQP-2001)¹⁴⁰ et la Table de convergence de l'opposition pacifique au Sommet des Amériques¹⁴¹. La première a pour mission de trouver un logement aux milliers de manifestants qui prévoient venir manifester à Québec¹⁴², tandis que la seconde vise plutôt à

¹⁴⁰ Il s'agit d'une coalition de groupes et d'individus sous la direction de l'Association pour une taxe sur les transactions financières pour l'aide aux citoyens (ATTAQ-Québec). Dans le présent mémoire, ce sont les groupes suivants qui retiennent plus particulièrement notre attention : Opération SALAMI, et ATTAQ-Québec. Voir annexe 3. Société Radio-Canada, «Autres groupes antimondialisations». [En ligne], <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/dossiers/mondialisation/popup/pop_12a_2.html>, consulté le 24 août 2005.

¹⁴¹ Cette coalition regroupe elle aussi plusieurs groupes et individus, notamment OQP-2001 et la FFQ. Idem.

¹⁴² Robert Fleury, «Sommet des Amériques Vendredi de manif... samedi de marches», *Le Soleil*, 13 avril 2001, A4.

harmoniser les diverses actions pacifiques durant l'événement, dont une grande manifestation : la Marche des Peuples (dans la continuité du Sommet des Peuples)¹⁴³.

Les acteurs du groupe B. à la différence de ceux du groupe A. ont une approche plus critique face à la ZLÉA. Par exemple, en comparaison à ce que lui reproche le RQIC (manque de transparence, etc.), OQP-2001 ajoute que les gouvernements qui négocient l'accord sur la ZLÉA sont coupables de «trahison envers leurs citoyenNEs», de «lèse-citoyenneté», «d'attentat contre l'amitié et la fraternité entre les peuples», et «d'attentat contre l'environnement»¹⁴⁴. Le discours est donc beaucoup plus vindicatif, ce qui constitue en soi une différence notable dans l'approche adoptée face au centre.

Finalement, les actions entreprises par les acteurs du groupe B sont puisées dans un répertoire beaucoup plus large que celles associées au groupe A. Par exemple chez Opération SalAMI¹⁴⁵, le discours en est un de ferme opposition à la ZLÉA jumelé à un militantisme pouvant aller jusqu'à l'action directe non-violente. «dans le but avoué de faire échouer l'accord»¹⁴⁶. L'une d'elles est la perquisition citoyenne à Ottawa le 2 avril 2001 (plus de deux semaines avant le Sommet des Amériques) où

¹⁴³ Société Radio-Canada, «Autres groupes antimondialisations», et François Cardinal, «La rumeur montera dès lundi...», *Le Devoir*, 14 avril 2001, A1.

¹⁴⁴ OQP2001, «Manifeste contre le Sommet des Amériques et la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA)». Communiqué, 13 décembre 2000, [En ligne],

<<http://www.geocities.com/sommetdesameriques/Manifestes.htm>>, 28 août 2005.

¹⁴⁵ Opération SalAMI est un regroupement de personnes opposées à la mondialisation qui a mené une campagne contre l'AMI (Accord Multilatéral d'Investissement).

¹⁴⁶ Karine Triollet, «Perquisition citoyenne à Ottawa, lundi 2 avril», communiqué, 30 mars 2001, [En ligne], <<http://www.cmaq.net/fr/node.php?id=5410>>, consulté le 10 novembre 2005.

plusieurs militants tentent d'accéder aux textes de l'accord au bureau du ministère des Affaires étrangères et du commerce international (MAECI)¹⁴⁷.

En résumé, les acteurs du groupe B sont dans une optique d'opposition plutôt qu'une approche de contreponds face à la ZLÉA, comme c'est le cas des acteurs du groupe A. En effet, il s'agit d'une importante distinction puisqu'un contreponds vise à ramener un équilibre, à rétablir la balance d'une situation. L'opposition, quant à elle, suggère l'impossible cohabitation d'adversaires aux intérêts divergents, une position se rapprochant plus de celle du groupe B que des acteurs proches du centre.

1.3 Motifs, objectifs et stratégies d'opposition à la ZLÉA des acteurs du groupe C

Dans notre modèle d'analyse, trois groupes constituent principalement les acteurs ayant peu d'influence : le Groupe opposé à la mondialisation des marchés (GOMM), la Convergence des luttes anti-capitalistes (CLAC)¹⁴⁸ et le Comité d'accueil du Sommet des Amériques (CASA)¹⁴⁹. Si chacun a ses particularités (ville où ils évoluent, membership), ils ont en commun une critique radicale de la

¹⁴⁷ Idem.

¹⁴⁸ La CLAC est un groupe anticapitaliste, antiautoritaire et favorable à la diversité des tactiques, né de la scission de l'Opération SalAMI par certains militants qui dénonçaient le caractère autoritaire de certains membres (notamment Philippe Duhamel) et le dogmatisme du groupe envers la non-violence. L'un de ces militants, Jaggi Singh, va devenir l'une des figures emblématique de la CLAC. Janet Conway, «Civil Resistance and the "Diversity of Tactics" in the Anti-globalization Movement: Problems of Violence, Silence, and Solidarity in Activist Politics», *Osgoode Hall Law Journal*, 41, 2-3 (2003), 520.

¹⁴⁹ La CASA est un groupe anticapitaliste formé suite à l'initiative de deux groupes libertaires de la ville de Québec, le Groupe anarchiste Émile-Henry et le Collectif libertaire Le Maquis. Elle se veut le pendant québécois de la CLAC, basée à Montréal. D'ailleurs, celle-ci était présente lors de l'assemblée de création de la CASA. [Anonyme], «Conférence anticapitaliste jeudi à Québec», communiqué, 13 novembre 2000, [En ligne], <<http://www.ainfos.ca/00/nov/ainfos00227.html>>, consulté le 29 août 2005 et Nicolas Phébus, «Un nouveau groupe anticapitaliste voit le jour à Québec contre le Sommet des Amériques», communiqué, 5 décembre 2000, [En ligne], <<http://www.ainfos.ca/00/dec/ainfos00083.html>>, consulté le 29 août 2005.

mondialisation et de la ZLÉA.¹⁵⁰ Ainsi, en se basant sur leurs discours, il apparaît que leur tendance radicale s'oppose à la tendance «réformiste» dont ils qualifient les acteurs proches du centre.

Dans cette perspective, l'objectif de ces trois groupes est d'empêcher ou de perturber le Sommet des Amériques et, par le fait même, bloquer le processus négociations de la ZLÉA¹⁵¹. Pour ce faire, une multitude de stratégies sont mises de l'avant. Si le CASA et la CLAC sont prêtes à aller jusqu'à la désobéissance civile, la période de temps -1 est surtout propice à l'éducation populaire et à la mobilisation. Ainsi, pour le CASA, cela s'effectue dans la ville de Québec où, dans sa tentative d'informer le public, elle privilégie l'aspect sécuritaire du Sommet des Amériques¹⁵².

¹⁵⁰ Par exemple, la GOMM se définit comme : «une coalition montréalaise de groupes dénonçant ce processus [de mondialisation]. *Nous dénonçons radicalement tous les sommets ou accords qui iraient dans le sens de la mondialisation des marchés*, tels que le sommet des Chefs d'État des Amériques» (italique de l'auteur). Pour la CASA, l'un des principes de base est le caractère non-réformiste de l'organisation : «C'est dans une perspective *de transformation radicale de la société* que la CASA adopte une attitude de confrontation et refuse les alternatives réformistes ainsi que le lobbying dans le cadre des négociations concernant les accords de libre-échange.» (italique de l'auteur). Finalement, la CLAC se présente comme suit : «6. Dans le cadre du Sommet des Amériques de 2001 et des négociations sur la ZLÉA, la CLAC adopte une attitude de confrontation et *refuse les alternatives réformistes ainsi que le lobbying* qu'elle juge sans possibilité d'impact majeur sur tous ces types de processus antidémocratiques. Elle cherche à empêcher la tenue même du Sommet et à faire des négociations sur la ZLÉA un non-événement» (italique de l'auteur). Groupe opposé à la mondialisation des marchés. «Texte de base de la GOMM», sans date, [En ligne]. <<http://membres.lycos.fr/gomm/base.html>>, consulté le 24 août 2005 ; Nicolas Phébus, «Un nouveau groupe anticapitaliste voit le jour à Québec contre le Sommet des Amériques» et CASA-CLAC. «Les anticapitalistes de retour à Québec», communiqué, 16 mars 2001, [En ligne]. <<http://www.ainfos.ca/01/mar/ainfos00322.html>>, consulté le 26 octobre 2005.

¹⁵¹ «La mobilisation d'avril 2001 à Québec est une étape essentielle pour rendre crédible l'idée que ce processus peut être bloqué, qu'un débat sur les alternatives possibles à la dictature mondiale des marchés, nous opposons la mondialisation des solidarités». Groupe opposé à la mondialisation des marchés, «Texte de base de la GOMM».

¹⁵² C'est dans cette optique que des membres de la CASA vont distribuer plus de 6000 tracs par porte-à-porte et tenir plusieurs rencontres d'information, des conférences, des séances de formation, des spectacles et des «party bénéfiques» dans les mois qui précèdent la tenue du Sommet des Amériques, surtout dans le quartier St-Jean-Baptiste. Ce quartier est ciblé car c'est dans celui-ci que le périmètre de sécurité passe et occasionnera plusieurs désagréments à la population du quartier. Nicolas Phébus, «Québec: dans l'oeil du cyclone», 2 juin 2001, [En ligne]. <<http://www.ainfos.ca/01/jun/ainfos00012.html>>, consulté le 22 octobre 2001.

L'éducation populaire est également pratiquée conjointement par la CLAC et le CASA au Québec et dans le nord-est de l'Amérique du Nord¹⁵³, de même que par le GOMM¹⁵⁴.

Dans un autre registre, la CLAC et le CASA organisent un Carnaval contre le capitalisme durant le Sommet des Amériques afin d'offrir un cadre de résistance à la ZLÉA selon le principe de diversité des tactiques. Ainsi, les manifestants seraient solidaires et respectueux les uns des autres, nonobstant le type d'actions privilégiées (festives, non-violentes, violentes). Il est à noter qu'ils ne prévoient pas les actions qui seront faites mais bien les cadres dans lesquels elles s'effectueront¹⁵⁵. C'est en préparation du Carnaval qu'ils sont les hôtes de «spokescouncils» en janvier 2001 et en mars 2001¹⁵⁶. Il s'agit d'une occasion pour les délégués de planifier les actions directes pour l'ouverture du Sommet des Amériques le 20 avril 2001, de même que de faire une visite «militante» de la ville de Québec (ex. l'emplacement prévu du périmètre de sécurité, les quartiers à proximité de celui-ci, les enjeux locaux, etc.)¹⁵⁷. Ces réunions de délégués permettent aux divers groupes de se coordonner et de se

¹⁵³ La CLAC et la CASA visitent plusieurs villes du nord-est des États-Unis afin d'informer et d'amener divers groupes à se mobiliser en vue du Sommet des Amériques. [Anonyme], «CASA/CLAC Northeast USA Caravan -- February 12 to March 3», communiqué, 12 février 2001, [En ligne], <<http://www.ainfos.ca/00/dec/ainfos00083.html>>, consulté le 29 août 2005.

¹⁵⁴ Rémi Bachand, «Solutions face à l'absence de débats», communiqué, 6 mars 2001, [En ligne], <<http://www.cmaq.net/fr/node.php?id=5240>>, consulté le 26 octobre 2005.

¹⁵⁵ Un exemple de cadre est la journée d'action du 20 avril (dans le cadre du Carnaval contre le capitalisme). Plus spécifiquement, on prévoit délimiter l'espace de contestation du Sommet en fonction des tactiques qui seront utilisées (de l'action pacifique et festive à la confrontation violente en passant par les actions de perturbation non-violentes) et du risque d'arrestation encouru par ces actions (de faible à élevé). Lisa Fithian «Vision extérieure de la première consulta», communiqué, 2 février 2001, [En ligne], <<http://www.cmaq.net/fr/node.php?id=5386>>, consulté le 26 octobre 2006 et Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, «Le Comité populaire appuie le Carnaval de résistance anticapitaliste», communiqué, 11 avril 2001, [En ligne], <<http://www.cmaq.net/fr/node.php?id=5531>>, consulté le 26 octobre 2005.

¹⁵⁶ CASA-CLAC, «Les anticapitalistes de retour à Québec».

¹⁵⁷ Idem.

préparer pour le Sommet des Amériques avec la ferme intention de le perturber au maximum.

En résumé, la radicalité du discours, jumelé à un spectre beaucoup plus large d'actions possibles, sont des caractères qui distinguent les acteurs du groupe C en comparaison aux groupes A et B.

1.4 Motifs, objectifs et stratégies d'opposition à la ZLÉA des acteurs du groupe D

Dans l'année qui précède le Sommet des Amériques, divers groupes d'affinités (GA) de tendance anarchiste (ceux qui pratiquent traditionnellement la tactique du Black Bloc¹⁵⁸) vont diffuser des appels et des communiqués de réflexion sur la forme d'opposition à privilégier lors du Sommet. Ces acteurs du groupe D ont la caractéristique de voir le Sommet des Amériques comme s'inscrivant dans une série de sommets auxquels ils se proposent de résister combattant le capitalisme, l'ouverture des marchés, le néolibéralisme et la mondialisation : «Nous nous plaçons [sic] dans la même [sic] perspective que certaines actions récentes [sic] telles que Seattle, Washington, Prague - pour n'en nommer que quelques-unes»¹⁵⁹. Leur opposition au Sommet des Amériques dans une perspective révolutionnaire est un élément caractéristique du groupe D, dans le sens où elle n'est pas une fin en soi mais plutôt une étape à franchir : «en coordonnant nos actions pour un but global: à court terme, faire connaître notre opposition farouche contre la tenue du Sommet des

¹⁵⁸ Francis Dupuis-Déri, «L'altermondialisme à l'ombre du drapeau noir. L'anarchie en héritage» dans Éric Agrikoliansky, Olivier Fillieule et Nonna Mayer, *L'altermondialisme en France : la longue histoire d'une nouvelle cause* (France : Flammarion) 199-231.

¹⁵⁹ [Anonyme], «(fr) Appel pour un Black Bloc pour le Sommet des Amériques», communiqué, 29 octobre 2000, [En ligne], <<http://www.ainfos.ca/00/oct/ainfos00408.html>>, consulté le 29 août 2005.

Amériques. À long terme, la destruction totale de l'oppression engendrée par l'État, le Capital, le Patriarcat»¹⁶⁰. Ainsi, le Black Bloc est la tactique retenue pour perturber au maximum le Sommet des Amériques et on appelle à sa formation à plusieurs reprises¹⁶¹.

L'un des éléments récurrents dans le discours de ces acteurs est la nécessité d'une organisation affinitaire non hiérarchique pour des raisons de sécurité (par exemple pour contrecarrer les actions policières lors des manifestations, favoriser la réflexion sur de nouvelles tactiques visant à déjouer «les flics» ou limiter l'infiltration¹⁶²) et d'efficacité (spécialisation des GA selon des tâches qu'ils devront accomplir lors d'actions directes dans une manifestation¹⁶³). Ce discours est dirigé vers les militants qui risquent de venir au Sommet des Amériques via des moyens d'informations comme la distribution de tracs lors de manifestations (par exemple

¹⁶⁰ [Anonyme], «Black bloc 2/8 : Appel pour un Black Bloc au Sommet des Amériques, du 20 au 22 avril 2001.», communiqué, 23 mars 2001, [En ligne],

<<http://www.ainfos.ca/01/mar/ainfos00447.html>>, consulté le 29 août 2005.

¹⁶¹ Un appel est fait à cet égard en octobre 2000. De plus, un recueil de textes (huit au total) sur les motivations et la justification du recours au Black Bloc comme tactique de résistance est distribué un mois avant le Sommet des Amériques sur ainfos. [Anonyme], «Black bloc 1/8 : Introduction», communiqué, 23 mars 2001, [En ligne], <<http://www.ainfos.ca/01/mar/ainfos00446.html>>, consulté le 28 août 2005 ; [Anonyme], «Black bloc 2/8 : Appel pour un Black Bloc au Sommet des Amériques, du 20 au 22 avril 2001» ; [Anonyme], «Black bloc 3/8 : La destruction de la marchandise», communiqué, 23 mars 2001, [En ligne], <<http://www.ainfos.ca/01/mar/ainfos00448.html>>, consulté le 28 août 2005 ; [Anonyme], «Black bloc 4/8 : Le spectacle non-violent», communiqué, 23 mars 2001, [En ligne], <<http://www.ainfos.ca/01/mar/ainfos00449.html>>, consulté le 28 août 2005 ; [Anonyme], «Black bloc 5/8 : À bas les réformistes», communiqué, 23 mars 2001, [En ligne], <<http://www.ainfos.ca/01/mar/ainfos00450.html>>, consulté le 28 août 2005 ; [Anonyme], «Black bloc 6/8 : Pourquoi nous nous battons», communiqué, 23 mars 2001, [En ligne], <<http://www.ainfos.ca/01/mar/ainfos00451.html>>, consulté le 28 août 2005 ; [Anonyme], «Black bloc 7/8 : L'Après Seattle», communiqué, 23 mars 2001, [En ligne], <<http://www.ainfos.ca/01/mar/ainfos00452.html>>, consulté le 28 août 2005 et [Anonyme], «Black bloc 8/8 : La préparation individuelle», communiqué, 23 mars 2001, [En ligne], <<http://www.ainfos.ca/01/mar/ainfos00453.html>>, consulté le 28 août 2005.

¹⁶² [Anonyme], «(fr) Appel pour un Black Bloc pour le Sommet des Amériques».

¹⁶³ «Voici quelques types de groupes d'affinité [sic] : medical [sic], attaque au corps, attaque aux projectiles, interventions d'urgence [sic], ligne de boucliers, lignes de perches, surveillance policière [sic] et communication, etc.» Idem.

contre le G-20 à Montréal du 23 au 25 octobre 2000) et par le site web d'information anarchiste ainfos¹⁶⁴.

En plus de l'appel à la formation d'un Black Bloc, des groupes anarchistes proches de Fédération des communistes libertaires du Nord-Est (NEFAC) appellent à la formation d'un contingent libertaire au sein de la Marche des peuples du 21 avril (aux côtés de la CLAC et du CASA) afin d'éviter la division du mouvement d'opposition à la ZLÉA¹⁶⁵.

1.5 Les relations intergroupes à la période de temps -1

Suite à l'examen des motivations, objectifs et stratégies mises de l'avant par les acteurs étudiés dans le présent mémoire, il est intéressant de porter notre attention sur la relation des uns par rapport aux autres. Pour ce faire, nous procédons par agrégation des acteurs en groupes selon notre modèle centre-marge. Nous utilisons des flèches pour marquer ces relations et un système de trois couleurs pour les qualifier : blanche pour de la coopération, noire pour une tension et rouge pour un conflit. Par coopération, il faut entendre l'organisation d'événements communs, des félicitations d'un acteur par rapport à l'action d'un autre, etc. Pour ce qui est du terme tension, nous évoquons notamment la méfiance envers un autre acteur et le refus de participer à une action si tel acteur est présent. Finalement, une relation de conflit fait

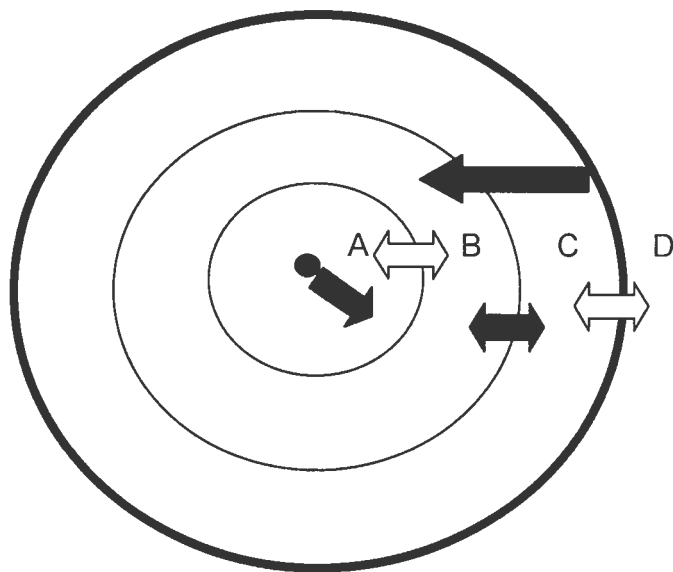
¹⁶⁴ [Anonyme], «(fr) Appel pour un Black Bloc pour le Sommet des Amériques», et [Anonyme], «Compte-rendu des manifestations du G20 à Montréal, avec ana[1/2]», communiqué, 29 octobre 2000, [En ligne], <<http://www.ainfos.ca/00/oct/ainfos00409.html>>, consulté le 29 août 2005.

¹⁶⁵ Groupe anarchiste Émile-Henry, «Sommet des Amériques : tract de la NEFAC», Communiqué, 19 avril 2001, [En ligne], <<http://www.ainfos.ca/01/apr/ainfos00341.html>>, 29 août 2005 et divers collectifs de la NEFAC. NEFAC, «Appel à une large participation anarchiste au Carnaval de résistance au capitalisme du 20 au 22 avril 2001 à Québec.», communiqué, 29 mars 2001, [En ligne], <<http://www.ainfos.ca/01/mar/ainfos00537.html>>, consulté le 29 août 2005.

référence à la dénonciation des agissements d'un autre acteur et de leurs actions, la confrontation au sein de l'action (ex. chercher à empêcher, même physiquement, ses membres d'agir).

Dans l'année qui précède le Sommet des Amériques, il est possible de schématiser selon notre modèle centre-marge les relations intergroupes du mouvement anti/altermondialiste de la façon suivante :

Schéma 1 : Modèle centre-marge à la période de temps -1



Pour les acteurs du groupe A, l'essentiel de leurs positions publiques concerne le centre, surtout le gouvernement canadien mais aussi le gouvernement du Québec. Comme nous l'avons vu précédemment, ils sont la cible de la pression que les acteurs du groupe A tentent d'exercer sur eux afin d'obtenir la reconnaissance de leur légitimité en tant qu'acteurs représentant les intérêts de la société civile. C'est ce qui explique la relation de tension entre le centre et les acteurs du groupe A.

Les acteurs du groupe A collaborent avec ceux du groupe B. En effet, plusieurs exemples peuvent témoigner de ce type de relation entre ces deux groupes, notamment entre la FFQ et le Comité femme de l'Opération SalAMI¹⁶⁶ ou l'organisation par la Table de convergence de la Marche des peuples s'inscrivant dans la continuité du Sommet des peuples, œuvre du RQIC. Ce type de relation entre les groupes A et B contraste avec celle entre le groupe B et la marge. Dans un premier temps, il faut mentionner la relation tendue entre la CLAC et SalAMI. En effet, cette situation, relevée par Janet Conway, origine d'une critique d'une partie des membres de SalAMI face à ses leaders (Philippe Duhamel est le plus souvent cité) et à la non-violence dogmatique du groupe, qui amèneront certains militants comme Jaggi Singh à quitter SalAMI et fonder un groupe anticapitaliste et antiautoritaire pour la diversité des tactiques: la CLAC¹⁶⁷. Or dans l'année qui précède le Sommet des Amériques, la CLAC sera exclue de la Table de convergence des actions pacifiques (où SalAMI participe activement au sein de la coalition) à cause de sa position de DDT et de refus de condamner la violence¹⁶⁸. Toutefois, il y a tout de même certains cas de coopération des groupes B et C comme la collaboration entre le CASA et OQP-2001 en ce qui a trait aux questions de logistique et de logement des militants de l'extérieur de la ville de Québec¹⁶⁹.

¹⁶⁶ Ces deux organisations font une mise en commun de ressources pour des formations sur les enjeux du Sommet des Amériques en rapport avec les femmes : «Vous pouvez avoir l'aide de personnes ressources pour des formations sur les enjeux du Sommet des Amériques en rapport avec les femmes en téléphonant à la FFQ ou en faisant appel au comité femmes de Salami.» FFQ, «Les femmes au Sommet des peuples».

¹⁶⁷ Janet Conway, «Civil Resistance and the "Diversity of Tactics" in the Anti-globalization Movement: Problems of Violence, Silence, and Solidarity in Activist Politics», 520, et Mathieu Grondin, «Black Bloc, SalAMI et unité de la gauche», communiqué, 29 novembre 2000. [En ligne]. <<http://www.cmaq.net/fr/node.php?id=4954>>, consulté le 27 octobre.

¹⁶⁸ Janet Conway, «Civil Resistance and the "Diversity of Tactics" in the Anti-globalization Movement: Problems of Violence, Silence, and Solidarity in Activist Politics», 520.

¹⁶⁹ CASA-CLAC, «Les anticapitalistes de retour à Québec».

Pour ce qui est des groupes C et D, il existe plusieurs exemples de coopération entre ceux-ci. La collaboration entre les groupes Émile-Henry et Le Maquis pour la formation du CASA, avec le soutien de la CLAC, en est un¹⁷⁰. Ils partagent également cette critique de ceux qui utilisent les stratégies qualifiées de réformistes et de lobbying face au centre. Cependant, l'appel de la NEFAC à la formation d'un contingent libertaire au sein de la Marche des peuples du 21 avril (au côté de la CLAC et du CASA)¹⁷¹ suggère une possible coopération avec les acteurs des groupes A et B. À notre avis, il s'agit davantage de faire sentir une présence anarchiste dans une grande manifestation que d'un appui à ces acteurs «réformistes» pour reprendre le discours des groupes C et D. C'est un exemple où le principe de solidarité passe avant toute chose.

Ce portrait des relations intergroupes à la période -1 fait déjà apparaître une zone de tensions dans le modèle centre-marge : les acteurs des groupes A et B d'un côté, C et D de l'autre. Voyons ce qu'il en sera à la période de temps 0.

2. Le discours des acteurs à la période de temps 0

Dans la présente section, nous ajoutons la question tactique à notre étude des motifs, objectifs et stratégies d'opposition à la ZLÉA par les divers acteurs durant la semaine qui précède le Sommet des Amériques, plus précisément du 12 au 19 avril

¹⁷⁰ [Anonyme], «Conférence anticapitaliste jeudi à Québec» et Nicolas Phébus, «Un nouveau groupe anticapitaliste voit le jour à Québec contre le Sommet des Amériques».

¹⁷¹ Groupe anarchiste Émile-Henry, «Sommet des Amériques : tract de la NEFAC» et NEFAC, «Appel à une large participation anarchiste au Carnaval de résistance au capitalisme du 20 au 22 avril 2001 à Québec».

2001. Comme ce fut le cas dans notre présentation de temps -1, nous présenterons les motivations, objectifs et stratégies des acteurs des groupes A, B, C et D durant cette période avant d'aborder l'aspect relationnel proprement dit.

2.1 Motifs, objectifs et stratégies d'opposition à la ZLÉA des acteurs du groupe A

À la veille de l'ouverture du Sommet des Amériques, les membres du RQIC poursuivent à la fois leur opération de «dé-légitimation» du processus de négociation de la ZLÉA des 34 chefs d'États et premiers ministres des Amériques, mais aussi celle de «légitimation» de leur campagne visant à bâtir un modèle alternatif à une intégration continentale de type néolibérale. Cette double tentative, dont l'objectif est de s'imposer au centre comme un acteur incontournable à la table de négociation, s'effectue en grande partie via les médias afin de convaincre le public qu'ils représentent la société civile, qu'ils ont à cœur les intérêts «du peuple» et qu'ils doivent avoir voix au chapitre afin d'éviter que l'accord sur la ZLÉA se fasse sur le dos des travailleurs, des femmes et de l'environnement¹⁷². À cet effet, le Sommet des peuples, qui se déroule du 16 au 20 avril 2001, se veut un lieu de contreponds et de contre-discours à celui des dirigeants qui se réuniront au sommet «officiel» du 20 au 22 avril 2001 :

«Les organisateurs des contre-sommets, comme celui qui se déroulera à Québec, ne sont pas contre l'ouverture des marchés; ils dénoncent la façon d'y parvenir et veulent que celle-ci soit plus humaine. Ils font le double pari qu'en informant les citoyens sur les enjeux de la mondialisation et qu'en élaborant des solutions de rechange sensées et massivement

¹⁷² En effet, les membres du RQIC, via le Sommet des peuples, se targuent d'être plus représentatifs que le Sommet des Amériques parce qu'ils accueillent, entre autre, des délégués de tous les pays d'Amérique (contrairement à l'autre Sommet où Cuba est exclu). Jacques Drapeau, «Ça commence demain: Le Sommet des peuples ouvre le bal des activités avec quelque 2300 participants», *Le Soleil*, 15 avril 2001, p. A3.

appuyées par des organismes représentatifs de la société, les gouvernements concernés ne pourront pas leur faire la sourde oreille éternellement.»¹⁷³

La façon dont est organisée le Sommet des peuples permet aux divers membres du RQIC d'agir selon les dossiers dans lesquels ils sont impliqués au quotidien. Par exemple, la FFQ participe au forum Femme et mondialisation¹⁷⁴, la CSQ au forum sur l'éducation¹⁷⁵, la FTQ, la CSQ et la CSN, au forum syndical¹⁷⁶. Plusieurs autres activités sont prévues durant ce Sommet alternatif, dont un tribunal des femmes le 18 avril¹⁷⁷ ou un «teach-in» public sur les enjeux de la ZLÉA le vendredi 20 avril¹⁷⁸. Cependant, le point culminant demeure la Marche des peuples. À cette occasion, la FTQ de même que la CSN mobilisent plusieurs ressources comme des autobus et un service d'ordre¹⁷⁹.

Le Sommet des peuples leur procure une tribune médiatique exceptionnelle qu'ils utilisent afin de maintenir la pression sur les gouvernements fédéral et provincial, et ce afin d'obtenir la reconnaissance de leur légitimité en tant qu'acteurs représentant la société civile. Cela prend la forme d'un appel à la présentation d'un débat public entre les délégués du Sommet des peuples et de celui des Amériques

¹⁷³ Séverine Defouni, «À l'ombre du sommet officiel: Un Sommet des peuples pour voir l'Amérique autrement», *Le Devoir*, 14 avril 2001, E20.

¹⁷⁴ Mélanie Saint-Hilaire, «Sommet des Amériques: Des femmes s'élèvent contre la mondialisation... du sexisme», *Le Soleil*, 17 avril 2001, A4 et FFQ, «Les femmes au Sommet des peuples».

¹⁷⁵ Séverine Defouni, «À l'ombre du sommet officiel: Un Sommet des peuples pour voir l'Amérique autrement».

¹⁷⁶ Conseil général de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, «La FTQ veut une charte sociale des Amériques». *Le Devoir*, 13 avril 2001, A7.

¹⁷⁷ Jacques Drapeau, «Ça commence demain: Le Sommet des peuples ouvre le bal des activités avec quelque 2300 participants».

¹⁷⁸ Idem.

¹⁷⁹ [Anonyme], «Des autobus bondés». *Le Devoir*, 20 avril 2001, A5, Presse Canadienne, «Il y a plus important que la guerre des drapeaux». *Le Soleil*, 13 avril 2001, p. A4, et C. T., «L'Est sera présent». *Le Soleil*, 15 avril 2001, p. A5.

(qu'ils n'obtiendront pas)¹⁸⁰ et d'une tentative d'amener le gouvernement du Québec à prendre position publiquement sur l'enjeu du libre-échange¹⁸¹. À plus long terme, il est question de la mise en place de moyens d'actions à l'échelle continentale allant de la grève continentale à la consultation populaire via un référendum, en passant par une cyber-grève¹⁸². Cette pression exercée sur le centre bicéphale amène Bernard Landry, premier ministre du Québec, et Louise Beaudoin, ministre du Ministère des Relations Internationales, à se positionner en faveur du Sommet des peuples et à reconnaître sa légitimité¹⁸³.

Les acteurs du groupe A tentent de convaincre la population de venir à la Marche des peuples malgré les mesures de sécurité, qu'ils dénoncent par ailleurs. S'ils prétendent que ce sera une façon pour le peuple d'exprimer leur indignation face au projet de ZLÉA, l'accent est surtout mis sur l'aspect sécuritaire qu'aura la manifestation¹⁸⁴. Pour ce faire, ils affirment que la manifestation passera loin du périmètre de sécurité et qu'un service d'ordre sera présent pour éviter tout débordement.

Finalement, la déclaration finale du Sommet, publiée la veille de l'ouverture du Sommet des Amériques, est une dénonciation sans équivoque de la ZLÉA.

¹⁸⁰ Monique Giguère, «Sommet des Amériques: Le torchon brûle entre les deux Sommets». *Le Soleil*, 18 avril 2001, A1.

¹⁸¹ Presse Canadienne, «Il y a plus important que la guerre des drapeaux».

¹⁸² Monique Giguère, «Les syndicats promettent la guerre aux Crésus de ce monde», *Le Soleil*, 20 avril 2001, A6, et Monique Giguère, «Déclaration finale du sommet des peuples: Un NON ferme à la ZLEA», *Le Soleil*, 20 avril 2001, A1.

¹⁸³ Jean-Marc Salvet, «Landry et le Sommet des peuples: "Un contrepoids fondamental"», *Le Soleil*, 17 avril 2001, A1.

¹⁸⁴ Fédération des Femmes du Québec, «Les femmes au Sommet des peuples». Presse Canadienne. «Il y a plus important que la guerre des drapeaux» et C. T., «L'Est sera présent».

Monique Richard, présidente de la CSQ, va même jusqu'à la qualifié de «raciste, sexiste et destructeur de l'environnement»¹⁸⁵, ce qui est en soit un discours très critique à l'égard du centre. De plus, il apparaît clairement pour les délégués que le Sommet des peuples aura réussi à mettre de l'avant des idées alternatives à l'intégration continentale telle que négociée à l'époque tout en rendant le Sommet de Amériques illégitime aux yeux de la population : «Dressant le bilan du Sommet, les organisateurs se sont dits convaincus d'avoir gagné la bataille des médias et de l'opinion publique. "Les gouvernements ont l'argent. Nous avons la légitimité. C'est un pas important. Très significatif", a dit Hector de la Cueva»¹⁸⁶. Il s'agit quasiment d'un dénigrement de ce qui sera négocié au Sommet des Amériques entre les 34 chefs d'États et les premiers ministres des Amériques.

2.2 Motifs, objectifs et stratégies d'opposition à la ZLÉA des acteurs du groupe B

Chez les acteurs du groupe B, la période de temps 0 est propice à la finalisation des actions qui seront entreprises en guise d'opposition à la ZLÉA. Si l'objectif général qui se dégage de celles-ci semble être l'opposition et le discrédit du processus d'intégration jumelé à l'apport de solutions de rechange à la mondialisation¹⁸⁷, des objectifs plus spécifiques à chacun d'eux sont avancés. Par exemple, chez ATTAQ-Québec, l'accent est mis sur la nécessité de désarmer les marchés et d'amener la mise en place d'une taxe Tobin¹⁸⁸. Chez OQP-2001, on

¹⁸⁵ Monique Giguère, «Déclaration finale du sommet des peuples: Un NON ferme à la ZLEA».

¹⁸⁶ Idem.

¹⁸⁷ Société Radio-Canada, «Autres groupes antimondialisations», et [Anonyme], «Une mouvance critique de la mondialisation», *Le Devoir*, 14 avril 2001, E20.

¹⁸⁸ [Anonyme], «Une mouvance critique de la mondialisation».

s'attarde à trouver un logement pour les milliers de manifestants attendus pour la fin de semaine.

Du point de vue stratégique, ces groupes s'affairent à réfléchir à des idées alternatives à la ZLÉA et à proposer des actions symboliques et de désobéissances civiles permettant aux militants et à la population d'exprimer leur désaccord face au Sommet des Amériques¹⁸⁹. Parmi ces actions, il faut mentionner la mise en place d'un périmètre de la solidarité¹⁹⁰, une multitude d'activités de rues, la distribution par OQP2001 de couvre-paquets de cigarettes inspirés par les avis de Santé Canada¹⁹¹ et le tissage d'une toile par le comité femme de SALAMI¹⁹². En ce qui concerne la Table de convergence, elle continue les préparatifs en vue de la grande manifestation pacifique du 21 avril 2001.

2.3 Motifs, objectifs et stratégies d'opposition à la ZLÉA des acteurs du groupe C

Pour les acteurs du groupe C (CLAC, CASA et GOMM), la période de temps 0 est marqué par les derniers préparatifs des actions à mener durant le Sommet. Toujours motivés à s'opposer de manière radicale au Sommet, ils trouvent des façons différentes de le faire. De son côté, le CASA poursuit sa sensibilisation de la population locale à l'impact de la ZLÉA sur leur vie et les enjoint à venir manifester

¹⁸⁹ Robert Fleury, «Sommet des Amériques Vendredi de manif... samedi de marches».

¹⁹⁰ La paternité de cette activité, entre OQP2001 ou la table de convergence, est contradictoire selon le quotidien consulté. Robert Fleury, «Sommet des Amériques Vendredi de manif... samedi de marches» et François Cardinal, «La rumeur montera dès lundi...».

¹⁹¹ Jean-Simon Gagné, «Abécédaire de l'antimondialisation», *Le Soleil*, 14 avril 2001, A19.

¹⁹² François Cardinal, «Québec reçoit: Bouclez-la!», *Le Devoir*, 20 avril 2001, A3.

leur indignation durant le Sommet des Amériques¹⁹³. Elle mène aussi des actions symboliques pour attirer l'attention des journalistes, notamment des conférences de presse où des membres apparaissent vêtue comme des rebelles zapatistes¹⁹⁴. En ce qui a trait à la CLAC et le CASA, elles annoncent le Carnaval contre le capitalisme qui débute le jeudi 19 avril par une marche au flambeau et qui continue durant toute la fin de semaine¹⁹⁵. Durant l'ensemble de ce Carnaval, la priorité est donnée à l'action directe et à la désobéissance civile, le tout dans une perspective festive et de diversité des tactiques (dont nous traitons plus en profondeur dans le prochain chapitre)¹⁹⁶. Le point culminant des manifestations est annoncé pour vendredi où près de 10 000 manifestants sont attendus à l'ouverture du Sommet. Cependant, il n'est pas dans les plans de la CLAC et du CASA d'attaquer le mur qui clôture le périmètre de sécurité : «Ne comptez pas sur eux [la CLAC et le CASA] donc pour forcer le mur de la honte. "Il y a d'autres moyens de signifier notre opposition que d'entrer à l'intérieur"»¹⁹⁷. Il est à noter que les journalistes relèvent le découpage des zones de manifestation selon trois couleurs (vert, jaune et rouge) en fonction du type d'action qui risquent d'être accomplies¹⁹⁸.

Pour ce qui est de le GOMM, plusieurs actions de désobéissances civiles sont prévues durant le Sommet (surtout le vendredi), comme bloquer les principaux accès

¹⁹³ Kathleen Lavoie, «Carnaval de la résistance : Une soirée Punk des plus calmes», *Le Soleil*, 20 avril 2001, E7.

¹⁹⁴ Jean-Simon Gagné, «Sommet des Amériques: Abécédaire de l'antimondialisation».

¹⁹⁵ Presse canadienne, «Carnaval nouveau genre», *Le Soleil*, 17 avril 2001, A4.

¹⁹⁶ Presse canadienne, «Surprises pour la police: Les manifestants se préparent », *Le Soleil*, 19 avril 2001, A3. Presse canadienne, «Carnaval nouveau genre» et François Cardinal, «La rumeur montera dès lundi...».

¹⁹⁷ Éric Moreault, «Une parade festive et pacifique: La première vraie manifestation populaire du Sommet se déroule dans l'allégresse», *Le Soleil*, 20 avril 2001, A3.

¹⁹⁸ François Cardinal, «Québec reçoit: Bouclez-la!».

routiers au Sommet des Amériques et l'occupation d'édifices. Même si nulle part il n'est spécifié que la manifestation de la CLAC et du CASA coïncidera avec celle de la GOMM, le vendredi 20 avril demeure la date phare pour les actions des acteurs du groupe C¹⁹⁹.

2.4 Motifs, objectifs et stratégies d'opposition à la ZLÉA des acteurs du groupe D

En ce qui concerne les acteurs du groupe D, c'est-à-dire les groupes affinitaires anarchistes, il est question dans les quotidiens étudiés que ceux-ci perturberont le Sommet des Amériques, que la tactique utilisée sera celle du Black Bloc et que la violence, la casse et le vandalisme caractériseront leurs actions²⁰⁰. Ainsi, cette image du manifestant casseur et violent qui devrait être présent à Québec durant la fin de semaine du Sommet est fortement associée aux anarchistes qui pratiqueront la tactique du Black Bloc. Il est à noter que lors de la marche au flambeau organisée par la CLAC/CASA, plusieurs anarchistes y ont été vus en train de distribuer des tracs aux passants²⁰¹.

2.5 Les relations intergroupes à la période de temps 0

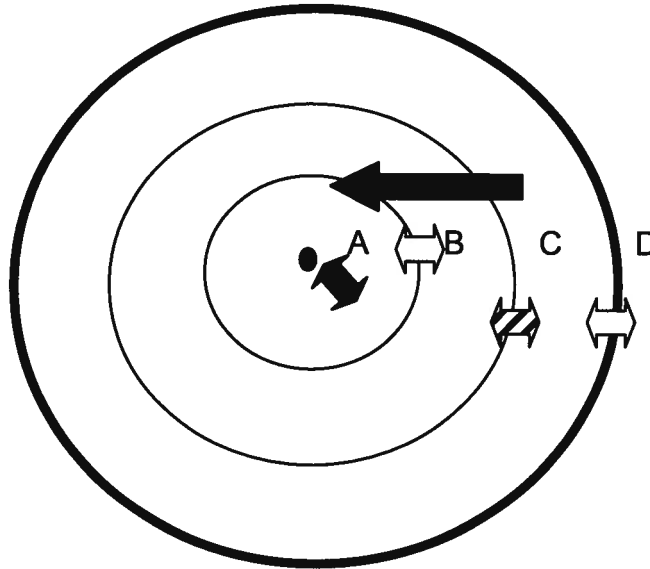
À la période de temps 0, il y a peu de changements dans les relations intergroupes. En fait, les zones de tensions et de coopération semblent les mêmes, comme le montre le schéma suivant :

¹⁹⁹ Suite au visionnement des émissions en direct diffusées lors du Sommet des Amériques sur RDI, la GOMM semble avoir menée sa propre manifestation, mais il s'agit d'une information que nous n'avons pu vérifier par la revue de presse ou les communiqués de presse.

²⁰⁰ François Cardinal, «La rumeur montera dès lundi...».

²⁰¹ Éric Moreault, «Une parade festive et pacifique: La première vraie manifestation populaire du Sommet se déroule dans l'allégresse».

Schéma 2 : Modèle centre-marge à la période de temps 0



Il faut souligner que le temps 0 est largement dominé par l'attention médiatique qu'ont su obtenir les acteurs du groupe A. En effet, les membres du RQIC bénéficient d'un événement majeur, le Sommet des peuples, afin de diffuser largement leur message à la population. Ceux-ci ont des contacts avec la Table de convergence au sujet de la Marche des peuples (illustré par la flèche de coopération entre A et B dans le schéma ci-haut), à laquelle ils participeront tout en fournissant un service d'ordre pour assurer la sécurité. Aussi l'attention des acteurs du groupe A est orienté vers le centre. Ils s'en éloignent de plus en plus, surtout après avoir qualifié le projet de «projet néolibéral, raciste, sexiste et destructeur de l'environnement»²⁰², une position décriée dans certains éditoriaux comme étant radicale²⁰³. Par ailleurs, le centre, via la

²⁰² J. Jacques Samson, «Un refus global dépassé», *Le Soleil*, 21 avril 2001, A22.

²⁰³ Id. et Jean-Robert Sansfaçon, «Raciste, sexiste et destructeur de l'environnement», *Le Devoir*, 21 avril 2001, A12.

voix du ministre du Commerce international Pierre Pettigrew, trouve déplorable cette attitude de «l'autre Sommet». Il en parle en des termes très durs, la jugeant «radicalement contre le libre-échange», rédigée selon des vocables «brutaux» qui marginalisent ses rédacteurs et qui leur font perdre de la crédibilité²⁰⁴. Il les oppose à ceux qui choisissent la voie du dialogue²⁰⁵. À notre avis, ce fossé inter-sommet qui semble caractériser les relations entre le centre et les acteurs du groupe marque l'aboutissement d'un éloignement déjà entamé au temps -1 (illustré dans le schéma du temps 0 avec la flèche rouge).

En ce qui concerne les relations entre les groupes B et C, elles sont relativement ambiguës allant de la coopération aux tensions entre certains acteurs (d'où notre utilisation des couleurs blanches et noires dans le schéma). Par exemple, il existe des tensions latentes mentionnées dans notre analyse du temps -1 entre la CLAC et Opération SALAMI de même que la Table de Convergence (d'où elle a été exclue). Par contre, OQP-2001 et le CASA continuent de collaborer à plusieurs occasions pour les questions de logement. Ils font même une apparition commune lors d'une soirée de «Carnaval de la résistance» en invitant les gens à manifester les 20 et 21 avril²⁰⁶. À cela s'ajoute une conférence de presse où le groupe C et OQP-2001 dénoncent les acteurs présents au Sommet des peuples :

«Réunis pour l'occasion, l'International Socialists (IS), la CLAC, le CASA, le Groupe opposé à la mondialisation des marchés (GOMM) et l'Opération Québec Printemps 2001 (OQP 2001) ont dit non, "clairement et simplement non", à la ZLEA. Se dissociant du Sommet des peuples, ils estiment que d'éventuelles clauses

²⁰⁴ Presse Canadiennes, «Pettigrew dénonce la déclaration du Sommet des peuples», *Le Devoir*, 21 avril 2001, A14.

²⁰⁵ Idem.

²⁰⁶ Kathleen Lavoie, «Carnaval de la résistance : Une soirée Punk des plus calmes».

démocratiques, sociales et environnementales n'amélioreraient en rien ce projet d'une zone de libre-échange continentale²⁰⁷».

Cependant, cela ne les empêchera pas de participer à la marche des peuples le samedi du 21 avril, à leurs côtés²⁰⁸. Donc, c'est à partir de ces exemples que nous arrivons à cette flèche noire et blanche symbolisant cette situation tension/coopération entre les groupes B et C.

Finalement, il faut spécifier qu'il y a toujours une bonne relation entre les acteurs à la marge et ceux du groupe C. En effet, comme nous l'avons mentionné à la section 2.4, des anarchistes participent à la marche au flambeau organisée par la CLAC et le CASA le jeudi 19 avril 2001 où ils distribuent des tracts. Il y a donc encore entre ces deux groupes une relation de coopération.

Pour résumer la période de temps 0, il s'agit d'un moment fort pour les acteurs réunis au Sommet des peuples qui leur permet de susciter une attention médiatique qu'ils utilisent afin de délégitimer le centre et de s'auto-légitimer auprès de la population comme les seuls représentant de la société civile pouvant défendre leurs intérêts. Cependant, à la veille de l'ouverture du Sommet des Amériques, il y a plusieurs incertitudes qui subsistent, notamment quant à l'ampleur des manifestations et au type d'actions qui y seront commises. Est-ce qu'elles seront strictement non-violentes comme le laissent entendre certains acteurs? Y aura-t-il ou non de la casse

²⁰⁷ Il est difficile de déterminer si cette dénonciation du Sommet des peuples est faite par tous les acteurs mentionnés ou seulement ceux ayant peu d'influence. François Cardinal, «Québec reçoit: Bouclez-la!».

²⁰⁸ François Cardinal, «La rumeur montera dès lundi...».

comme le prétendent ceux chargés d'assurer la sécurité du Sommet des Amériques?

Y aura-t-il la présence d'un Black Bloc tant redouté par les troupes policières?

3. Le discours des acteurs à la période de temps 1

La période de temps 1 marque le début du Sommet des Amériques. Plusieurs manifestations sont prévues pour toute la durée du Sommet. Entre autre, il y a la Marche des peuples qui se déroulera le samedi 21 avril 2001 et une manifestation organisée par la CLAC et le CASA dans le cadre du Carnaval contre le capitalisme le vendredi 20 avril 2001. Celle-ci va déboucher sur la chute du mur séparant les manifestants du lieu de réunion des 34 chefs d'État et premiers ministres des Amériques. Maintenant, voyons de plus près divers objectifs et stratégies des acteurs de même que leurs relations durant cette période.

3.1. Motifs, objectifs et stratégies d'opposition à la ZLÉA des acteurs du groupe A

Les manifestations du vendredi après-midi (20 avril 2001) vont déstabiliser ces acteurs et concrétiser des craintes exprimées par certains représentants comme la présidente de la FFQ²⁰⁹. En effet, lors de la chute d'une partie du mur, il y a un début d'affrontement entre des manifestants et des forces policières²¹⁰. Les acteurs présents au Sommet des peuples chercheront à se dissocier de ces événements. Ils tentent de rassurer la population sur le fait que la Marche des peuples aura lieu et que ce sera

²⁰⁹ Françoise David, «Les femmes au Sommet des peuples».

²¹⁰ Selon Le Soleil, ce sont entre 2000 et 5000 personnes qui ont participé à la manifestation, tandis qu'au Devoir, on parle plutôt de 2000. Isabelle Mathieu, «28 arrestations et 11 blessés: Une première manifestation qui a donné du fil à retordre aux forces de l'ordre», *Le Soleil*, 21 avril 2001, A3 ; et François Cardinal et Éric Desrosiers, «Chronique d'une casse annoncée», *Le Devoir*, 21 avril 2001, A3.

une marche pacifique, loin du périmètre, où la sécurité sera assurée par un service d'ordre²¹¹. Cependant, il ressort de notre analyse de presse qu'il y a certaines craintes chez les acteurs du groupe A que cette marche soit marquée par des incidents violents qui viendraient jeter de l'ombre sur ce qu'ils ont accompli depuis un an, surtout après la tenue du Sommet des peuples. Les événements violents du vendredi après-midi ont déjà éclipsé le «teach-in» public qu'ils avaient organisé pour cette journée²¹².

Le samedi 21 avril, cette Marche des peuples est annoncée comme étant un franc succès, malgré certaines altercations. En effet, plus de soixante mille personnes vont participer à cette manifestation où près de mille cinq cents membres du service d'ordre assureront la sécurité²¹³. Ceux-ci vont, à quelques reprises, user d'intimidation (engueulades, menaces) afin de dissuader tout individu ou groupe de faire dévier la marche vers le périmètre ou faire des actions pouvant nuire à son image²¹⁴. Au final, la marche est passée par la Basse ville, loin du périmètre de sécurité et des troubles qui y sont associés (gaz lacrymogènes, canons à eau...). Les organisateurs de la marche ont tenu leur pari, celui d'avoir attiré un nombre imposant de personnes malgré les mesures de sécurité mises en place pour protéger le Sommet des Amériques. De plus, ils ont réussi à offrir une bonne «image médiatique» du mouvement d'opposition à la ZLÉA, en contraste avec les affrontements qui

²¹¹ [Anonyme], «Une marche des peuples pacifique», *Le Devoir*, 21 avril 2001, A4 et Monique Giguère, «Le programme respecté: La grande marche des peuples aura bel et bien lieu aujourd'hui», *Le Soleil*, 21 avril 2001, A19.

²¹² En effet, l'activité prévue pour la journée du vendredi était un teach-in public dont les journaux n'ont guère parlé le samedi 21 avril, l'essentiel de la couverture s'étant faite autour de l'ouverture du Sommet des Amériques, des manifestations et de la chute du mur. Jacques Drapeau, «Ça commence demain: Le Sommet des peuples ouvre le bal des activités avec quelque 2300 participants».

²¹³ Jacques Drapeau, «La marche des peuples: Les colosses veillaient au grain: La FTQ assurait le service d'ordre qui encadrait la foule», *Le Soleil*, 22 avril 2001, A5.

²¹⁴ Idem.

continuent de perturber le Sommet officiel. C'est forts de cet appui populaire qu'ils prévoient continuer à bâtir des alternatives à une intégration continentale axée principalement sur le libre-échange.

Finalement, à la fin du Sommet des Amériques, la FTQ rappelle qu'on aimerait, du côté syndical, cesser d'être confiné aux sommets parallèles afin d'intervenir en tant que représentants de la société civile au processus de négociation²¹⁵. Bref, forts d'un «plein de légitimité» qu'ils croient être allés chercher durant la fin de semaine avec la Marche des peuples, les acteurs ayant beaucoup d'influence veulent pouvoir dialoguer avec le centre au sein du même Sommet, et non plus de sommet à sommet.

3.2 Motifs, objectifs et stratégies d'opposition à la ZLÉA des acteurs du groupe B

Exception faite de la FFQ, il est peu question dans les médias des acteurs du groupe B. En effet, ce sont surtout les acteurs en marge et ceux proches du centre qui occupent l'espace médiatique au temps 1. Il faut tout de même souligner que la Marche des peuples organisée par la Table de convergence a attiré des milliers de participants²¹⁶. Des organisations comme OQP2001 et Opération SalAMI avaient prévu y participer. Cependant, la presse écrite parle davantage des acteurs du groupe A et du service d'ordre.

²¹⁵ Éric Desrosiers, «Processus de négociation de la ZLEA: Les syndicats réclament une place à part entière», *Le Devoir*, 23 avril 2001, A3.

²¹⁶ CSQ, «La marche des peuples : un vif succès. Près de 60 000 personnes manifestent contre la ZLÉA», Communiqué de presse, 21 avril 2001. [En ligne].
<<http://www.csq.qc.net/section23/nouvelles/nouvelle710.html>>. Consulté le 28 août 2005.

3.3 Motifs, objectifs et stratégies d'opposition à la ZLÉA des acteurs du groupe C

Chez les acteurs du groupe C, la journée du vendredi 20 avril 2001 est celle tant attendue de l'ouverture du Sommet des Amériques et des manifestations qu'ils ont organisées. Comme nous l'avons mentionné dans notre analyse du temps 0, le CASA et la CLAC ont déjà procédé à l'ouverture de leur carnaval contre le capitalisme par une marche au flambeau. La suite de ce carnaval est une manifestation qui part de l'Université Laval et qui doit se rendre aux abords du périmètre. Plus de 2000 manifestants y participent²¹⁷. Selon notre analyse de presse, la manifestation se serait divisée en deux : l'une, plus pacifique, allant vers une zone qualifiée de verte et festive, tandis que l'autre va se diriger vers le périmètre de sécurité. Parmi celle-ci, un contingent d'une centaine d'anarchistes regroupés en Black Bloc va mener des actions directes contre le mur avec d'autres groupes et individus²¹⁸. Cela va se solder par la chute du mur et par des affrontements entre la police et les manifestants.

Suite à ces événements, le nom de la CLAC et du CASA seront associés aux termes «casses» et «violence», et ce même s'ils prennent soin de dire que ce ne sont pas eux qui ont lancé des objets ou fait chuter le mur. Même si l'on parle moins de le GOMM, des images présentées en directe à RDI montrent le groupe brassant une autre section de la clôture du périmètre de sécurité, sans toutefois la faire tomber²¹⁹.

²¹⁷ De 2000 à 5000 selon *Le Soleil*, près de 2000 selon *Le Devoir*. Isabelle Mathieu. «28 arrestations et 11 blessés: Une première manifestation qui a donné du fil à retordre aux forces de l'ordre», et François Cardinal et Éric Desrosiers. «Chronique d'une casse annoncée».

²¹⁸ *Idem*.

²¹⁹ Réseau de l'information (Société Radio-Canada). «Émission spéciale en direct du Sommet des Amériques», 20 avril 2001.

Par ailleurs, le centre et les acteurs du groupe A condamnent sans réserve les actions de violence, sans distinction à savoir si les acteurs ayant organisé les manifestations du vendredi 20 avril en sont responsables²²⁰. En conférence de presse après cette manifestation du vendredi après-midi, le CASA et la CLAC refusent de condamner ceux qui ont mené des actions violentes et dénoncent plutôt la répression de l'État policier de même que l'arrestation spectaculaire d'un des membres connus de la CLAC : Jaggi Singh²²¹.

Durant le reste de la fin de semaine, il sera peu question de ce groupe d'acteurs dans les journaux. Il n'est pas possible de savoir s'ils participent comme prévu à la Marche des peuples²²². Cependant, la CLAC et le CASA manifesteront le dimanche 22 avril en solidarité avec les personnes arrêtées, qu'elles qualifient de «prisonniers politiques»²²³. Il s'agit d'une autre occasion pour signifier leur indignation face à la réponse policière aux manifestations de la fin de semaine.

3.4 Motifs, objectifs et stratégies d'opposition à la ZLÉA des acteurs du groupe D

Pour les acteurs en marge, le temps 1 constitue le moment fort de leur mobilisation contre le Sommet des Amériques en 2001. En effet, leurs actions durant la fin de semaine du 20 au 22 avril les mettent à l'avant-scène du mouvement

²²⁰ Raymond Giroux, «Chrétien condamne la petite bande d'extrémistes», *Le Soleil*, 21 avril 2001, A21 ; et Monique Giguère, «Le programme respecté: La grande marche des peuples aura bel et bien lieu aujourd'hui».

²²¹ Selon l'article consulté, Jaggi Singh aurait été arrêté par «des policiers déguisés en manifestants». Il y est également mentionné que monsieur Singh a été arrêté dans des conditions similaires quelques années auparavant au Sommet de l'APEC à Vancouver. Presse Canadienne, «Les manifestants s'en prennent à "l'État-policier"», *Le Devoir*, 21 avril 2001, A14.

²²² Idem.

²²³ Éric Moreault, «"Ce n'est qu'un début..." Les manifestants de toutes allégeances préviennent que le Sommet de Québec ne marque que le commencement des hostilités», *Le Soleil*, 23 avril 2001, A3.

anti/altermondialiste et de l'attention médiatique. Tout d'abord, pendant la manifestation du 20 avril organisée par la CLAC et le CASA, une centaine d'anarchistes organisés en Black Bloc marchent jusqu'au périmètre de sécurité et abattent en peu de temps une partie du mur devant assurer la protection des délégués du Sommet²²⁴. En plus, ils affrontent les policiers, font des graffitis (surtout contre les véhicules des médias) et mènent des attaques contre des symboles capitalistes (une station d'essence Shell)²²⁵. Cependant, contrairement à ce qui était anticipé, il y a peu de casse, le mur et la police étant les principales cibles de leurs attaques. En somme, le Black Bloc réussit à retarder la cérémonie d'ouverture du vendredi soir et à bouleverser l'horaire du Sommet tout en faisant parler d'eux sur plusieurs chaînes de télévision dont CNN²²⁶. Ils ont donc accompli un de leurs objectifs qui était de perturber violemment le Sommet des Amériques durant sa première journée.

Les acteurs du groupe D font également parler d'eux lors de la Marche des peuples. Avec leur tentative de la faire dévier vers le périmètre de sécurité²²⁷, des groupes d'affinités anarchistes sont rapidement écartés par les responsables de la sécurité de la marche comme tous ceux qui ressemblent de près ou de loin à un «Black Bloc»²²⁸. Il est important de rappeler qu'il y avait eu un appel pour la

²²⁴ Isabelle Mathieu, «28 arrestations et 11 blessés: Une première manifestation qui a donné du fil à retordre aux forces de l'ordre»; François Cardinal et Éric Desrosiers, «Chronique d'une casse annoncée» et Éric Moreault, «Vendredi noir: Le "mur de la honte" a plié les genoux sans même résister», *Le Soleil*, 21 avril 2001, A1.

²²⁵ François Cardinal et Éric Desrosiers, «Chronique d'une casse annoncée».

²²⁶ Raymond Giroux, «L'ouverture du Sommet est retardée», *Le Soleil*, 21 avril 2001, A21; et Valérie Dufour, «Les larmes de la démocratie: De violentes manifestations marquent l'ouverture du Sommet», *Le Devoir*, 21 avril 2001, A1.

²²⁷ Monique Giguère, «Le Woodstock des peuples des Amériques», *Le Soleil*, 22 avril 2001, A4.

²²⁸ Jacques Drapeau, «La marche des peuples: Les colosses veillaient au grain: La FTQ assurait le service d'ordre qui encadrait la foule».

formation d'un contingent libertaire lors de cette Marche des peuples afin de ne pas désunir le mouvement²²⁹. À notre avis, il est difficile de savoir quelles étaient les réelles intentions des anarchistes, à savoir s'ils voulaient vraiment dévier la marche ou plutôt s'y joindre. Cependant, il est indéniable que ce fut un véritable choc entre le contingent libertaire et le service d'ordre au début de la Marche des peuples qui s'est soldé à l'avantage du cortège syndical²³⁰.

Divers groupes d'affinités anarchistes vont réussir d'autres coups d'éclats comme percer le mur du périmètre de sécurité le samedi 21 avril, et ce en pleine zone verte, à proximité de la rue St-Jean²³¹. Selon les journalistes, la formation d'un Black Bloc permet d'accomplir des actions efficaces et de «frapper comme l'éclair» sans être pris par les forces policières²³².

Finalement, il est important de souligner le fait que ces Black Blocs, par leurs actions, ont réussi à occuper un grand espace médiatique. Dans *Le Devoir* ainsi que *Le Soleil*, on leur consacre des articles entiers²³³ et ils font parler d'eux par les grandes chaînes de télévision, notamment CNN²³⁴. Tout en ayant jeté à terre le

²²⁹ Groupe anarchiste Émile-Henry, «Sommet des Amériques : tract de la NEFAC».

²³⁰ Jacques Drapeau, «La marche des peuples: Les colosses veillaient au grain: La FTQ assurait le service d'ordre qui encadrait la foule» et Monique Giguère, «Le Woodstock des peuples des Amériques».

²³¹ Jean-Simon Gagné, Éric Moreault, Annie Morin, Jean-Marc Salvét et Claude Vaillancourt, «Aux larmes, citoyens!», *Le Soleil*, 22 avril 2001, A3.

²³² Éric Moreault, «Le black Bloc: Commando de la résistance: Le regroupement circonstanciel frappe comme l'éclair», *Le Soleil*, 22 avril 2001, A8.

²³³ Éric Moreault, «Le black Bloc: Commando de la résistance: Le regroupement circonstanciel frappe comme l'éclair» et Valérie Dufour, «Les policiers tenus en haleine tout le week-end Les militants repartent satisfaits», *Le Devoir*, 23 avril 2001, A3.

²³⁴ À ce sujet, Michel Vastel du journal *Le Soleil* constate que : «Les "extrémistes qui ne représentent pas la majorité" étaient tout de même bien contents. C'est de leur coup d'éclat que parlait CNN hier soir. Pas des discours du premier ministre ni de ses collègues du Chili, du Brésil, du Salvador ou de la

symbole qu'ils décriaient tant, ils ont eu une couverture médiatique surpassant de loin leur nombre au sein des manifestants avec comme ombre au tableau d'être dépeints comme des «violents» et des «casseurs».

3.5 Les relations intergroupes à la période de temps 1

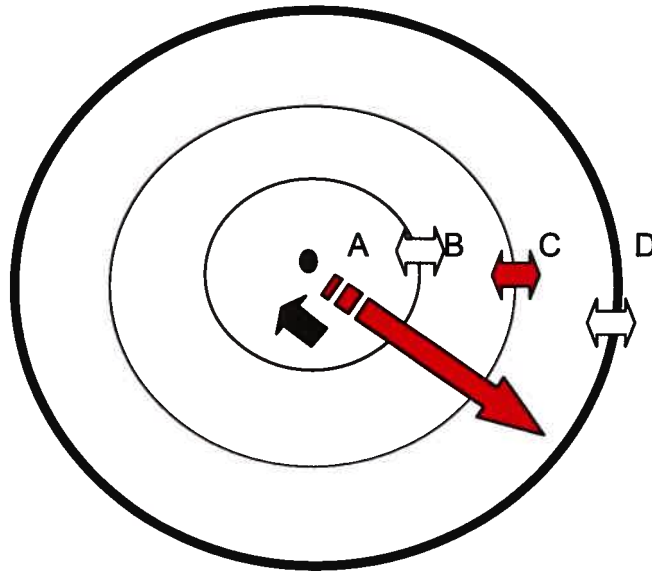
Le temps 1 contient beaucoup d'éléments concernant les relations intergroupes. En effet, il s'agit d'une période très dynamique où plusieurs acteurs en dénoncent d'autres et entrent même en confrontation à certains moments. Pour cette raison, nous la séparons en deux sections, celle du 20 avril 2001 et celle du 21-22 avril 2001.

3.5.1 20 avril 2001

Comme nous l'avons montré précédemment, il s'agit d'une journée très importante pour les groupes C et D. Elle marque le début du Sommet des Amériques et des manifestations qui l'accompagnent. Voici une représentation schématique des relations intergroupes à cette période :

Barbade. Les chefs d'État et de gouvernement parlaient pourtant de démocratie, mais le vent, pour une fois, soufflait du bon côté pour les anarchistes! ». Michel Vastel. «Pleins gaz sur le Sommet!», *Le Soleil*, 21 avril 2001, A1.

Schéma 3 : Modèle centre-marge à la période de temps 1 (20 avril 2001)



Suite à la manifestation du vendredi après-midi, les acteurs du groupe A dénoncent les moyens utilisés par les acteurs du groupe D. Ils les qualifient de «petits groupes bien organisés», d'«excités» qui viennent à Québec «pour faire le trouble»²³⁵. Les anarchistes participant aux Black Blocs sont les acteurs désignés par ces qualificatifs. En plus de cela, les membres du RQIC dénoncent la réponse étatique aux actes de violence perpétrée durant la manifestation. Il s'agit à la fois d'une dissociation vis-à-vis le centre mais surtout de la marge, d'où la flèche rouge partant du groupe A vers la marge et d'une flèche noire vers le centre.

Tel que mentionné précédemment, les acteurs du groupe A cherchent à rassurer et convaincre la population de venir manifester leur opposition à la ZLÉA en participant le lendemain à la Marche des peuples, manifestation organisée par la

²³⁵ Monique Giguère, «Le Woodstock des peuples des Amériques».

Table de convergence avec qui ils communiquent pour les questions de logistiques et le service d'ordre. Donc, la relation de coopération entre les groupes A et B, entamée dans les périodes précédentes, se poursuit. Il en est tout autrement pour les relations entre les groupes B et C.

Comme le montre le documentaire *Vue du Sommet* de Magnus Isacson, les fortes tensions entre Opération SalAMI et la CLAC sont plus que jamais présentes entre ces deux groupes le vendredi 20 avril 2001²³⁶. En effet, il y a une altercation entre militants de la CLAC (principalement Jaggi Singh) et des membres d'Opération SalAMI, dont Philippe Duhamel. Ces derniers leurs reprochent d'être responsables de la tournure violente que prend la manifestation. À notre avis, cela illustre bien le fossé qui continue de se creuser entre ces deux groupes d'acteurs, d'où un passage du noir au rouge de la flèche marquant leur relation entre les périodes 0 et 1.

Chez les acteurs du groupe C, principalement la CLAC et le CASA, on continue à avoir de bonnes relations avec les acteurs à la marge, surtout les groupes affinitaires anarchistes. Dans un premier temps, ces derniers participent à la manifestation organisée le 20 avril 2001 et respectent le concept de zones séparées en fonction du type d'actions menées au sein de chacune. Les attaques qu'ils dirigent contre le mur se font en zone rouge comme convenu et non en zone verte. De leur côté, lors de leur point de presse suivant cette manifestation, la CLAC et le CASA ne les dénoncent pas : « On ne se dissocie pas de ceux qui ont fait tomber le mur. On n'a pas organisé ça, mais ça ne nous étonne pas. C'est le symbole anti-démocratique par

²³⁶ Magnus Isacson, *Vue du Sommet*.

excellence, a soutenu Ian Renaud-Lauzé. Et on préfère qu'ils s'en prennent au symbole plutôt qu'à la population ou qu'ils commettent des crimes"»²³⁷. Or ce refus de se dissocier des «casseurs» fait en sorte qu'ils leur sont dorénavant associés.

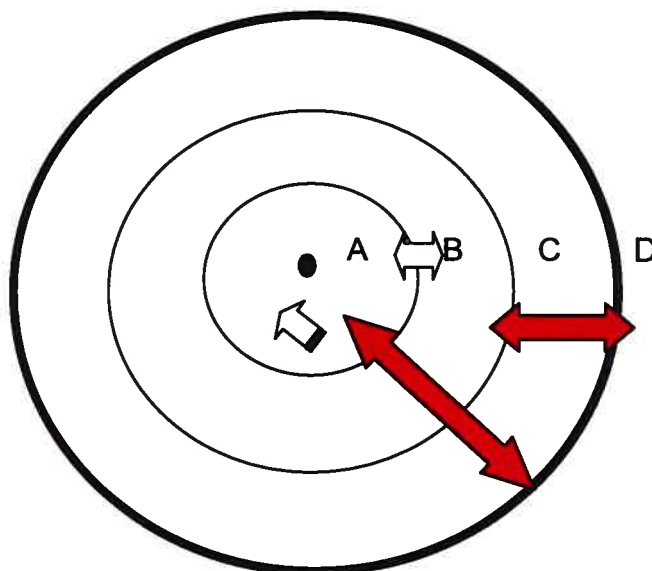
En résumé, plusieurs conflits et dénonciations ponctuent cette première journée du Sommet. Les tensions déjà présentes aux périodes précédentes, soit entre les groupes B et C de même qu'entre les acteurs proches du centre et ceux à la marge, deviennent des conflits intergroupes selon les mêmes zones de fractures. Cependant, on peut remarquer que les relations entre les acteurs du Sommet des peuples et le centre sont toujours tendues, mais leur attention est maintenant tournée vers les groupes à la marge. Ainsi, la table est mise pour l'autre journée importante du Sommet des Amériques, le samedi 21 avril.

3.5.2 21-22 avril 2001

La journée du samedi 21 avril 2001 constitue elle aussi un moment important au niveau des relations intergroupes, qu'on peut schématiser de la façon suivante :

²³⁷ Presse canadienne, «La CLAC et le CASA dénoncent "l'État policier" du Québec: Les deux groupes de manifestants déplorent l'arrestation de six partisans», *Le Soleil*, 21 avril 2001, A9.

Schéma 4 : Modèle centre-marge à la période de temps 1 (21 avril 2001)



Tout d'abord, c'est ce samedi qu'a lieu la Marche des peuples à l'initiative des groupes A et B. Elle marque un début de retour vers le centre pour les acteurs du groupe A. En effet, certains propos d'un journaliste du Soleil suggèrent qu'il y a eu plusieurs communications entre les responsables du service d'ordre et les forces policières liées à la défense du périmètre en haute-ville : «Peu avant que s'amorce la marche, Denis Courteau [conseiller syndical à la FTQ] a reçu un appel téléphonique lui demandant de "faire ce qu'il fallait pour contrer tout débordement parce qu'on était trop occupés en haut". On devine qui était au bout du fil²³⁸». Cela donne l'apparence que le service d'ordre sert de relais aux policiers afin d'éviter tout débordement, qu'il sert les intérêts du centre. Par ailleurs, le Premier ministre du Canada, Jean Chrétien, va même jusqu'à : «[féliciter] les policiers de leur travail et [noter] que la marche populaire s'était déroulée de manière pacifique en partie grâce à la FTQ, qu'il a elle

²³⁸ Idem.

aussi remerciée»²³⁹. Dans notre modèle centre-marge du 21 avril 2001, la flèche blanche illustre cette situation de coopération entre le centre et le groupe A.

D'autre part, c'est entre le service d'ordre de la marche et des anarchistes (groupe D) qu'ont lieu plusieurs altercations. Des groupes d'affinités anarchistes tentent de la faire dévier vers le périmètre de sécurité, incarnation de ce qu'ils dénoncent²⁴⁰. C'est un véritable choc entre le contingent libertaire et le service d'ordre au début de la marche des peuples qui se solde à l'avantage du cortège syndical²⁴¹. Par la suite, le service d'ordre va se livrer à une véritable «chasse aux anarchistes» où tous ceux qui semblent avoir le profil (port de la cagoule, attitude nonchalante) sont invités, sous la menace, à sortir de la marche et aller à la fin de cette dernière²⁴². Ainsi, cette flèche rouge bidirectionnelle entre les groupes A et D illustre les nombreuses altercations entre ces groupes antagonistes.

Ce n'est pas seulement avec les grandes centrales syndicales que des groupes d'affinités anarchistes ont des démêlés, mais aussi avec d'autres manifestants désapprouvant leurs actions violentes (assauts contre des symboles capitalistes comme des succursales de multinationales, attaques contre le mur). Certains d'entre

²³⁹ Raymond Giroux, «Clause "démocratie": Tout pays qui en dérogera sera exclu du processus du Sommet des Amériques», *Le Soleil*, 22 avril 2001, B1.

²⁴⁰ Il est important de rappeler qu'il y avait eu un appel pour la formation d'un contingent libertaire lors de cette marche des peuples afin de ne pas désunir le mouvement. L'éloignement de la Marche des peuples du périmètre de sécurité visait à éviter que la manifestation ne soit mêlée aux troubles y étant associés. Monique Giguère, «Le Woodstock des peuples des Amériques» et Groupe anarchiste Émile-Henry, «Sommet des Amériques : tract de la NEFAC».

²⁴¹ Jacques Drapeau, «La marche des peuples: Les colosses veillaient au grain: La FTQ assurait le service d'ordre qui encadrait la foule» et Monique Giguère, «Le Woodstock des peuples des Amériques».

²⁴² Jacques Drapeau, «La marche des peuples: Les colosses veillaient au grain: La FTQ assurait le service d'ordre qui encadrait la foule».

eux se bagarrent pour empêcher des groupes d'affinités anarchistes de commettre des actions directes²⁴³. Dans la même veine, les membres d'Opération SalAMI et OQP-2001 protègent les petits commerces contre les «casseurs» en s'interposant physiquement²⁴⁴. Cela nous a amenés à mettre dans le modèle centre-marge du 21 avril une flèche rouge entre le groupe B et D. Cependant, les activistes des Black Blocs bénéficient de l'appui d'une part non négligeable des manifestants dans les rues de Québec durant le Sommet des Amériques, ceux-ci acclamant leurs attaques contre le périmètre²⁴⁵.

Pour résumer cette journée, elle est marquée de plusieurs conflits intergroupes, entre les acteurs des groupes A et D, mais aussi entre les groupes B et D. C'est également l'occasion pour les acteurs du groupe A d'amorcer un retour vers le centre. Il est intéressant de constater que les alliances intergroupes (A et B, C et D) demeurent stables tandis que ce sont surtout entre les groupes situés aux antipodes (A et D) qu'ont lieu les conflits les plus durs, allant même jusqu'aux contacts physiques entre le service d'ordre syndical et les groupes d'affinités anarchistes. Quant à la ligne de fracture entre les groupes B et C, mentionnée aux périodes précédentes, il semble maintenant qu'elle s'étend à tout ce qui sépare le groupe B de la marge. Cependant, elle est surtout présente dans la mesure où les groupes A et B se rapprochent du centre tandis que le groupe C se déplace plutôt vers la marge. Voyons

²⁴³ Jean-Simon Gagné, Éric Moreault, Annie Morin, Jean-Marc Salvet et Claude Vaillancourt, «Aux larmes, citoyens!» ; et Éric Moreault, «Le black Bloc: Commando de la résistance: Le regroupement circonstanciel frappe comme l'éclair».

²⁴⁴ Robert Fleury, «Jamais d'autre périmètre pour L'Allier. Le maire est quand même satisfait d'avoir accueilli les chefs d'État en toute sécurité», *Le Soleil*, 24 avril 2001, A4.

²⁴⁵ Éric Moreault, «Le black Bloc: Commando de la résistance: Le regroupement circonstanciel frappe comme l'éclair».

maintenant comment les acteurs interagissent entre eux dans les jours qui suivent le Sommet des Amériques.

4. Le discours des acteurs à la période de temps 2

La période de temps 2 couvre les jours qui suivent le Sommet des Amériques, c'est-à-dire du 23 au 27 avril 2001 (du 24 au 28 dans notre analyse de presse). Pour les divers acteurs du mouvement anti/altermondialistes, l'heure est au bilan. Toutefois, certains événements continuent d'influencer les relations intergroupes, notamment les procédures judiciaires entourant la remise en liberté du militant de la CLAC Jaggi Singh, la question de la brutalité policière et la présence de Black Blocs pendant le Sommet.

4.1 Motifs, objectifs et stratégies d'opposition à la ZLÉA des acteurs du groupe A

Chez les acteurs du groupe A, la fin du Sommet des Amériques ne signifie pas la fin de leur mobilisation face au projet de la ZLÉA. Ainsi, la CSQ veut continuer à travailler au sein du RCIQ, sa présidente Monique Richard restant sceptique face à la déclaration du Sommet des Amériques et à la suite du projet d'intégration continentale²⁴⁶. Chez ces acteurs, on veut également quitter les contre-sommets pour faire partie du processus de négociation : « "On veut que l'ensemble du mouvement syndical à travers les Amériques soit doté d'une plate-forme de consultation permanente et structurée de telle sorte que nous soyons capables de présenter des propositions", dira ainsi Henri Massé, président de la Fédération des travailleurs du

²⁴⁶ Claire Harvey, «L'après-Québec "Créer des liens et intensifier la mobilisation": Monique Richard, de la CSQ, demeure sceptique quant aux engagements des chefs d'État», *Le Devoir*, 28 avril 2001, E7.

Québec»²⁴⁷. Ils veulent donc capitaliser sur la réussite du Sommet des peuples et sur la grande manifestation du 21 avril 2001 pour préparer la suite des négociations sur la ZLÉA et réussir ultimement à faire valoir leur point de vue auprès des décideurs lors des futurs sommets.

Pour ces acteurs, un autre aspect important des actions post-sommet est la dénonciation des autorités policières québécoises et canadiennes dans la répression des manifestants durant le Sommet des Amériques. Ils condamnent l'usage abusif des balles de plastique et les conditions de détention des personnes arrêtées²⁴⁸. Le Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN (CCMM-CSN) et d'autres acteurs (dont nous reparlerons à la section 4.5) réclament une amnistie pour toutes les personnes arrêtées de même qu'une enquête publique sur les agissements de la police²⁴⁹, ce que refuse le ministre de la Sécurité publique²⁵⁰.

4.2 Motifs, objectifs et stratégies d'opposition à la ZLÉA des acteurs du groupe B

Suite au Sommet des Amériques, des acteurs du groupe B comme Opération SALAMI et OQP-2001, dans le cadre de la Table de convergence, joignent leurs voix à celles des autres acteurs qui demandent une enquête publique sur les agissements des

²⁴⁷ Normand Thériault, «Syndicalisme : Le pouvoir arrête le pouvoir», *Le Devoir*, 28 avril 2001, E1.

²⁴⁸ CSQ, «Sécurité et Sommet des Amériques: La CSQ adresse une demande aux autorités politiques et policières», communiqué, 4 mai 2001. [En ligne].

<<http://www.csq.qc.net/section23/nouvelles/nouvelle729.html>>, consulté le 28 août 2005.

²⁴⁹ Le CCMM-CSN sera suivi par le Conseil central de Chaudière-Appalaches (CCQCA-CSN). CCQCA-CSN, «Le CCQCA dénonce la répression policière», communiqué, 02 mai 2001. [En ligne]. <<http://www.csn.qc.ca/Communiqués/CommMai01.html#anchor6329731>>, consulté le 28 août 2005 et CCMM-CSN, «Sommet des Amériques: Le Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN exige une enquête publique et indépendante sur les abus de la police», communiqué, 26 avril 2001. [En ligne]. <<http://www.csn.qc.ca/Communiqués/CommAvril01.html#anchor554943>>, consulté le 28 août 2005.

²⁵⁰ Éric Moreault, «Ménard refuse qu'il y ait enquête publique», *Le Soleil*, 28 avril 2001, A3.

troupes policières durant le Sommet des Amériques²⁵¹. Ils protestent contre les conditions de détention infligées aux personnes qui furent arrêtées.

4.3 Motifs, objectifs et stratégies d'opposition à la ZLÉA des acteurs du groupe C

Pour les trois acteurs du groupe C, la période post-sommet est une fois de plus l'occasion de dénoncer les agissements du centre et de la répression policière et politique durant le Sommet des Amériques²⁵². Cependant, contrairement aux acteurs des groupes A et B, certains de leurs membres ont été arrêtés²⁵³. D'ailleurs, plusieurs membres du CASA assistent à la comparution devant le tribunal de ces militants, dont Jaggi Singh de la CLAC²⁵⁴. Ils prévoient organiser des manifestations de solidarité les 1^{er} et 22 mai 2001²⁵⁵.

4.4 Motifs, objectifs et stratégies d'opposition à la ZLÉA des acteurs du groupe D

À la période de temps 2, peu d'informations des sources que nous avons consultées traitent des groupes d'affinités anarchistes et encore moins émanent de ces derniers. Néanmoins, il est possible de constater comment les acteurs du groupe D ont attiré l'attention du public et des médias. Les anarchistes ou Black Blocs (selon leur terminologie) sont définitivement associés à la casse et à la violence de la fin de semaine, comme le démontre cet extrait : «Le maire de Québec n'hésite pas à imputer

²⁵¹ François Cardinal, «Demandes d'enquête sur la répression policière», *Le Devoir*, 24 avril 2001, A1.

²⁵² Presse canadienne, «La CSN veut une enquête sur les agissements des policiers au Sommet», *Le Soleil*, 27 avril 2001, A3.

²⁵³ Presse canadienne, «La CLAC et le CASA dénoncent "l'État policier" du Québec: Les deux groupes de manifestants déplorent l'arrestation de six partisans».

²⁵⁴ Isabelle Mathieu, «Jaggi Singh restera derrière les barreaux», *Le Soleil*, 27 avril 2001, A1 et CASA. «Rassemblement de solidarité avec les prisonniers politiques du Sommet des Amériques».

Communiqué, 24 avril 2001. [En ligne], <<http://www.ainfos.ca/01/apr/ainfos00455.html>>, 26 octobre 2005.

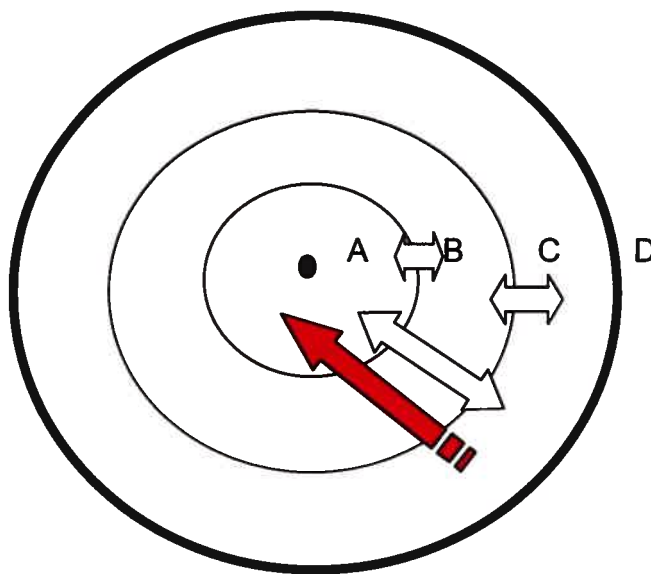
²⁵⁵ Éric Moreault, «Ménard refuse qu'il y ait enquête publique».

la responsabilité de la casse et des gestes de protestation, voire de provocation, les plus violents à un petit groupe d'agitateurs, le Black Bloc»²⁵⁶. Cependant, on soulève également qu'ils ont évité les arrestations grâce à leur tactique de Black Bloc²⁵⁷.

4.5 Les relations intergroupes à la période de temps 2

À la période de temps 2, il est intéressant de constater comment les relations intergroupes diffèrent des périodes de temps précédentes, comme nous pouvons l'observer dans le schéma suivant :

Schéma 5 : Modèle centre-marge à la période de temps 2



À l'occasion de conférences de presse, les acteurs des groupes A, B et C dénoncent conjointement les agissements des troupes policières associées au centre durant le Sommet des Amériques. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il n'y a plus de conflit entre ces groupes d'acteurs, mais plutôt qu'un «ennemi commun» est nommé par

²⁵⁶ R.F., «Le secret Black Bloc», *Le Soleil*, 24 avril 2001, A5.

²⁵⁷ Nicolas Bélanger, «Le Sommet vu de la prison d'Orsainville: Lettre d'un prisonnier», *Le Devoir*, 27 avril 2001, A9.

ceux-ci. Cependant, il n'y a pas de nouvelle mobilisation de l'ensemble du mouvement anti/altermondialiste pour obtenir une enquête publique. Seuls certains acteurs du groupe C vont en ce sens. En fait, à la période de temps 2, on peut parler d'une coopération intergroupes jumelée à une démobilisation relative du mouvement anti/altermondialiste au Québec.

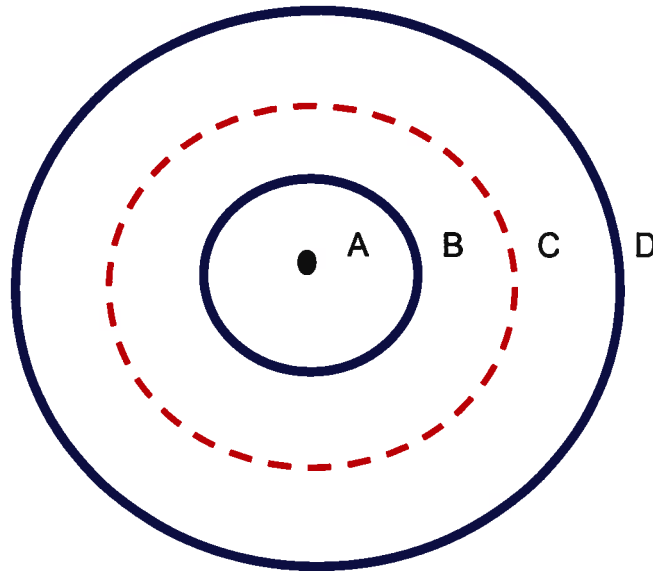
5. Retour sur le modèle centre-marge

Si nous comparons le modèle centre-marge entre chaque période, il est possible de constater quelques tendances. Tout d'abord, il y a l'éloignement progressif du groupe A par rapport au centre du temps -1 au temps 0 marquant cette tension entre les deux sommets, dont le point culminant est la déclaration finale du Sommet des peuples qualifiant la ZLÉA de projet raciste et sexiste. Or, à partir du temps 1 (20 avril), un retour des acteurs du groupe A vers le centre s'amorce avec la dénonciation de la marge (à laquelle les avait associée le centre en les qualifiant de «radicaux») avec la dénonciation des groupes qui ont fait tomber une partie du mur. Ce rapprochement entre ces deux protagonistes va se poursuivre jusqu'à la Marche des peuples où le service d'ordre a quasiment un rôle d'agent du centre chargé d'éviter que la marche ne tourne à l'émeute et ne vienne encombrer les policiers déjà débordés aux abords du périmètre.

D'autres aspects intéressants à constater sont les liens de coopération qui ont perduré durant l'ensemble des périodes. Tel est le cas entre les groupes A et B de

même qu'entre les groupes C et D²⁵⁸. Quant aux zones de fractures, la plus apparente est celle entre les groupes A/B et C/D. Nous illustrons cela dans le schéma suivant :

Schéma 6 : Modèle centre-marge selon les zones de fractures et de coopération



Pour conclure, nous avons montré dans ce chapitre quels étaient les objectifs et stratégies mises de l'avant par divers acteurs du mouvement opposé à la ZLÉA lors du Sommet des Amériques en 2001. Nous avons regroupé ces acteurs selon leur positionnement au sein de notre modèle centre-marge et, de ce fait, nous avons pu présenter les relations de coopération, de tension et de conflit entre eux. Le prochain chapitre abordera le facteur explicatif de ces types différents de relations en examinant le débat violence/non-violence au sein du mouvement anti/altermondialiste du Québec en opposition à la ZLÉA.

²⁵⁸ Si l'on fait exception de la période de temps 2 qui est caractérisée par la désignation d'un ennemi commun et d'une tactique de dénonciation faisant consensus : la conférence de presse.

Chapitre 4 : Violence et non-violence au Sommet des Amériques

Dans le chapitre précédent, nous avons analysé les raisons et les formes d'oppositions de divers acteurs du mouvement anti/altermondialiste au Québec lors du Sommet des Amériques en avril 2001. En utilisant le modèle centre-marge élaboré dans le premier chapitre, nous avons montré les relations intergroupes suivant une typologie de coopération, de tension et de conflit. Nous avons constaté une zone de fracture entre les groupes B et C, de même que les principales relations de coopération entre les groupes A/B et C/D. Le présent chapitre aborde les positions des acteurs sur la violence et la non-violence comme facteur explicatif de ces relations de coopération et de conflit entre les divers groupes.

1. Positionnement sur le débat violence/non-violence selon les groupes A, B, C et D

1.1 *La question de la violence/non-violence et les acteurs du groupe A*

En ce qui a trait aux questions tactiques concernant le débat violence/non-violence, les acteurs du groupe A ne semblent pas s'y attarder avant la période de temps 1. En effet, c'est un élément qui ne se retrouve pas dans leurs discours, sauf en ce qui concerne le communiqué de la FFQ, membre du RQIC. D'un côté, on semble être conscient que la violence est devenue un élément caractéristique des «sommets» et des «rencontres internationales» ayant un lien avec la mondialisation :

«Ne nous cachons pas la tête dans le sable, à chaque fois qu'un Sommet de ce genre a lieu quelque part, des gestes de violence sont posés par de petits groupes de manifestants et par des membres des corps policiers. Cette fois-ci ne fera sans doute pas exception²⁵⁹».

D'un autre côté, plusieurs précautions semblent prévues lors de la Marche des peuples afin de rendre cette manifestation sécuritaire :

«Le RQIC a prévu organiser toutes ses activités suffisamment loin du fameux périmètre de sécurité pour éviter des problèmes de ce genre. La manifestation, par exemple, passe très loin du fameux mur qui va ceinturer la Haute ville de Québec. Nous aurons notre propre service de sécurité et assurerons nous-mêmes l'ordre dans nos rangs²⁶⁰».

Le but de cette position est d'amener la population à venir manifester sans risque et éviter qu'elle soit confrontée aux mesures de sécurité.

Entre violence et non-violence, le RICQ se dit pacifique avant tout et choisit une position d'évitement de la violence, à la fois des services de police mais également des «petits groupes» qui y ont recours. En rassurant ses membres et la population, il veut les amener à prendre part aux activités du Sommet des peuples. Donc, pour le RQIC, le choix des actions (organisation du Sommet des peuples, campagne «Libérez les textes», marche du 21 avril 2001) ne s'inscrit pas dans une logique d'affrontement à l'égard du centre, ni d'une tentative d'en arriver à un accord par l'établissement d'un rapport de force avec celui-ci, mais plutôt d'apparaître comme étant un acteur incontournable dans une négociation où sa présence est nécessaire afin de légitimer le processus de création d'une zone de libre-échange à la grandeur des Amériques.

²⁵⁹ Fédération des Femmes du Québec. «Les femmes au Sommet des peuples».

²⁶⁰ Idem.

Cependant, la question de la violence va les heurter de plein fouet avec la chute du mur le vendredi 20 avril. En point de presse, certaines représentantes du RQIC comme Françoise David (présidente de la FFQ), Claudette Carbonneau (vice-présidente de la CSN) et Monique Richard (présidente de la CSQ), vont réitérer le credo pacifiste qui caractérise les acteurs présents au Sommet des peuples. Par ailleurs, la présidente de la FFQ va dénoncer à la fois la violence du centre et celle de la marge en s'exprimant comme suit : «"La réaction du Réseau québécois sur l'intégration continentale (RQIC), je la résumerais en une phrase, a dit Françoise David. C'est indignation, oui ! Mille fois oui ! Violence, non ! C'est clair !"»²⁶¹. Il va de soi que les acteurs du groupe A et B cherchent à la fois à se dissocier de ceux qui commettent des actions violentes, mais aussi à rassurer la population sur le caractère pacifique et sécuritaire de la marche prévue pour le lendemain. Par ailleurs, on utilise chez ces acteurs certaines formules pour minimiser l'importance des groupes «violents» parmi les manifestants. On parle de «petits groupes bien organisés», de ceux qui viennent à Québec «pour faire le trouble» et des «excités»²⁶². Ainsi, tout en dénonçant la violence des manifestants et des troupes policières, les acteurs du groupe A maintiennent leur crédo pacifiste.

Un autre événement va les confronter aux questions de violence/non-violence : la Marche des peuples. Pour eux, la position d'évitement de la violence, dont nous avons parlé avant, devient de plus en plus difficile à maintenir. Tout en ayant dénoncé la violence à la fois du centre et de la marge, ces acteurs garantissent à

²⁶¹ Monique Giguère, «Le programme respecté: La grande marche des peuples aura bel et bien lieu aujourd'hui».

²⁶² Monique Giguère, «Le Woodstock des peuples des Amériques».

la population qu'ils n'ont rien à craindre, un service d'ordre assurant la sécurité de la marche. C'est ce service d'ordre qui n'hésitera pas à agir de façon musclée lors d'une face à face opposant une centaine d'anarchistes aux leaders syndicaux qui ouvraient la marche²⁶³. Ainsi, on veut empêcher les anarchistes (maintenant associés au Black Bloc) de venir entacher cette manifestation : «Denis Courteau vient d'apprendre que des "Black Blocs" cherchent à se faufiler dans la marche des peuples des Amériques. "Ok, je vous envoie du boeuf ! lance-t-il au téléphone. On va vite s'arranger pour les corder"»²⁶⁴. C'est de cette façon que les acteurs du groupe A maintiennent l'ordre au sein de la marche et préservent l'image festive et pacifique de cette grande manifestation. Cela inclut l'intimidation, la menace et même la possibilité d'user de la violence physique²⁶⁵. Il ressort de cet événement que les acteurs du groupe A sont opposés à ce que des tactiques avec lesquelles ils ne sont pas d'accord puissent perturber un événement auquel ils s'associent et qu'ils sont prêts à utiliser une multitude de méthodes pour y arriver. En résumé, nous pouvons affirmer qu'ils ont une position de non-diversité des tactiques et de non-violence sur le losange de positionnement tactique (Annexe 2).

1.2 La question de la violence/non-violence et les acteurs du groupe B

Chez les acteurs du groupe B, il y a une nette préférence pour la non-violence. À la FFQ, on dénonce toute forme de violence (à la fois des forces policières et des manifestants). Ceci s'apparente à une position favorable à la non-violence, quoiqu'on

²⁶³ Idem.

²⁶⁴ Jacques Drapeau, «La marche des peuples: Les colosses veillaient au grain: La FTQ assurait le service d'ordre qui encadrait la foule».

²⁶⁵ Certains membres du service d'ordre utilisent la menace verbale afin de faire fuir les manifestants indésirables. D'autres auraient voulu amener des bâtons de baseball avec eux mais on leur a indiqué que c'était inutile. Idem.

n'en parle pas textuellement²⁶⁶. Chez Opération SalAMI, l'action directe non-violente est l'une des caractéristiques de l'organisation. Finalement, à la Table de convergence de l'opposition pacifique au Sommet des Amériques, le rejet de la violence est un principe fondamental, au point d'exclure un groupe comme la CLAC, favorable à la diversité des tactiques. Ainsi, les acteurs du groupe B sont en faveur de la non-violence comme tactique d'opposition au Sommet des Amériques et adoptent une attitude de non-respect de la diversité des tactiques avec l'exclusion de la CLAC.

Durant le Sommet des Amériques, ils continuent dans cette voie. La Marche des peuples organisée par la Table de convergence se révèle une manifestation où l'on cherche par tous les moyens à éviter les actes de violence qui viendraient entacher son image. En ce qui concerne Opération SalAMI, ses membres empêchent des manifestants d'attaquer des magasins de la ville de Québec²⁶⁷. De plus, l'altercation verbale entre eux et des membres de la CLAC le 20 avril en après-midi à propos des attaques perpétrées contre les camions de certains grands médias témoignent de l'opposition de l'Opération SalAMI à toutes formes de violence dans une manifestation.

Donc, on peut affirmer que les acteurs du groupe B, au même titre que ceux du groupe A, ont une position interne de non-violence et sont opposés à la diversité des tactiques. À la différence de la stratégie d'évitement de la violence des acteurs du groupe A, ils font de la non-violence un élément important de leur discours car

²⁶⁶ Fédération des Femmes du Québec, «Les femmes au Sommet des peuples».

²⁶⁷ Robert Fleury, «Jamais d'autre périmètre pour L'Allier. Le maire est quand même satisfait d'avoir accueilli les chefs d'État en toute sécurité».

certain, comme SalAMI, sont prêts à aller jusqu'aux actions directes de désobéissance civile.

1.3. La question de la violence/non-violence et les acteurs du groupe C

Pour le CASA et la CLAC, la question de la violence en opposition à la non-violence n'est qu'un faux débat. Ils préfèrent le concept de diversité des tactiques (DDT) qui est l'un de leurs principes fondateurs. La DDT est à ce point importante pour ces deux groupes qu'elle sert d'idée de base pour le Carnaval contre le capitalisme lors de la division de l'espace de contestation selon des zones mutuellement solidaires : verte (zone festive et pacifique), jaune (zone d'obstruction) et rouge (zone de perturbation), en fonction des tactiques utilisées. Ces deux groupes ont donc une position de tolérance face à la violence : ils n'appellent pas à la violence mais ne la condamnent pas non plus : «S'ils [CASA/CLAC] ne craignent pas la désobéissance civile, pas question d'ostraciser pour autant ceux qui prônent l'action directe et... cassante. Mais, s'empresse-t-on d'ajouter, "on n'a pas lancé un appel à la violence"»²⁶⁸. Il est à noter que des journalistes du *Soleil* et du *Devoir* suivent la marche au flambeau organisée par la CLAC et le CASA et soulignent son caractère pacifique et joyeux²⁶⁹.

Un autre exemple de la DDT est la manifestation coïncidant avec l'ouverture du Sommet des Amériques que la CLAC et le CASA ont organisé le 20 avril 2001.

²⁶⁸ Éric Moreault, «Une parade festive et pacifique: La première vraie manifestation populaire du Sommet se déroule dans l'allégresse».

²⁶⁹ François Cardinal, «Québec reçoit: Bouclez-la!» et Éric Moreault, «Une parade festive et pacifique: La première vraie manifestation populaire du Sommet se déroule dans l'allégresse».

En effet, c'est lors de cette manifestation que des anarchistes organisés en Black Bloc s'en prennent au mur du périmètre de sécurité (en zone rouge selon la terminologie avancée précédemment). À la suite de la chute de ce mur, ils ne les dénoncent pas publiquement, au contraire²⁷⁰. Ils dénoncent plutôt la violence du centre, celle provenant des forces policières. Il est intéressant de noter que cette position suggère tout de même d'une manière implicite l'acceptation des groupes de la marge et, par le fait même, de leurs tactiques. Donc, les acteurs ayant peu d'influence se retrouvent dans une position où ils sont les seuls à accepter les acteurs à la marge du mouvement anti/altermondialiste aux dépens de leur image publique, la violence amenant une perception hostile au mouvement²⁷¹.

Finalement, en ce qui a trait au GOMM, nous n'avons pas l'information nécessaire pour déterminer leur position sur la DDT. Néanmoins, si l'on considère celles de la CLAC et du CASA, il est possible de le situer parmi les non-violents tout en étant favorable à la diversité des tactiques (voir annexe 2) puisqu'il ne mène pas d'attaque contre le périmètre, ni ne condamne ceux qui s'y adonnent

1.4 La question de la violence/non-violence et les acteurs du groupe D

En ce qui a trait au débat violence/non-violence chez les acteurs du groupe D, il est intéressant de noter que certaines actions condamnées par certains groupes

²⁷⁰ Presse canadienne, «La CLAC et le CASA dénoncent "l'État policier" du Québec: Les deux groupes de manifestants déplorent l'arrestation de six partisans».

²⁷¹ Comme le rappellent Lynn Owen et L. Kendall Palmer, l'usage de tactiques violentes a un double effet sur les médias : elles augmentent la couverture médiatique d'un événement mais diminuent la sympathie envers les manifestants. Lynn Owens et L. Kendall Palmer, «Making the News : Anarchist Counter-Public Relations on the World Wide Web», *Critical Studies in Media Communication*, 20 (4) : décembre 2003, 335-361.

relativement proches du centre, leur semblent plutôt acceptables. Par exemple, on parle de destruction de propriété (privée) comme une action tout à fait légitime dans une logique d'émancipation face au système capitaliste :

«Nous anarchistes (pas touTEs casseurs et casseuses quand même!), révoltéEs, ou tout simplement citoyenNEs responsables, casserons tout sur notre passage. Et lorsque le matin nous balayerons les éclats de verre et les marchandises que nous aurons transformer [sic] en projectiles, les rendant par la même au moins une fois utile, se seront aussi les ruines de l'oppression qui seront ainsi balayées.»²⁷²

Dans le même ordre d'idées, le recours à la violence est justifié dans des situations d'autodéfense en expliquant qu'il est pleinement légitime de se défendre lorsqu'il y a confrontation avec la police. Des expressions comme : «on ne se laissera plus matraquer, nous aimons mieux se défendre [sic] avec des roches»²⁷³, ou «manifeste devient aussi un combat pour la survie lorsqu'on affronte, de façon [sic] sans relâches [sic], une machine répressive [sic] aussi dangereuse»²⁷⁴, laissent clairement entendre que pour certains anarchistes, le recours à la violence s'inscrit dans un refus de la résistance passive face à la répression²⁷⁵. Cependant, les militants non-violents, les acteurs du groupe A et le centre n'hésitent pas à les qualifier de violents et les noms des anarchistes et du Black Bloc sont associés à la casse et aux gestes violents²⁷⁶.

²⁷² [Anonyme]. «Black bloc 3/8 : La destruction de la marchandise».

²⁷³ [Anonyme]. «Compte-rendu des manifestations du G20 à Montréal [sic], avec ana[2/2]», communiqué, 29 octobre 2000, [En ligne], <<http://www.ainfos.ca/00/oct/ainfos00409.html>>, consulté le 29 août 2005.

²⁷⁴ Idem.

²⁷⁵ [Anonyme], «Black bloc 4/8 : Le spectacle non-violent» ; et [Anonyme], «Démonstration justifiée, ou pourquoi s'organiser sérieusement avant les manifestations», Communiqué extrait du journal anarchiste "Le trouble", 28 mars 2001, [En ligne], <<http://www.ainfos.ca/01/mar/ainfos00514.html>>, consulté le 29 août 2005.

²⁷⁶ R.F., «Le secret Black Bloc», Jean-Simon Gagné, «Les vrais casseurs», *Le Soleil*, 26 avril 2001, A5 et René Forgues, «Dénoncer la violence des manifestants», *Le Soleil*, 28 avril 2001, A19.

En ce qui a trait à l'attitude des acteurs du groupe D face aux positions des autres acteurs quant au débat violence/non-violence, ils dénoncent les activistes non-violents. Toutefois, il est à noter que certains groupes anarchistes acceptent l'idée de défiler dans une manifestation pacifique comme la Marche des peuples :

«Si ces quelques idées vous rejoignent, nous vous invitons à marcher avec nous samedi sous les bannières noires et rouges et noires. Lors de la journée du 21 avril, l'idée pour nous n'est pas de diviser le mouvement ni de le provoquer, mais bien que toutes les tendances libertaires se déploient et se rendent le plus visible possible. Non pas visibles pour le concentré de médias bourgeois indigeste qui détournera toujours à son avantage ce qui attaque [sic] les fondements du système capitaliste. mais directement visibles pour les gens, avec nous, dans la rue. Par contre, notre discours ne saurait souffrir aucun compromis et il n'est pas question que les forces réformistes puissent récupérer notre mobilisation d'aucune façon. Nous espérons donc un large et bruyant contingent anarchiste à l'image de la diversité de notre mouvement.»²⁷⁷

Outre la Marche des peuples, nous avons montré dans le chapitre précédent que des anarchistes participent à la marche (pacifique) au flambeau du 19 avril 2001. Cela suggère donc une tolérance vis-à-vis les actions organisées par d'autres acteurs et à la diversité des tactiques. De plus, les acteurs du groupe D respectent le concept des zones par couleur de la CLAC et du CASA, comme le démontre la concentration des actions «cassantes» en zone rouge plutôt qu'en zone verte (rue St Jean-Baptiste). Par contre, leur tentative de détourner la Marche des peuples vers le périmètre de sécurité s'avère un geste allant à l'encontre de la DDT, celui-ci ne respectant pas le désir des organisateurs de la tenir éloignée du périmètre et des troubles qui l'accompagnent.

De cela, nous sommes d'avis que l'on peut déduire que la DDT serait mieux respectée entre des acteurs qui collaborent, par exemple les groupes C et D dans le

²⁷⁷ Groupe anarchiste Émile-Henry, «Sommet des Amériques : tract de la NEFAC».

cas des manifestations du 19 avril (marche au flambeau) et du 20 avril (chute du mur en zone rouge), plutôt qu'entre acteurs en situation de conflit, tels que les groupes A et D (les premiers ayant dénoncé les attaques du mur par le Black Bloc).

En résumé, les acteurs du groupe D ont une attitude de respect de la DDT face à leurs alliés et de non-DDT quant à leurs «ennemis». Quant à leur position sur la violence, ils n'en font pas l'apologie mais n'écartent pas la possibilité d'utiliser si nécessaire. De plus, ils ont une conception restreinte de la violence, la destruction de biens de propriété privée n'en faisant pas partie.

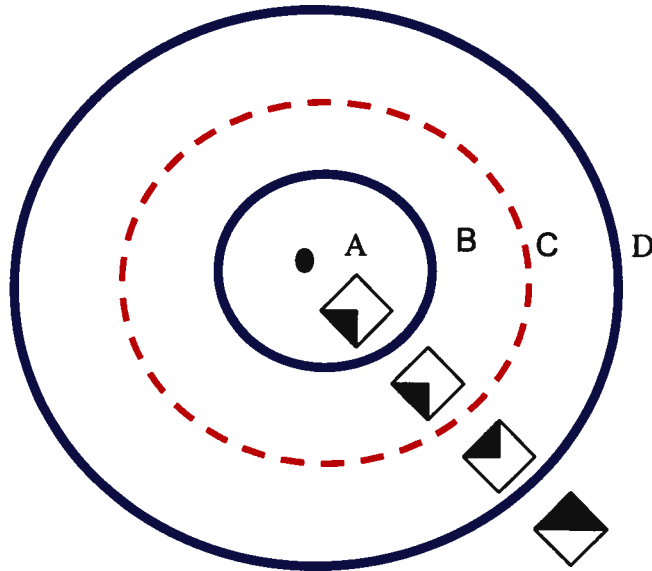
2. Retour sur le losange de positionnement tactique

Si l'on reprend le positionnement tactique de chacun des groupes tel que présenté dans la section précédente, nous arrivons au résultat suivant :

- ◆ • Groupe A : Non-violent, contre la diversité des tactiques ou non-DDT
- ◆ • Groupe B : Non-violent, contre la diversité des tactiques ou non-DDT
- ◆ • Groupe C : Non-violent, pour la diversité des tactiques ou DDT
- ◆ • Groupe D : Non-violent et violent (selon les périodes), pour la diversité des tactiques ou DDT

Dans le chapitre précédent, nous avons montré que la principale zone de fracture, indépendamment des périodes, se situait entre les groupes B et C, mais aussi que la coopération intergroupes se faisait entre A-B et C-D (voir le schéma 6 page 106). En croisant ce schéma avec le losange de positionnement tactique de chacun des groupes, nous obtenons le schéma suivant :

Schéma 7 : Modèle centre-marge et losange de positionnement tactique



À l'examen de ce schéma, nous constatons qu'il ne s'agit pas d'une division du mouvement anti/altermondialiste sur la question de la violence ou la non-violence, mais bien de la tolérance ou non des tactiques des autres acteurs.

À notre avis, deux manifestations durant le Sommet des Amériques incarnent cette dualité entre le respect et le non-respect de la diversité des tactiques : la manifestation de la CLAC/CASA du vendredi 20 avril et la Marche des peuples. Comme nous l'avons montré dans le chapitre 3, la manifestation organisée par la CLAC et le CASA s'est divisée à l'approche du périmètre de sécurité afin de permettre aux manifestants de choisir le lieu et la façon désirés pour exprimer leur opposition à la ZLÉA. Ce système de couleurs (vert, jaune et rouge) pour désigner les zones et les risques d'arrestations y étant associés, met de l'avant un principe de solidarité entre manifestants qui dépasse les divergences sur le débat violence/non-violence. Par contre, cette solidarité a un coût dans le sens où le refus de condamner

un acteur est souvent perçu comme un signe de sympathie, voire d'endossement de sa cause.

En opposition à cette manifestation, la Marche des peuples représente bien le non-respect de la diversité des tactiques. D'un côté, certains groupes d'affinités anarchistes, en voulant détourner la marche, n'ont pas respecté le désir des organisateurs de celle-ci, de l'éloigner le plus possible du périmètre de sécurité. Il faut se rappeler qu'ils avaient affirmé à la population qu'elle se tiendrait le plus loin possible du périmètre afin qu'elle puisse marcher malgré l'imposant dispositif de sécurité. D'un autre côté, le service d'ordre syndical a utilisé de moyens coercitifs (menaces, insultes, intimidation) envers certains acteurs du groupe D pour que la marche suive son cours. Ainsi, leur attitude réciproque en est une de non-respect des tactiques de chacun.

3. Retour sur les hypothèses.

Ceci nous conduit à faire un retour sur nos hypothèses émises au chapitre 1 afin de mieux comprendre cette fracture du mouvement anti/altermondialiste en fonction de la diversité des tactiques. Ces hypothèses sont les suivantes :

- 1) Toute chose étant égale par ailleurs, un acteur en marge du processus politique a peu d'impact direct sur les acteurs situés au centre du système.
- 2) Toute chose étant égale par ailleurs, un acteur en marge du processus politique a plus d'impact direct sur les acteurs situés à la marge du processus politique (dans le schéma en annexe, à la bordure en gras entre C et D).
- 3) Pour affecter le processus politique, un acteur en marge du processus politique favorise des tactiques violentes pour arriver à ses fins qui peuvent être multiples. par exemple :

- a. ébranler le système ;
- b. obtenir une visibilité médiatique ;
- c. faire passer son message politique au centre (hypothèse du ricochet).

4) Au sein des mouvements sociaux, les groupes positionnés près d'un acteur en marge du processus politique auront une attitude positive vis-à-vis ses tactiques d'action directe violente (favorisent la diversité des tactiques) tandis que les groupes plus près du centre auront une attitude négative face à ces tactiques (condamnent leurs actions).

Pour notre hypothèse 1, elle s'avère concluante pour les périodes -1 et 0. Comme nous l'avons montré au chapitre 3, les acteurs proches du centre (groupe A) ne se soucient guère de la marge (groupe D). Selon leur discours, ils sont les représentants de la société civile et parlent en leur nom. Par conséquent, selon leur perception, leur discours inclut celui des groupes B, C et D. Pourtant, les acteurs du groupe D adressent plusieurs critiques aux acteurs du centre qu'ils qualifient à plusieurs reprises de réformistes, mais ceux-ci ne semblent pas en tenir compte. Cependant, pour la période 1, les actions du groupe D décrites au chapitre 3 (chute du mur, affrontement avec la police) démontrent plutôt le contraire de notre première hypothèse. En effet, les acteurs du groupe A ont dénoncé des acteurs (les groupes anarchistes) dont ils n'avaient jamais parlé auparavant et ils les ont même confrontés durant la Marche des peuples afin qu'ils n'entachent pas l'image de celle-ci. Par contre, cela confirme notre hypothèse 3 (dont nous reparlerons plus tard).

En ce qui concerne notre deuxième hypothèse, il est difficile de donner une réponse en terme d'impact. Nous avons pu constater une relation de coopération entre des acteurs du groupe C et la marge aux périodes -1 et 0 (conseils des délégués et marche au flambeau). De plus, à la période de temps 1, suivant leur position sur la

diversité des tactiques, la CLAC et le CASA ont refusé de condamner les actions des membres du Black Bloc le 20 avril 2001 et elles ont marché conjointement avec des anarchistes dans plusieurs manifestations du «Carnaval contre le capitalisme». En fait, ce sont les seuls qui ne les ont pas dénoncés, ni tenté de les arrêter dans leurs attaques contre le mur et autres «symboles capitalistes». Ainsi, il est indéniable que cette proximité au sein du modèle centre-marge s'est traduite par une bonne relation entre ces deux groupes d'acteurs. Cependant, cette situation de proximité est toute autre entre les acteurs des groupes B et C, ce qui infirme en quelque sorte notre hypothèse. Or comme nous l'avons présenté auparavant, des tensions séparaient déjà ces deux groupes avant le Sommet des Amériques, notamment entre Opération SalAMI et la Table de convergence à la CLAC. Les événements du Sommet des Amériques n'ont fait qu'accentuer cette fracture. Ainsi, il faut mentionner que des divergences idéologiques profondes pourraient expliquer qu'un acteur près du centre ne transmette pas le message d'une autre situé à la marge, ce qui infirme notre hypothèse du ricochet.

Pour ce qui est de notre hypothèse 3, nous avons pu voir dans notre troisième chapitre que la violence a eu un effet significatif à la période de temps 1. Elle fut utilisée par les acteurs à la marge pour faire chuter la clôture entourant le périmètre du Sommet des Amériques. Dans cette hypothèse, il est mentionné que l'usage de la violence peut être fait à des fins multiples. L'une de celles-ci est sûrement l'attention médiatique. En effet, les Black Blocs ont fait parler abondamment d'eux avant, pendant et après le Sommet des Amériques. Rappelons également que leurs attaques contre le mur furent couvertes par plusieurs grands médias, notamment CNN et

plusieurs autres chaînes en direct. Nous avons également parlé de l'usage de la violence pour ébranler le système. Ici, nous faisons référence à notre modèle centre-marge. Nous constatons que cette tactique de la marge a amené plusieurs changements au sein du système. Tout d'abord, elle a marqué un retour des acteurs du groupe A vers le centre dont ils avaient vertement critiqué le projet de la ZLÉA. De plus, les acteurs des Black Blocs ont amenés ceux du groupe A à se positionner publiquement en faveur de la non-violence (crédô pacifique) et à les dénoncer, alors qu'ils avaient une position d'évitement de la violence (à la fois celle du centre et de la marge) aux périodes de temps -1 et 0. En bout de ligne, leur usage de la violence a cristallisé la zone de tension entre les acteurs des groupes B et C. Ces deux éléments - ébranler le système et attirer une attention médiatique- permettent d'accepter l'hypothèse 3. Cependant, comme nous en avons parlé dans le paragraphe précédent, le principe du ricochet ne semble pas s'être concrétisé selon notre analyse des relations intergroupes. En effet, nous constatons que les acteurs du groupe C ont relayé le message des acteurs du groupe D en devenant en quelque sorte leur «voix» médiatique chargée de justifier l'attaque du mur à l'ouverture du Sommet des Amériques. Par contre, les acteurs du groupe B n'ont pas servi de relais, situation que nous attribuons principalement à leur position de non-violence et de non-respect de la diversité des tactiques. Ainsi, notre hypothèse 3 n'est que partiellement vérifiée, l'idée de l'influence du centre par ricochet (acteurs interposés) en utilisant la violence politique n'étant pas concluante au-delà des acteurs du groupe C.

Finalement, en ce qui concerne notre quatrième hypothèse, elle est vérifiée à l'examen du schéma 7. Il est possible de constater que les groupes A et B, c'est-à-dire

ceux proches du centre, ont une attitude défavorable aux tactiques violentes utilisées par la marge, qu'ils ont condamnée pendant le Sommet des Amériques. À l'inverse, les acteurs du groupe C, de par leur position de respect de la diversité des tactiques, sont ceux qui, en plus de refuser de condamner les actions des Black Blocs, ont justifié les attaques contre le mur, symbole dit «oppressif» par excellence du Sommet des Amériques sur la population. Cette attitude face aux manifestants violents peut s'expliquer selon notre cadre théorique formulé au chapitre 1 par la structure du modèle centre-marge. La dénonciation de la marge par les acteurs du groupe A s'inscrit dans un respect des règles (écrites et non-écrites) émanant du centre et interdisant ce genre de comportement, mais elle s'explique aussi par la possible rétribution par le centre de la dénonciation. Une façon de voir cette rétribution est de considérer comment les acteurs du groupe A furent remerciés par le centre suite à la Marche des peuples (i.e. le Premier ministre Jean Chrétien). À l'inverse, les acteurs du groupe C, au moyen de leur position de respect de la diversité des tactiques, réussissent à élargir le nombre de participants aux actions qu'ils organisent en acceptant des acteurs rejetés par les autres groupes (A et B). Ils deviennent ainsi un pôle d'opposition à la ZLÉA d'une plus grande importance en devenant les représentants médiatiques de l'opposition radicale au Sommet des Amériques (et des acteurs du groupe D) et en montrant un autre discours que celui du Sommet des peuples.

Conclusion

Les relations intergroupes ont été notre angle d'approche pour mieux saisir l'impact sur le mouvement anti/altermondialiste d'un type d'acteurs numériquement faibles mais hautement médiatisés, les groupes d'affinités anarchistes et leurs recours à la tactique du Black Bloc. Lors des grands sommets qui ponctuent la mondialisation néolibérale, cette forme d'action directe les places sous les feux de la rampe. Si au sein du mouvement anti/altermondialiste, plusieurs principes éthiques s'opposent et forcent les militants à se questionner sur les raisons et les façons de contester la mondialisation, dans le cas des Black Blocs, il s'agit plutôt d'un débat sur comment s'y opposer.

Le premier chapitre nous a amené à privilégier l'approche des Relations internationales pour développer un cadre théorique à même de saisir les relations intergroupes au sein d'un mouvement social, de même que les tactiques violentes ou non-violentes privilégiées par ces acteurs. Dans un premier temps, nous avons opté pour une approche systémique en empruntant certains éléments à plusieurs écoles du domaine des relations internationales. Cela a débouché sur un modèle centre-marge dont la thèse est la suivante : en examinant sur la position relative d'un acteur par rapport aux autres, il est possible d'affirmer que la position d'un acteur dans un système politique, qui se mesure par la distance entre l'acteur et le centre du système, détermine son influence sur les autres acteurs. De cela, nous avons tiré quatre hypothèses relatives à l'impact des acteurs sur les autres en fonction de leur positionnement au sein du système. Par la suite, nous avons abordé la question de la

désobéissance civile, plus spécifiquement sur le débat entre violence et non-violence, en y insérant la dimension du respect ou non de la diversité des tactiques. C'est à partir de cela que nous avons élaboré notre losange de positionnement tactique. Grâce à ce losange, nous avons situé des acteurs quant aux tactiques qu'ils privilégient (violence ou non-violence) et leur attitude envers les tactiques des autres (respect ou non-respect de la diversité des tactiques).

Pour tester notre modèle centre-marge et du losange de positionnement tactique, nous avons choisi comme étude de cas le 3^{ème} Sommet des Amériques qui s'est tenu dans la ville de Québec en avril 2001. L'essentiel de notre deuxième chapitre a porté sur la justification de notre étude de cas et la méthodologie privilégiée pour collecter nos données. Nous avons également identifié les acteurs du mouvement anti/altermondialiste au Québec, qui peuvent se caractériser en quatre types de groupes (A, B, C et D) et se positionner au sein du modèle centre-marge en fonction de leur éloignement par rapport au centre (A étant les plus proches de celui-ci et D, la marge). Enfin, nous avons enfin découpé en quatre périodes la mobilisation contre le projet de la ZLÉA de 2001.

Notre troisième chapitre avait pour objet d'examiner plus spécifiquement les motivations et les moyens privilégiés par les divers acteurs opposés au projet d'intégration des Amériques à partir de notre étude de cas. Nous avons observé les zones de tension, de coopération et de conflits intergroupes au sein de notre modèle, de même que l'aspect dynamique de leurs relations selon les diverses périodes. Nous avons constaté que la principale fracture au sein du mouvement anti/altermondialiste

est située entre les acteurs ayant assez d'influence (groupe B) et ceux ayant peu d'influence (C) mais aussi que l'action des Black Blocs a eu plusieurs impacts, notamment l'accentuation de la fracture entre ces deux types d'acteurs et le déplacement des acteurs du groupe vers le centre.

Finalement, notre quatrième chapitre avait pour but d'aborder le débat sur les moyens à prendre pour s'opposer à la ZLÉA, notamment l'usage de violence ou la non-violence. En utilisant le losange de positionnement tactique élaboré dans le chapitre 1, nous avons démontré que cette fracture au sein du mouvement ne fut pas entre des acteurs favorables ou non à l'utilisation de tactiques violentes, mais bien entre ceux étant favorables à la diversité des tactiques et ceux qui s'y opposaient. Si l'on revient sur l'une de nos interrogations initiales soit l'impact de la tactique du Black Bloc sur le mouvement anti/altermondialiste au Québec, notre travail de recherche nous a permis d'en arriver aux conclusions suivantes : la tactique du Black Bloc a permis un retour vers le centre des acteurs ayant beaucoup d'influence (groupe A); elle a forcé les acteurs du groupe A à parler de la violence en conférence de presse, un sujet qu'ils cherchaient à éviter aux périodes de temps -1 et 0; et elle a cristallisé la zone de tension entre les acteurs des groupes A/B et C/D.

Cependant, nous reconnaissons que notre modèle théorique comporte des limites, notamment l'impossibilité de faire une généralisation à partir d'un seul cas. Il faudrait pour cela le tester sur d'autres moments du mouvement anti/altermondialiste au Québec ou même dans d'autres contextes nationaux. Au total, cette recherche a permis une meilleure compréhension des relations entre acteurs au sein des

mouvements sociaux. De plus, l'usage d'autres méthodes –des entrevues ou de la recherche action, par exemple- aurait peut-être produit des résultats différents. En fait, il est pertinent de se demander comment s'est passée la mobilisation au sein de chacune des organisations, dans quelle mesure la position «publique» reflète la position «interne» de chacune d'elles. Cependant, grâce aux sources étudiées, nous croyons avoir mis en lumière l'importance des relations intergroupes et du débat sur les moyens comme étant un facteur de division du mouvement anti/altermondialiste. Dans un autre ordre d'idée, contrairement à ce que laisse croire le débat théorique entre violence et non-violence au sein de la littérature sur la désobéissance civile, celui entre acteurs semble plutôt porter sur la diversité des tactiques, à savoir l'acceptation ou non de tactiques différentes d'un autre acteur. Il serait pertinent de pousser la recherche sur le mouvement anti/altermondialiste au Québec afin de voir si cette fracture autour de la diversité des tactiques a perduré. Si c'est le cas, est-ce que l'arrivée de nouveaux activistes comble progressivement le fossé entre les groupes d'acteurs ou consomment-ils un divorce déjà entamé par la génération militante précédente?

En bout de ligne, il est intéressant de constater comment le débat violence versus non-violence au niveau de la désobéissance civile est loin d'être clos. Le 3^{ème} Sommet des Amériques en est un bon exemple. Même si la diversité des tactiques peut se révéler une position mitoyenne entre ces deux pôles du débat, elle peut devenir elle aussi un facteur d'opposition entre groupes. En principe, la diversité des tactiques suggère que des groupes aux modes d'actions parfois divergents privilégient la solidarité comme valeur fondamentale. Elle constitue un terrain d'entente axé sur

la désignation d'un ennemi commun, la façon de le combattre étant secondaire. Or il est possible que le refus d'accepter les tactiques d'un autre acteur soit défendable. En effet, il faut remarquer qu'au-delà de la solidarité, il se peut que la dénonciation de l'autre soit «stratégiquement payante» dans le sens où il existe une certaine forme de rétribution à la dénonciation, surtout lorsque qu'elle permet d'obtenir une bonne image publique ou un dialogue avec le centre. Cette réflexion est aussi applicable aux acteurs à la marge qui ont le désir d'avoir une image de «résistants» refusant de se faire coopter par le centre. En revanche, on peut aussi penser qu'il est possible pour une organisation d'être incapable de travailler avec des groupes qui utilisent des moyens qui sont en contradiction avec ses principes fondamentaux. Laquelle de ces explications prime sur l'autre? Pour l'instant, cette question reste ouverte, tout comme la direction que prendra ce mouvement.

Bibliographie

A-Infos. 11 novembre 2003. «Frequently Asked Questions about the A-Infos project». [En ligne]. <<http://www.ainfos.ca/org/faq-en.html#Section%201>>. Consulté le 13 juin 2006.

Alianza Social Continental (ASC). [S.d.]. «Quiénes somos». [En ligne]. <http://www.asc-hsa.org/rubrique.php3?id_rubrique=1>. Consulté le 8 novembre 2005.

Albertani, Claudio (trad. Rosanna M. Giammanco Frongia). 2002. «Paint It Black : Black Blocs, Tute Bianche and Zapatistas in the Anti-globalization Movement». *New Political Science* 24 (4): 579-595.

Almeida, Paul D. et Mark Irving Lichbach. Octobre 2003. «To the Internet, From the Internet: Comparative media Coverage of Transnational Protests». *Mobilization, An International Journal*. 8 (3): 249-272.

Armond, Paul de. «Netwar in the Emerald City, WTO Protest Strategy and Tactics» dans John Arquilla et David Ronfeldt. 2001. *Networks and Netwars*. Santa Monica. RAND: 201-235.

Ayres, Jeffrey M. Juin 2004. «Canadian Political Economy and Civil Society Mobilizing Against Continental Intergration». 1988-2004». Communication. ACSP. Winnipeg: 23 pages.

Baylis, John et James Wirtz. «Introduction» dans John Baylis, James Wirtz, Eliot Cohen et Colin S. Gray. 2003. *Strategy in The Contemporary World: An Introduction to Strategic Studies*. Oxford. Oxford University Press: 1-14.

Bélanger, André-J. et Vincent Lemieux. 1996[1998]. *Introduction à l'analyse politique*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

Bové, José et Gilles Luneau. 2004. *Pour la désobéissance civique*. Paris : Découverte.

Braud, Philippe. 2004. *Violences politiques*. Paris : Éditions du Seuil.

Brunelle, Dorval et Christian Deblock. Novembre 1999. «Les mouvements syndicaux et sociaux d'opposition à l'intégration économique par les marchés : de l'ALE à la ZLEA Vers la constitution d'une Alliance sociale continentale». Cahiers de recherches du *Groupe de recherche sur l'intégration continentale*. [En ligne]. <<http://www.unites.uqam.ca/gric/gric-98-8B.htm>>. Consulté le 30 janvier 2006.

Brunelle, Dorval et Sylvie Dugas. 2004. «Les oppositions au libre-échange en Amériques du Nord» dans Dorval Brunelle et Christian Deblock, *L'ALENA : le libre-échange en défaut*. Montréal. Fides : 273-296.

Bull, Hedley. 1995 *The Anarchical Society : A study of Order in World Politic*, 2nd edition. New York: Columbia University Press.

Buttel, Frederick H. et Kenneth A. Gould. 2004. «Global Social Movement(s) at the Crossroads: Some Observations on the Trajectory of the Anti-Corporate Globalization Movement». *Journal or World-Systems Analysis*. X (1) : 37-66.

Canada. Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS). 2000. *Rapport N° 2000/08 : L'Antimondialisation, un phénomène en pleine expansion*. Ottawa : Direction des exigences, de l'analyse et de la production du SCRS.

Canada. Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS). [s.d.]. *Rapport public de l'an 2000*. [En ligne]. <http://www.csis-scrs.gc.ca/fra/publicrp/pub2000_f.html#2a>. (consulté le 26 janvier 2004).

Caribbean Community Secretariat. «History of CARICOM». [En ligne]. <<http://www.caricom.org/>>. consulté le 8 juin 2005.

Centre des médias alternatifs du Québec. 22 janvier 2002. «Ça a commencé à Seattle, ça n'a pas fini à Québec !». [En ligne]. <<http://www.cmaq.net/fr/node/552t>>. Consulté le 13 juin 2006.

Churchill, Ward. 1998. *Pacifism as a Pathology : Reflections on the Role of Armed Struggle in North America* Winnipeg: Arbeiter Ring.

Colombo, Eduardo. 2000. «Prolégomènes à une réflexion sur la violence», *Réfractations*, 5 : 27-34.

Collectif ACMÉ. «Communiqué du Black Bloc du 30 Novembre par le Collectif ACMÉ» dans Francis Dupuis-Déri. 2003. *Les Black Blocs : la liberté et l'égalité manifestent*. Montréal. Instinct de Liberté : 163-174.

Common frontiers. [S.d.]. «About Common Frontiers». [En ligne]. <<http://www.commonfrontiers.ca/aboutus.html>>. Consulté le 8 novembre 2001.

Constantin, Christian et Evelyne Dufault. «Néoréalisme» dans Alex Macleod. Evelyne Dufault et F. Guillaume Dufour. 2004. *Relations Internationales : Théories et concepts*, 2^e éd. Outremont. Athéna : 147-150.

Convergence des luttes anti-capitalistes (CLAC). [s.d.]. « Qu'est-ce que la CLAC ? ». [En ligne]. <<http://clac.tactic.org/fr/index.php?section=2&subsection=0>>. (consulté le 29 janvier 2004).

Conway, Janet. 2003. «Civil Resistance and the “Diversity of Tactics” in the Anti-globalization Movement: Problems of Violence, Silence, and Solidarity in Activist Politics». *Osgoode Hall Law Journal* 41 (2-3): 506-530.

Della Porta, Donatella et Mario Diani. 1999. *Social Movements : an Introduction*. Oxford : Blackwell.

Della Porta, Donatella et Sidney Tarrow. «Transnational Processes and Social Activism : An Introduction» dans Donatella Della Porta et Sidney Tarrow. 2005. *Transnational Protest and Global Activism*. Oxford. Rowmer et Littlefield Publishers: 1-17.

Diani, Mario. «‘Leaders’ or Brokers ? Positions and Influence in Social Movements Networks» dans Mario Diani et Doug McAdam. 2003. *Social Movements and Networks: Relational Approaches to Collective Action*. Oxford et Toronto. Oxford University Press: 105-122.

Diani, Mario et Doug McAdam. 2003 *Social Movements and Networks: Relational Approaches to Collective Action*. Oxford et Toronto. Oxford University Press.

Dixit, Avinash et Susan Skeath. 1999. *Games of Strategy*. New York et London: WW Norton & Compagny.

Drücke, Bernd. 2000. «Histoire du journal *Graswurzelrevolution*» *Réfractons* 5 : 109-120.

Duchastel, Jules. «De libre-échangistes, les Québécois sont-ils devenus antimondialistes?» dans Michel Venne (dir.). 2003. *L'annuaire du Québec 2004*. Saint-Laurent : Éditions Fides: 65-75.

Dufour, Frédéric Guillaume. «Système-monde, théorie du» dans Alex Macleod, Evelyne Dufault et F. Guillaume Dufour. 2004. *Relations Internationales : Théories et concepts*. 2^e éd. Outremont. Athéna : 240-243.

Dufour, Pascale. «Globalisation as a new political space : the end of the Quebec-Quebec Debate?» dans Michael Murphy, Daniel Daniel Salée. 2006. *Canada: The State of the Federation 2005*. Québec Montréal: McGill-Queen's University Press.

Dupuis-Déri, Francis. 2003. *Les Black Blocs : la liberté et l'égalité manifestent*. Montréal : Lux Éditeur.

Dupuis-Déri, Francis. «L'altermondialisme à l'ombre du drapeau noir. L'anarchie en héritage» dans Éric Agrikoliansky, Olivier Fillieule et Nonna Mayer. 2005. *L'altermondialisme en France : la longue histoire d'une nouvelle cause*. France. Flammarion: 199-231.

Éthier, Diane, avec la collaboration de Marie-Joëlle Zahar. 2004. *Introduction aux relations internationales*, 2^e éd. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.

Frappat, Hélène (dir.). 2000 *La violence*. Paris, GF Flammarion.

Gandhi, Mohandas Karamchand. 1986. *Résistance non-violente*. Paris : Buchet/Chastel.

Gazibo, Mamoudou et Jane Jenson. 2004. *La politique comparée : Fondements, enjeux et approches théoriques*. Montréal : Les Presses de l'Université de Montréal.

Gelderloos, Peter. 2005. *How Nonviolence Protects the State*. Harrisonburg : Signalfire Press.

George, Susan. 30 octobre 2001. «Response to the Open Letter of the Prime Minister of Belgium Guy Verhofstadt». [En ligne]. <<http://www.tni.org/george-docs/response.htm>>. (consulté le 11 octobre 2004).

Géré, François. 2000. *Dictionnaire de la pensée stratégique* Paris : Larousse.

Guia del Mercosur. «El Mercosur y su origen». [En ligne]. <<http://www.guia-mercosur.com/>>. Consulté le 8 juin 2005.

Gillham, Patrick F. et Gary T. Marx. 2000. «Complexity & Irony in Policing and Protesting: The World Trade Organization in Seattle». *Social Justice* 27 (2): 212-236.

Graeber, David. «The New Anarchists» dans Tom Mertes (dir.). 2004. *A Movement of Movements: Is Another World Really Possible?* London, New York. Verso : 202-215.

Green Mountain Anarchist Collective (David, X, Natasha) et Anti-Racist Action (Lady, August Spies, Muffin), «Organization and Tactics: A Communique On Tactics and Organization to the Black Bloc. Second Amended Edition» dans Green Mountain Anarchist Collective. 2002. *The Black Bloc Papers: An Anthology of Primary Texts From The North American Anarchist Black Bloc 1999-2001*. [s.l.]. Black Cover Press: 198-225.

Hardt, Michael et Antonio Negri. 2000. *Empire*. Paris : 10/18.

Issacson, Magnus. 2002. *Vue du Sommet*. Office nationale du film du Canada. 75 minutes.

Katsiaficas, George. *The Subversion of Politics : European Autonomous Social Movements and the Decolonization of Everyday life*. New York : Humanity Books.

Katsiaficas, George. «Seattle Was Not the Beginning» dans Eddie Yuen, Daniel Burton-Rose et George Katsiaficas. 2004. *Confronting Capitalism: Dispatches from a Global Movement*. New York. Soft Skull Press: 3-10.

Keohane, Robert O. 1984. *After Hegemony : Cooperation and Discord in the World Political Economy*. Princeton: Princeton University Press.

King, Martin Luther. 1965. *Révolution non-violente*. Paris : Payot.

Klein, Naomi. «Reclaiming the Commons» dans Tom Mertes (dir.). 2004. *A Movement of Movements: Is Another World Really Possible?* London, New York. Verso: 219-229.

Klein, Naomi. «The Unknown Icon» dans Iga Vodovnik. 2004. *¡YA BASTA! Ten Years of the Zapatista Uprising* Oakland : AK Press.

Lalonde, Denis. «Québec derrière les barricades». [En ligne]. <<http://www.infinet.com/infos/dossiers/archives/2001/04/20010406-100407.html>>. Consulté le 8 novembre 2005.

Le Monde diplomatique. «Le Pacte andin». [En ligne]. <<http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/ameriquelatine/pacteandin>>. Consulté le 9 juin 2005.

Losson, Christian et Paul Quinio. 2002. *Génération Seattle : Les rebelles de la mondialisation*. Paris : Bernard Grasset.

Marcuse, Herbert. «Repressive tolerance» dans Robert Paul Wolff, Barrington Moore Jr. et Herbert Marcuse. 1969 [1965]. *A critique of Pure Tolerance*. Boston. Beacon Press: 95-137.

Melucci, Alberto. 1989. *Nomads of the Present : Social Movements and Individual Needs in Contemporary Society*. London : Hutchinson Radius.

Milstein, Cindy. «Something did Start in Quebec City : North America's revolutionary Anticapitalist Movement» dans Eddie Yuen, Daniel Burton-Rose et George Katsiaficas. 2004. *Confronting Capitalism: Dispatches from a Global Movement*. New York. Soft Skull Press: 126-133.

Mische, Ann. «Cross-talk in Movements: Reconceiving the Culture-Network Link» dans Mario Diani et Doug McAdam. 2003. *Social Movements and Networks: Relational Approaches to Collective Action*. Oxford et Toronto. Oxford University Press: 258-280.

Morreall, John. «The Justifiability of Violent Civil Disobedience» dans Hugo Adam Bedau (dir.). 1991. *Civil Disobedience in Focus*. Londres. Routledge : 130-143.

Neveu, Érik. 2002. *Sociologie des mouvements sociaux*, 3^{ème} édition. Paris : Éditions La Découverte.

Nyahoho, Emmanuel et Pierre-Paul Proulx. 2000. *Le Commerce international : Théories, politiques et perspectives industrielles*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.

Owens, Lynn et L. Kendall Palmer. Décembre 2003. «Making the News : Anarchist Counter-Public Relations on the World Wide Web». *Critical Studies in Media Communication*. 20 (4) : 335-661.

Productions Multi-Monde. [S.d.]. «Opération SalAMI!». [En ligne]. <<http://www.pmm.qc.ca/salami/francais/opers.html>>. Consulté le 13 juin 2006.

Paris, Jeffrey. 2003. «The Black Bloc's Ungovernable Protest» *Peace Review* 15 (3): 317-322.

Ronfeldt, David, John Arquilla, Graham E. Fuller et Melissa Fuller. 1998. *The Zapatista Social Netwar in Mexico* Santa Monica : RAND.

Piven, Frances Fox et Richard A. Cloward. 1977. *Poor People's Movements: Why They Succeed, How They Fail*. New York: Vintage.

Réseau de l'information (Société Radio-Canada). 20 avril 2001. «Émission spéciale en direct du Sommet des Amériques».

Rosebraugh, Craig. 2004. *The logic of Political Violence : Lessons in Reform and Revolution*. Portland: Arissa Media Group.

Schmitt, Carl. 2004. *La notion de politique/Théorie du partisan*. France : Flammarion.

Smith, E. Timothy. 2004. «From Miami to Quebec and Beyond : Opposition to Free Trade Area of the Americas». *Peace and Change* 29 (2) : 221-249.

Société Radio-Canada. [S.d.]. «Sommet de Québec : bilan». [En ligne]. <<http://www.radio-canada.ca/nouvelles/dossiers/mondialisation/sommetQuebec04.shtml>>. Consulté le 8 novembre 2005.

Société Radio-Canada. [S.d.]. «Autres groupes antimondialisations». [En ligne]. <<http://www.radio->

canada.ca/nouvelles/dossiers/mondialisation/popup/pop_12a_2.html>. Consulté le 24 août 2005.

Starr, Armory. 2000. *Naming the Enemy: Anti-corporate movements confront globalization*. London et New York: Zed Books.

Thomas, Janet. 2000. *The Battle in Seattle: The Story Behind and Beyond the WTO Demonstrations*. Golden, Colorado: Fulcrum Publishing.

Uysal, Aysen. 2003. « " Rebelles du monde entier unissez-vous ! " L'exemple du groupe *Antikapitalist* de Turquie ». Communication. GERMM, Paris, 3 au 5 décembre.

Varon, Jeremy. 2004. *Bringing the War Home : The Weather Underground, the Red Army Faction and Revolutionary Violence in the Sixties and Seventies*. Berkeley et Los Angeles: University of California Press.

Viau, Marcel. 2000. «Anarchisme et Non-violence» *Réfractives* 5 : 89-108.

Wallerstein, Immanuel. 2004. *World-Systems analysis: An Introduction*. Durham et Londres: Duke University Press.

Wallerstein, Immanuel. «New Revolts Against the System» dans Tom Mertes (dir.), *A Movement of Movements: Is Another World Really Possible?* London, New York. Verso: 262-273.

Waltz, Kenneth N. 1979. *Theory of International Politics*. New York: Random House.

Williams, Dana. 2004. «Feeder Marches and "Diversity of Tactics" in Northeast Ohio Anti-war Activism». Communication. North Central Sociological Association (NCSA), Cleveland, 2 avril.

Zinn, Howard. 2002 [1968]. *Disobedience and Democracy : Nine Fallacies on Law and Order*. Boston: Southend Press.

Zone de libre-échange des Amériques. «Historique du processus de la ZLÉA». [En ligne]. <http://www.ftaa-alca.org/View_f.asp>. Consulté le 8 juin 2005.

Articles de journaux

[Anonyme]. 14 avril 2001. «Une mouvance critique de la mondialisation». *Le Devoir*. E20.

[Anonyme]. 20 avril 2001. «Des autobus bondés». *Le Devoir*. A5.

- [Anonyme]. 21 avril 2001. «Une marche des peuples pacifique». *Le Devoir*. A4.
- Buzzetti, Hélène. 4 juillet 2001. «Traduits et publiés, les textes de la ZLEA restent obscurs». *Le Devoir*. A1.
- Bélanger, Nicolas. 27 avril 2001. «Le Sommet vu de la prison d'Orsainville: Lettre d'un prisonnier». *Le Devoir*. A9.
- C. T. 15 avril 2001. «L'Est sera présent». *Le Soleil*. A5.
- Cardinal, François. 14 avril 2001. «La rumeur montera dès lundi...». *Le Devoir*. A1.
- Cardinal, François. 20 avril 2001. «Québec reçoit: Bouclez-la!». *Le Devoir*. A3.
- Cardinal, François. 24 avril 2001. «Demandes d'enquête sur la répression policière». *Le Devoir*. A1.
- Cardinal, François et Éric Desrosiers. 21 avril 2001. «Chronique d'une casse annoncée». *Le Devoir*. A3.
- Conseil général de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec. 13 avril 2001. «La FTQ veut une charte sociale des Amériques». *Le Devoir*. A7.
- Defouni, Séverine. 14 avril 2001. «À l'ombre du sommet officiel: Un Sommet des peuples pour voir l'Amérique autrement». *Le Devoir*. E20.
- Desrosiers, Éric. 23 avril 2001. «Processus de négociation de la ZLEA: Les syndicats réclament une place à part entière». *Le Devoir*. A3.
- Drapeau, Jacques. 15 avril 2001. «Ça commence demain: Le Sommet des peuples ouvre le bal des activités avec quelque 2300 participants». *Le Soleil*. A3.
- Drapeau, Jacques. 22 avril 2001. «La marche des peuples: Les colosses veillaient au grain: La FTQ assurait le service d'ordre qui encadrait la foule». *Le Soleil*. A5.
- Dufour, Valérie. 21 avril 2001. «Les larmes de la démocratie: De violentes manifestations marquent l'ouverture du Sommet». *Le Devoir*. A1.
- Dufour, Valérie. 23 avril 2001. «Les policiers tenus en haleine tout le week-end Les militants repartent satisfaits». *Le Devoir*. A3.
- Fleury, Robert. 13 avril 2001. «Sommet des Amériques Vendredi de manifs... samedi de marches». *Le Soleil*. A4.

Fleury, Robert. 24 avril 2001. «Jamais d'autre périmètre pour L'Allier. Le maire est quand même satisfait d'avoir accueilli les chefs d'État en toute sécurité». *Le Soleil*. A4.

Forgues, René. 28 avril 2001. «Dénoncer la violence des manifestants». *Le Soleil*. A19.

Gagné, Jean-Simon. 14 avril 2001. «Abécédaire de l'antimondialisation». *Le Soleil*. A19.

Gagné, Jean-Simon. 26 avril 2001. «Les vrais casseurs». *Le Soleil*. A5.

Gagné, Jean-Simon Éric Moreault, Annie Morin, Jean-Marc Salvet et Claude Vaillancourt. 22 avril 2001. «Aux larmes, citoyens!». *Le Soleil*. A3.

Giguère, Monique. 18 avril 2001. «Sommet des Amériques: Le torchon brûle entre les deux Sommets». *Le Soleil*. A1.

Giguère, Monique. 20 avril 2001. «Déclaration finale du sommet des peuples: Un NON ferme à la ZLEA». *Le Soleil*. A1.

Giguère, Monique. 20 avril 2001. «Les syndicats promettent la guerre aux Crésus de ce monde». *Le Soleil*. A6.

Giguère, Monique. 21 avril 2001. «Le programme respecté: La grande marche des peuples aura bel et bien lieu aujourd'hui». *Le Soleil*. A19.

Giguère, Monique. 22 avril 2001. «Le Woodstock des peuples des Amériques». *Le Soleil*. A4.

Giroux, Raymond. 21 avril 2001. «L'ouverture du Sommet est retardée». *Le Soleil*. A21.

Giroux, Raymond. 22 avril 2001. «Clause "démocratie": Tout pays qui en dérogera sera exclu du processus du Sommet des Amériques». *Le Soleil*. B1.

Harvey, Claire. 28 avril 2001. «L'après-Québec "Créer des liens et intensifier la mobilisation": Monique Richard, de la CSQ, demeure sceptique quant aux engagements des chefs d'État». *Le Devoir*. E7.

Lavoie, Kathleen. 20 avril 2001. «Carnaval de la résistance : Une soirée Punk des plus calmes». *Le Soleil*. E7.

Mathieu, Isabelle. 29 mars 2001. «Sommet des Amériques : Le périmètre de sécurité a légèrement rétréci». *Le Soleil*. A1.

Mathieu, Isabelle. 21 avril 2001. «28 arrestations et 11 blessés: Une première manifestation qui a donné du fil à retordre aux forces de l'ordre». *Le Soleil*. A3.

Mathieu, Isabelle. «Jaggi Singh restera derrière les barreaux». *Le Soleil*. 27 avril 2001. A1.

Moreault, Éric. 20 avril 2001. «Une parade festive et pacifique: La première vraie manifestation populaire du Sommet se déroule dans l'allégresse». *Le Soleil*. A3.

Moreault, Éric. 21 avril 2001. «Vendredi noir: Le "mur de la honte" a plié les genoux sans même résister». *Le Soleil*. A1.

Moreault, Éric. 22 avril 2001. «Le black Bloc: Commando de la résistance: Le regroupement circonstanciel frappe comme l'éclair». *Le Soleil*. A8.

Moreault, Éric. 23 avril 2001. «"Ce n'est qu'un début..." Les manifestants de toutes allégeances préviennent que le Sommet de Québec ne marque que le commencement des hostilités». *Le Soleil*. A3.

Moreault, Éric. 28 avril 2001. «Ménard refuse qu'il y ait enquête publique». *Le Soleil*. A3.

Presse Canadienne. 13 avril 2001. «Il y a plus important que la guerre des drapeaux». *Le Soleil*. A4.

Presse canadienne. 17 avril 2001. «Carnaval nouveau genre». *Le Soleil*. A4.

Presse canadienne. 19 avril 2001. «Surprises pour la police: Les manifestants se préparent». *Le Soleil*. A3.

Presse canadienne. 21 avril 2001. «La CLAC et le CASA dénoncent "l'État policier" du Québec: Les deux groupes de manifestants déplorent l'arrestation de six partisans». *Le Soleil*. A9.

Presse canadienne. 21 avril 2001. «Les manifestants s'en prennent à "l'État policier"». *Le Devoir*. A14.

Presse canadienne. 21 avril 2001. «Pettigrew dénonce la déclaration du Sommet des peuples». *Le Devoir*. A14.

Presse canadienne, 27 avril 2001. «La CSN veut une enquête sur les agissements des policiers au Sommet». *Le Soleil*. A3.

R.F. 24 avril 2001. «Le secret Black Bloc». *Le Soleil*. A5.

Saint-Hilaire, Mélanie. 17 avril 2001. «Sommet des Amériques: Des femmes s'élèvent contre la mondialisation... du sexisme». *Le Soleil*. A4.

Salvet, Jean-Marc. 17 avril 2001. «Landry et le Sommet des peuples: "Un contrepoids fondamental"». *Le Soleil*. A1.

Samson, J. Jacques. 21 avril 2001. «Un refus global dépassé». *Le Soleil*. A22.

Sansfaçon, Jean-Robert. 21 avril 2001. «Raciste, sexiste et destructeur de l'environnement». *Le Devoir*. A12.

Thériault, Normand. 28 avril 2001. «Syndicalisme : Le pouvoir arrête le pouvoir». *Le Devoir*. E1.

Vastel, Michel. 21 avril 2001. «Pleins gaz sur le Sommet!». *Le Soleil*. A1.

Communiqués

[Anonyme]. 29 octobre 2000. «(fr) Appel pour un Black Bloc pour le Sommet des Ameriques». Communiqué. [En ligne].
<<http://www.ainfos.ca/00/oct/ainfos00408.html>>. Consulté le 29 août 2005.

[Anonyme]. 29 octobre 2000. «Compte-rendu des manifestations du G20 a Montreal [sic], avec ana[1/2]». Communiqué. [En ligne].
<<http://www.ainfos.ca/00/oct/ainfos00409.html>>. Consulté le 29 août 2005.

[Anonyme]. 29 octobre 2000. «Compte-rendu des manifestations du G20 a Montreal [sic], avec ana[2/2]». Communiqué. [En ligne].
<<http://www.ainfos.ca/00/oct/ainfos00409.html>>. Consulté le 29 août 2005.

[Anonyme]. 13 novembre 2000. «Conference anticapitaliste jeudi a Québec». Communiqué. [En ligne]. <<http://www.ainfos.ca/00/nov/ainfos00227.html>>. Consulté le 29 août 2005.

[Anonyme]. 12 février 2001. «CASA/CLAC Northeast USA Caravan -- February 12 to March 3». Communiqué. [En ligne].
<<http://www.ainfos.ca/00/dec/ainfos00083.html>>. Consulté le 29 août 2005.

[Anonyme]. 23 mars 2001. «Black bloc 1/8 : Introduction». Communiqué. [En ligne]. <<http://www.ainfos.ca/01/mar/ainfos00446.html>>. Consulté le 28 août 2005.

[Anonyme]. 23 mars 2001. «Black bloc 2/8 : Appel pour un Black Bloc au Sommet des Amériques, du 20 au 22 avril 2001». Communiqué. [En ligne].
<<http://www.ainfos.ca/01/mar/ainfos00447.html>>. Consulté le 29 août 2005.

[Anonyme]. 23 mars 2001. «Black bloc 3/8 : La destruction de la marchandise». Communiqué. [En ligne]. <<http://www.ainfos.ca/01/mar/ainfos00448.html>>. Consulté le 28 août 2005.

[Anonyme]. 23 mars 2001. «Black bloc 4/8 : Le spectacle non-violent». Communiqué. [En ligne]. <<http://www.ainfos.ca/01/mar/ainfos00449.html>>. Consulté le 28 août 2005.

[Anonyme]. 23 mars 2001. «Black bloc 5/8 : À bas les réformistes». Communiqué. [En ligne]. <<http://www.ainfos.ca/01/mar/ainfos00450.html>>. Consulté le 28 août 2005.

[Anonyme]. 23 mars 2001. «Black bloc 6/8 : Pourquoi nous nous battons». Communiqué. [En ligne]. <<http://www.ainfos.ca/01/mar/ainfos00451.html>>. Consulté le 28 août 2005.

[Anonyme]. 23 mars 2001. «Black bloc 7/8 : L'Après Seattle». Communiqué. [En ligne]. <<http://www.ainfos.ca/01/mar/ainfos00452.html>>. Consulté le 28 août 2005.

[Anonyme]. 23 mars 2001. «Black bloc 8/8 : La préparation individuelle». Communiqué. [En ligne]. <<http://www.ainfos.ca/01/mar/ainfos00453.html>>. Consulté le 28 août 2005.

[Anonyme]. 28 mars 2001. «Démonstration justifiée, ou pourquoi s'organiser sérieusement avant les manifestations», Communiqué extrait du journal anarchiste «Le trouble». [En ligne]. <<http://www.ainfos.ca/01/mar/ainfos00514.html>>. Consulté le 29 août 2005.

Alliance sociale continentale. 19 avril 2001. «L'Alliance sociale continentale dit NON À LA ZLÉA: D'autres Amériques sont possibles!». Déclaration finale de l'Alliance sociale continentale. [En ligne]. <<http://www.csq.qc.net/section23/nouvelles/nouvelle711.html>>. Consulté le 28 août 2005.

Bachand, Rémi. 6 mars 2001. «Solutions face à l'absence de débats». Communiqué. [En ligne]. <<http://www.cmaq.net/fr/node.php?id=5240>>. Consulté le 26 octobre 2005.

Comité d'accueil du Sommet des Amériques-Convergence de luttes anticapitalistes. 16 mars 2001. «Les anticapitalistes de retour à Québec». Communiqué. [En ligne]. <<http://www.ainfos.ca/01/mar/ainfos00322.html>>. Consulté le 26 octobre 2005.

Comité d'accueil du Sommet des Amériques. 24 avril 2001. «Rassemblement de solidarité avec les prisonniers politiques du Sommet des Amériques».

Communiqué. [En ligne]. <<http://www.ainfos.ca/01/apr/ainfos00455.html>>. 26 octobre 2005.

Centrale des syndicats du Québec. 28 septembre 2000. «L'intérêt commun avant celui des marchands». Communiqué. [En ligne]. <<http://www.csq.qc.net/section23/nouvelles/nouvelle245.html>>. Consulté le 28 août 2005.

Centrale des syndicats du Québec. 6 février 2001. «Sommet des Amériques à Québec: La société civile, un interlocuteur incontournable». Communiqué. [En ligne]. <<http://www.csq.qc.net/section23/nouvelles/nouvelle346.html>>. Consulté le 28 août 2005.

Centrale des syndicats du Québec. 5 avril 2001. «Le Sommet des peuples bâtit son propre modèle d'intégration». Communiqué. [En ligne]. <<http://www.csq.qc.net/section23/nouvelles/nouvelle697.html>>. Consulté le 28 août 2005.

Centrale des syndicats du Québec. 21 avril 2001. «La marche des peuples : un vif succès. Près de 60 000 personnes manifestent contre la ZLÉA». Communiqué. [En ligne]. <<http://www.csq.qc.net/section23/nouvelles/nouvelle710.html>>. Consulté le 28 août 2005.

Centrale des syndicats du Québec. 4 mai 2001. «Sécurité et Sommet des Amériques: La CSQ adresse une demande aux autorités politiques et policières». Communiqué. [En ligne]. <<http://www.csq.qc.net/section23/nouvelles/nouvelle729.html>>. Consulté le 28 août 2005.

Comité populaire Saint-Jean-Bapiste. 11 avril 2001. «Le Comité populaire appuie le Carnaval de résistance anticapitaliste». Communiqué. [En ligne]. <<http://www.cmaq.net/fr/node.php?id=5531>>. Consulté le 26 octobre 2005.

Confédération des syndicats nationaux. 26 septembre 2000. «Zone de libre-échange des Amériques : Il faut remettre le processus de négociation à l'endroit». Communiqué. [En ligne]. <<http://www.csn.qc.ca/Communiques/CommSept00.html#anchor244904>>. Consulté le 28 août 2005.

Confédération des syndicats nationaux. 23 février 2001. «La CSN réclame du gouvernement qu'il libère les textes de la ZLÉA». Communiqué. [En ligne]. <<http://www.csn.qc.ca/Communiques/CommFev01.html#anchor1046330>>. Consulté le 28 août 2005.

Confédération des syndicats nationaux. 1 mars 2001. «Zone de libre-échange des Amériques: La CSN demande des engagements de la part du gouvernement du Québec». Communiqué. [En ligne].

<<http://www.csn.qc.ca/Communiqués/CommMars01.html#anchor4625325>>.
Consulté le 28 août 2005.

Confédération des syndicats nationaux. Entre le 20 et le 22 mars 2001.
«Négociations de la ZLEA: Les organisateurs du Sommet des peuples dénoncent
l'accès privilégié des milieux d'affaires». Communiqué. [En ligne].
<<http://www.csn.qc.ca/Communiqués/CommMars01.html#anchor97266>>.
Consulté le 28 août 2005.

Conseil central de Chaudière-Appalaches (CSN). 02 mai 2001. «Le CCQCA
dénonce la répression policière». Communiqué. [En ligne].
<<http://www.csn.qc.ca/Communiqués/CommMai01.html#anchor6329731>>.
Consulté le 28 août 2005.

Conseil central du Montréal métropolitain (CSN). 26 avril 2001. «Sommet des
Amériques: Le Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN exige une
enquête publique et indépendante sur les abus de la police». Communiqué. [En
ligne].
<<http://www.csn.qc.ca/Communiqués/CommAvril01.html#anchor554943>>.
Consulté le 28 août 2005.

Fédération des femmes du Québec. Avril 2001. «Les femmes au Sommet des
peuples». Communiqué. [En ligne]. <<http://www.ffq.qc.ca/communiqués/comm-sommet-2001.html>>. 24 août 2005.

Fédération des travailleurs du Québec. 27 septembre 2000. «Zone de libre-
échange des Amériques: la FTQ est favorable à l'ouverture des marchés, mais en
tenant compte de la dimension sociale». Communiqué. [En ligne].
<<http://ftq.qc.ca/communiqués/suite.asp?aid=148>>. Consulté le 25 août 2005.

Fithian, Lisa. 2 février 2001. «Vision extérieure de la première consulta».
Communiqué. [En ligne]. <<http://www.cmaq.net/fr/node.php?id=5386>>. Consulté
le 26 octobre 2006.

Grondin, Mathieu. 29 novembre 2000. «Black Bloc, SalAMI et unité de la
gauche». Communiqué. [En ligne]. <<http://www.cmaq.net/fr/node.php?id=4954>>.
Consulté le 27 octobre.

Groupe anarchiste Émile-Henry. 19 avril 2001. «Sommet des Amériques : tract
de la NEFAC». Communiqué. [En ligne].
<<http://www.ainfos.ca/01/apr/ainfos00341.html>>. Consulté 29 août 2005.

Groupe opposé à la mondialisation des marchés. [S. d.]. «Texte de base de la
GOMM». [En ligne]. <<http://membres.lycos.fr/gomm/base.html>>. consulté le 24
août 2005.

NEFAC. 29 mars 2001. «Appel à une large participation anarchiste au Carnaval de résistance au capitalisme du 20 au 22 avril 2001 à Québec». Communiqué. [En ligne]. <<http://www.ainfos.ca/01/mar/ainfos00537.html>>. Consulté 29 août 2005.

Phébus, Nicolas. 5 décembre 2000. «Un nouveau groupe anticapitaliste voit le jour à Québec contre le Sommet des Amériques». Communiqué. [En ligne]. <<http://www.ainfos.ca/00/dec/ainfos00083.html>>. Consulté le 29 août 2005.

Phébus, Nicolas. 2 juin 2001. «Québec: dans l'œil du cyclone». [En ligne]. <<http://www.ainfos.ca/01/jun/ainfos00012.html>>. Consulté le 22 octobre 2001.

OQP2001. 13 décembre 2000. «Manifeste contre le Sommet des Amériques et la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA)». Communiqué. [En ligne]. <<http://www.geocities.com/sommetdesameriques/Manifestes.htm>>. 28 août 2005.

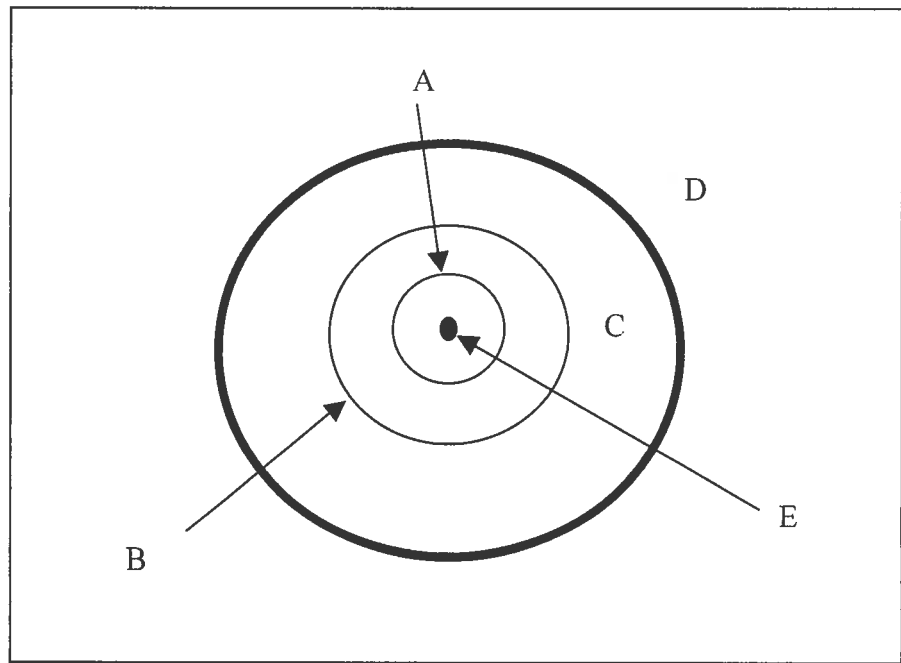
Réseau québécois sur l'intégration continentale. 26 avril 2000. «Lancement du deuxième Sommet des peuples des Amériques». [En ligne]. <<http://www.aqoci.qc.ca/archives/communiqués/2000/sommet2001.html>>. Consulté le 24 août 2005.

Réseau québécois sur l'intégration continentale et Common Frontiers. 7 novembre 2000. «Les chefs des partis politiques doivent prendre position publiquement». Communiqué. [En ligne]. <<http://www.aqoci.qc.ca/archives/communiqués/2000/sommet11.html>>. Consulté le 24 août 2005.

Triollet, Karine. 30 mars 2001. «Perquisition citoyenne à Ottawa, lundi 2 avril». Communiqué. [En ligne]. <<http://www.cmaq.net/fr/node.php?id=5410>>. Consulté le 10 novembre 2005.

Annexe 1

Schéma centre/marge d'un processus politique : la mondialisation



Légende

D=Acteurs en marge du processus politique

C=Acteurs ayant peu d'influence sur le processus politique

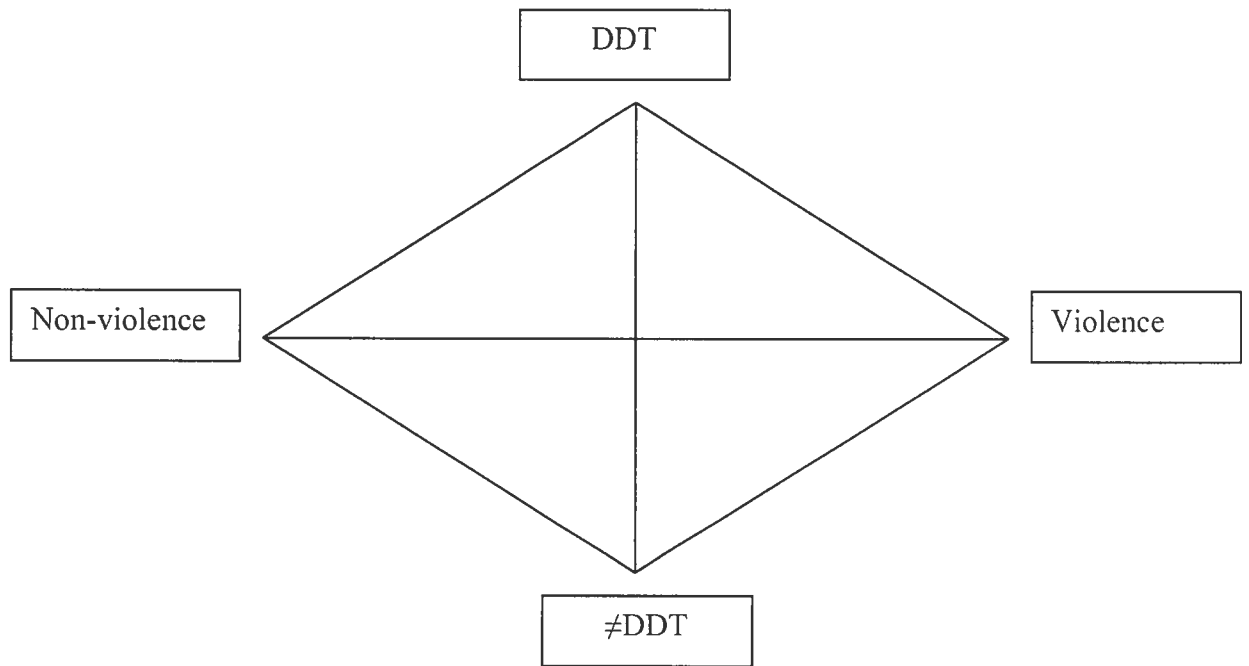
B=Acteurs ayant assez d'influence sur le processus politique

A=Acteurs ayant beaucoup d'influence sur le processus politique

E=Centre ou cœur du processus politique

Annexe 2

Losange de positionnement éthique des acteurs quant aux tactiques



Annexe 3

Liste des membres de coalitions

Coalition	Membres 2000-2001
Réseau Québécois sur l'Intégration Continentale (RQIC)	Alternatives, Amnistie internationale (section canadienne francophone), l'Association canadienne des avocats du mouvement syndical (ACAMS), l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), la Centrale des syndicats démocratiques (CSD), la Centrale des Syndicats du Québec (CSQ), le Centre d'études sur les régions en développement (CERD-McGill), Centrale internationale de solidarité ouvrière (CISO), Centre québécois du droit de l'environnement (CQDE), Confédération des syndicats nationaux (CSN), Conseil central de Montréal métropolitain (CSN-CCMM), Développement et Paix, Fédération des femmes du Québec (FFQ), Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ), Fédération des infirmières et infirmiers du Québec (FIIQ), Groupe de recherche sur l'intégration continentale (GRIC-UQAM), Ligue des droits et libertés (LDL), Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE), Solidarité populaire Québec (SPQ)
Opération Québec Printemps 2001	Notamment : Alternatives, Les Ami-e-s de la Terre, Association de défense des droits sociaux du Québec Métro, ATTAC-Québec, Casa latino-américaine de Québec, Carrefour Tiers-Monde, Développement et Paix, Entraide universitaire mondiale du Canada-Laval, Solidarité régionale Québec, Syndicat de la fonction publique du Québec et FFQ.
Table de convergence des actions pacifiques	Alternatives, Association québécoise pour un contrat mondial de l'eau, ATTAC-Québec, Fédération des infirmières et infirmiers du Québec, Fédération étudiante collégiale du Québec, Fédération étudiante universitaire du Québec, FRAPRU, OQP2001, Opération SalAMI, Syndicat de la fonction publique du Québec, de même que la FFQ.

Annexe 4 Grille de lecture par acteur

Acteur :

Journal analysé :

Principaux représentants lors du Sommet des Amériques:

-
-
-

Positionnement dans le modèle centre-marge :

Est-il membre d'une coalition? Si oui, qu'elles sont les membres de cette coalition :

1. Organisation/ressources (périodes de temps -1, 0, 1 et 2)

1.1 Type d'organisation (Fédération, ligue, convergence, comité...)

1.2 Membres (nombre)

1.3 Types de ressources mobilisés pour l'événement

2. Section objectif(s)/stratégie(s)/tactique(s) (périodes de temps -1, 0, 1 et 2)

2.1 Objectif(s) :

- Indique-t-on le(s) objectif(s) de l'acteur lors du Sommet des Amériques?
- Si oui, comment les présente-t-on?

2.2 Stratégie(s) :

- Qu'elles sont les stratégies avancées par l'acteur pour mettre en œuvre son/ses objectifs?

2.3 Tactique(s)

- Quelles sont les tactiques privilégiées par l'acteur (violence, non-violence, non spécifié)?

2.4 Diversité, non-diversité des tactiques :

- Qu'elle est son attitude face au concept de diversité des tactiques (favorable, défavorable)?

2.5 Positionnement au sein du losange (V-DDT, NV-DDT, V-≠DDT, NV-≠DDT)

4. Dans l'action (périodes de temps -1, 0, 1 et 2)

- À quel type d'actions associe-t-on l'acteur? (marche, action directe, désobéissance civile, contre-sommet)
- Nombre de participants à l'action (% des membres associés à l'acteur, # total de participants)
- Comment les présente-t-on dans la presse écrite?

4. Les relations avec les autres acteurs (périodes de temps -1, 0, 1 et 2).

4.1 Comment perçoit-il les acteurs du :

- Groupe A
- Groupe B
- Groupe C
- Groupe D

4.2 A-t-il participé à des actions conjointes avec d'autres acteurs?

4.3 A-t-il appuyé les actions de certains acteurs?

4.4 A-t-il dénoncé les actions de certains acteurs?

5. Réflexion de l'acteur sur la ZLÉA (périodes de temps -1, 0, 1 et 2).

5.1 Comment l'acteur considère la ZLÉA?

5.2 Quels sont, à son avis, les bienfaits de la ZLÉA?

5.3 Quels sont, à son avis, les dangers de la ZLÉA?

6. Réflexion sur la mondialisation (périodes de temps -1, 0, 1 et 2).

6.1 Comment l'acteur est-il perçu? Anti ou altermondialiste?

6.2 Quelle est la position de l'acteur sur la mondialisation?

7. Autres informations utiles